

BULLETIN DU COMITÉ DE L'ASIE FRANÇAISE

PUBLIÉ MENSUELLEMENT

Sous la direction de M. Robert de Caix de Saint-Aymour

Avec la collaboration de MM. Jean-Louis Deloncle; Henri de Peyerimhoff de Fontenelle; Charles Mourey; Edouard Payen; Paul Labbé; J.-H. Franklin, etc.

Adresser toutes les communications relatives à la rédaction au Bulletin du Comité de l'Asie Française.
Paris — 19, rue Bonaparte, 19 — Paris.**SOMMAIRE**

45 ^e Liste des souscripteurs.....	129
Le Comité : Conférences de M. PAUL PELLIOT et de M. ROBERT DE CAIX.....	130
La Guerre.....	141
Les Perspectives de paix.....	147
La Neutralité française.....	148
L'Angleterre et l'Islam en Arabie.....	149
Les Japonais en Corée.....	151
Cheick-Saïd.....	153
Variétés. — Souvenirs de la conquête du Tonkin, par CHALVAN.....	154
Asie Française : Résultats financiers des budgets indo-chinois au 31 décembre 1904. — Les colons et la justice à l'égard des indigènes. — La question monétaire en Indo-Chine. — Les exportations de riz en 1904. — La gabelle. — La commission des antiquités au Tonkin.....	159
Siam : Le budget. — L'emprunt siamois.....	163
Chine : La mort de Mgr Favier. — L'action japonaise.....	164
Japon : Les relations avec l'Empire britannique.....	165
Asie Russe : Le Transsibérien. — Une nouvelle voie de pénétration en Asie.....	165
Turquie : Les négociations franco-turques.....	166
Arabie : L'insurrection de l'Yémen.....	166
Perse : Réformes militaires. — Désordres dans le Khorassan.....	166
Asie Anglaise : La situation financière de l'Inde. Les troupes russes sur la frontière afghane. — Les exportations de riz de Birmanie.....	167
Nominations officielles.....	167
Bibliographie.....	168

CARTES

Carte de Mandchourie (Moukden-Kirin-Kharbin)...	141
Moukden (croquis).....	142
Cheick-Saïd.....	153

45^e LISTE DES SOUSCRIPTEURS ⁽¹⁾

MM.

Jean-Marc Bel, ingén. des mines.	25	»
Ateliers et chantiers de la Loire	100	»
De Cabrol, administ. des ateliers et chantiers de la Loire.	25	»
Vice-amiral Gervais	25	»
Guillemin, secrét. d'ambassade.	25	»
L. Lion, ingénieur	20	»
De Lapierre, capit. de frégate en retraite.	12	»
Teissier, maître des requêtes au Conseil d'Etat	25	»
Biblioth. des offic. du 6 ^e colonial.	12	»
Max des Francs, à Dinan.	12	50
Capit. G. de Labry	50	»
* Command. Veyriras, à Nice	15	»
* De Lamothe, résident sup.	20	»
Lucien Roy, à Bouchir.	12	50
* Guiraut, à Bordeaux	12	»
Gaston de Bezaure, consul gén.	15	»
Lieut. Hugon, de l'infant. coloniale.	12	»
* Lieut. Rieu, — —	12	»
* Lieut. Surre, — —	12	»
Eug. Bradier, élève vice-consul.	25	»
* Réunion des offic. du 92 ^e d'inf.	12	»
<i>A reporter. . .</i>		479

(1) Les noms marqués d'un * sont ceux des nouveaux souscripteurs. — Pour faciliter le contrôle, le Bulletin ne publiera plus désormais les souscriptions qu'après encaissement de leur montant.

Nous prions MM. les membres bienfaiteurs, donateurs, adhérents et souscripteurs qui ne verraient pas figurer leurs noms dans la deuxième liste publiée après l'encaissement de leur souscription de vouloir bien nous signaler l'omission.

Les souscriptions inférieures à 12 francs sont totalisées à la fin de la liste.

<i>Report.</i>	479 »
D. Favette, ingén. des mines.	12 »
Chambre d'agriculture de Saïgon	20 »
* Elie Jouanel, mécanic. ppal de la marine	25 »
* H. Le Soudier, à Paris.	137 »
* M. Bouzat, administ. des services civils de l'Indo-Chine	12 »
Joseph Borhan (1 ^{er} semestre).	6 »
H. Vinceneux, Chalon-sur-Saône.	25 »
Ratard, consul général.	25 »
D ^r J. Emily, méd.-maj. de 1 ^{re} cl.	20 »
Paul Chassaing, administ. des services civils de l'Indo-Chine	12 »
* Le résident de France de Kampot	12 »
* Fréd. Engler, à Francfort.	25 »
Em. Dorr, à Thiverval.	12 »
Garnier-Audéol, lieut. de vaisseau.	12 »
E. Labouchère, ingénieur agronome.	20 »
Loche, lieut. d'infanterie coloniale.	12 »
Lebon, lieut. de cavalerie.	15 »
Félix Nicolardot, à Boulogne.	25 »
Réunion des officiers du Mans.	12 »
Biblioth. des offic. du 5 ^e colonial.	12 »
* Réunion des sous-officiers du 4 ^e tirailleurs algériens.	12 »
Joubé, lieut. d'infant. (1 ^{er} semestre).	8 »
* Georges Peyrot, à Tien-tsin.	12 »
S. A. le prince Roland Bonaparte. Général de division Coronnat.	100 »
* Société de géographie de Tours.	12 »
* D ^r Rouire, à Paris.	12 »
J. Proton, de la maison Varenne.	50 »
Guieysse, ancien ministre.	12 »
G. Lesueur, ancien sénateur.	25 »
L.-A. Ponnier, négociant à Paris.	25 »
M ^{me} Le Roy Liberge.	25 »
C ^{ie} franç. de l'Afrique Occ., à Paris.	25 »
— — — à Marseille.	25 »
Biblioth. des offic. du 23 ^e colonial.	12 »
Xavier Palassie, à Cambo-les-Bains.	12 »
Souscriptions diverses.	20 25
Total.	1.329 25

AVIS

Pour être membre adhérent au Comité de l'Asie française, il suffit de verser une cotisation annuelle d'au moins 25 francs.

Les adhérents reçoivent toutes les publications du Comité, sont convoqués aux réunions que ce dernier donne et participent à son action.

Les souscripteurs d'une somme comprise entre 12 et 25 francs ne reçoivent que le Bulletin mensuel.

LE COMITÉ

CONFÉRENCE DE M. PAUL PELLIOT

Comme nous l'annoncions dans notre dernier Bulletin, nous sommes heureux de publier aujourd'hui la conférence que M. Paul Pelliot a faite au siège du Comité, le 15 mars dernier.

Messieurs,

Lorsque M. Senart, votre vice-président, m'a convié à l'honneur inattendu de prendre la parole devant vous, je n'ai pas hésité sur le sujet dont un sociologue pouvait à l'heure présente vous entretenir : la Chine est actuellement le théâtre d'une révolution si formidable dans l'éducation civile et militaire et qui pèsera sans doute d'un si grand poids sur l'histoire générale du xx^e siècle, qu'on doit avec toute l'insistance possible appeler sur elle l'attention.

A vous, Messieurs, curieux des choses de l'Asie, il n'est pas besoin de rappeler longuement que, si les guerres de 1840 et de 1860 avaient forcé la Chine à entrer en relations avec l'Europe, il n'était résulté de cette rencontre des deux mondes aucune pénétration réelle, aucune fusion. La Chine supportait les barbares dans la mesure où la force l'avait contrainte à ne plus les ignorer, mais restait convaincue de la prééminence essentielle de sa race et de sa culture. La guerre avec la France, il y a vingt ans, fut à peine un avertissement. Il fallut l'entrée en scène d'un pays nouveau venu à la civilisation moderne, d'un pays tout voisin de la Chine et qu'au cours des siècles elle avait toujours considéré comme un Etat vassal, il fallut la guerre sino-japonaise et son issue malheureuse pour ébranler enfin, il y a dix ans, cette grande confiance en soi que dès l'enfance son éducation met au cœur du jeune Confucéen.

Ce que la guerre de 1894-1895 avait commencé, les empiétements successifs de l'Europe l'achevèrent. Les plus ouverts parmi les Chinois ressentirent vivement la honte du morcellement qu'à Kiao-tchéou, à Port-Arthur, à Kouang-tchéou-wan, à Kowloon les puissances étrangères imposaient à leur pays, et ils reconnaissaient en même temps leur impuissance à s'y opposer. C'est au désir de clore cette ère de désastres et d'en prévenir à jamais le retour qu'il faut attribuer la rapide et éphémère fortune du mouvement réformiste en 1898.

A ce moment, la Chine était gouvernée par un jeune empereur de 27 ans, majeur depuis 1886, mais à qui l'impératrice douairière Ts'eu-Hi, sa tante, n'avait en fait remis le pouvoir qu'au lendemain de la guerre sino-japonaise. Ce jeune prince, d'esprit ouvert et d'une sensibilité un peu malade, fut plus que tout autre atterré quand il vit à quelles catastrophes l'incurie de ses hommes d'Etat avait si vite amené son pays. Il sent le besoin d'une réforme, mais, ignorant du monde extérieur, il lui faut des conseillers pour l'accomplir. Or, le seul homme d'Etat véritable que possède alors la Chine, Li-Hong-Tchang, porte le poids de la guerre sino-japonaise; son rival, le prince Koung, qui depuis près de quarante ans a conseillé fidèlement les empereurs T'ong-Tche et Kouang-Sin ses neveux, meurt en mai 1898. Autour du jeune empereur, il ne reste plus que son vieux précepteur Wong-T'ong-Ho, dont juste à ce moment la haine de l'impératrice douairière provoque le renvoi.

Il est curieux que Wong-T'ong-Ho, lettré de la vieille école, premier lauréat à l'Académie des Pinceaux en 1836,

se soit converti aux idées de la Réforme. C'est que, bouleversé par les désastres de 1894-1895, il lut dans un écrit publié plus de dix ans auparavant par K'ang-Yeou-Wei qu'en cas de guerre avec le Japon, la Chine perdrait Formose et le Liao-tong : vous vous rappelez que ce furent là, en effet, les cessions territoriales imposées par la paix de Shimonoseki. Faisant violence à toutes ses sympathies antérieures, Wong-T'ong-Ho accorda créance à ce réformateur perspicace, et, en quittant son impérial élève, il lui remit les livres de K'ang-Yeou-Wei. Kouang-Sin les lut avec cette curiosité avide et cette faculté d'enthousiasme dont il allait donner en quelques mois tant de preuves. L'un de ces livres retraçait le mouvement de réforme qui en peu d'années avait mis le Japon au rang des grandes puissances modernes, un autre racontait la vie de Pierre le Grand. Kouang-Sin, semble-t-il, fut très vivement frappé de ce que la volonté d'un homme avait pu faire pour transformer un pays ; il voulut être le Pierre le Grand de la Chine et fit appeler K'ang-Yeou-Wei.

C'est alors, de juin à septembre 1898, que se place cette période de réforme à outrance où toute l'organisation de la vieille Chine fut bouleversée ; mais l'œuvre était trop hâtive et ne put tenir contre la coalition des intérêts personnels qu'elle lésait.

La Chine est par excellence le pays des examens : c'est par un système à trois degrés de concours aux chefs-lieux des départements, puis des provinces, et enfin à la capitale, que se recrute le personnel administratif et militaire de l'empire. Or, avec le temps, cet examen en était arrivé à consister essentiellement en un creux développement oratoire à huit périodes antithétiques, appelé *pa-kou-wen-tchang*. Un édit du 23 juin 1898 supprima le *pa-kou-wen-tchang* et ordonna de tenir compte désormais des connaissances réelles des candidats, sans trop s'arrêter à l'élégance savante de leur style. Cette réforme était en apparence peu de chose : elle était considérable si on songe aux centaines de milliers de candidats dont elle dérangeait les habitudes. A vrai dire, il eût fallu aller plus loin, renoncer à un examen uniforme pour des préfets, des ingénieurs, des généraux, des magistrats, et introduire résolument dans les programmes les sciences importées d'Occident. Seulement, comment examiner des candidats sur des matières dont ils n'ont pas de moyens de s'instruire ? C'est pourquoi les réformistes, avant de toucher davantage au vieux mode de recrutement administratif, firent décréter un système nouveau d'instruction occidentale, avec des universités dans chaque province et tout au sommet l'Université de Pékin. Pour répandre dans le peuple les idées de l'instruction nouvelle, des journaux sont créés, des bureaux de traduction sont institués, et les Jésuites de Zikawei doivent collaborer à leur œuvre : l'un d'eux est érigé en *Journal officiel*. Au point de vue militaire, les anciennes formations de « tigres », d'archers doivent être remplacées à bref délai par des troupes instruites à l'euro péenne. Enfin on crée des écoles techniques pour la médecine, l'agriculture, les mines.

Toutes ces réformes étaient bonnes en soi, et à ce moment même un homme dont l'intégrité et le patriotisme éclairé commandent le respect, le vice-roi Tchang Tche-Tong, les préconisait dans un traité qui fut répandu par ordre impérial dans toutes les provinces, l'*Exhortation à l'étude*. Seulement pour ces réformes, il fallait de l'argent. Sans doute Tchang Tche-Tong avait proposé de subvenir aux besoins de l'éducation nouvelle par la sécularisation des temples bouddhistes et taoïstes, mais en attendant des édits répétés prêchaient aux mandarins le travail et l'économie ; les titulaires de charges inutiles, mais lucratives, s'inquiétaient. Ils n'avaient pas tort, car le 30 août un édit supprime une demi-douzaine de cours métropolitaines et dans les provinces retire aux vice-rois du Yunnan, de Wou-Tch'ang et de Canton les gouverneurs

provinciaux qui les doublent. En même temps disparaissent la surintendance du Fleuve Jaune, et toute une série d'intendances pour le transport du riz et du sel. Les réformes administratives avaient indigné les conservateurs ; quand on toucha à leurs places, ils s'insurgèrent. Les mécontents se groupèrent autour de l'impératrice douairière. Quand les conseillers du jeune empereur virent le danger, il était trop tard : le chef militaire auquel ils firent appel, Yuan-Che-K'ai, se rangea du côté de l'impératrice, et, le 20 septembre, Kouang-Sin dépossédé était relégué dans une île du palais. K'ang-Yeou-Wei et son collaborateur principal Leang K'i-Tch'ao purent s'enfuir ; cinq jeunes réformistes, coupables d'avoir poursuivi avec leur souverain le relèvement de leur pays, furent décapités sans jugement.

Toutes les mesures prises par la Réforme furent immédiatement rapportées ; toutes ses créations, à l'exception de l'Université de Pékin qui végéta jusqu'en 1900, disparurent. Vous pourriez donc croire, Messieurs, qu'en insistant sur la courte fortune de la Réforme mon but n'eût été que de vous narrer un épisode curieux, mais sans grandes conséquences, de l'histoire chinoise contemporaine. Or tout au contraire, il se trouve que le seul tort des réformistes de 1898 fut de venir un peu tôt. Grisés par leur succès, obligés aussi par la résistance de leurs adversaires à frapper toujours plus fort et plus haut, ils ne tinrent pas compte du temps, qui une fois de plus ne ratifia pas ce qu'on faisait sans lui. Mais K'ang-Yeou-Wei et les siens agissaient si bien dans le sens où les nécessités mondiales déterminent l'évolution de la Chine que leurs idées ont été l'une après l'autre reprises depuis 1900 par ceux-là mêmes qui les ont noyées dans le sang en 1898. C'est que je voudrais, Messieurs, vous montrer maintenant, et comment à bien des égards l'impératrice douairière de 1905 a été plus loin dans la voie des réformes que ne l'avait osé faire naguère son neveu Kouang-Sin.

Les événements de 1900 avaient fait la preuve de la faiblesse militaire de la Chine. A vrai dire, le précédent de 1894-1895 eût dû suffire, et il fallut tout l'aveuglement des réactionnaires qui triomphaient de 1898 à 1900 pour croire la Chine en état de défier le monde. Toutefois, si vous me permettez une parenthèse, je voudrais vous mettre en garde, Messieurs, contre l'exagération contraire. Les sièges de T'ien-tsin et de Pékin, la marche des armées alliées sur la capitale, ne doivent pas nous faire illusion : l'Europe n'a eu alors affaire ni aux troupes de Yuan-Che-K'ai restées au Chan-tong, ni à celles de Tchang-Tche-Tong cantonnées au Hou-pei ; or ce sont là les meilleurs corps de la Chine actuelle, le plus solide noyau de ses futures armées. Les éloges que les officiers européens témoins des manœuvres de Wou-tch'ang ont généralement décernés aux troupes de Tchang Tche-tong sont à cet égard significatifs. D'autre part, quand le Japon l'a emporté sur la Chine, peut-être l'appréciation inexacte que l'on avait alors de la puissance du vainqueur a-t-elle porté à rabaisser indûment son vaincu. Les tristes événements de l'heure présente montrent assez l'éminente valeur des armées japonaises. Il y aurait peut-être danger à considérer plus longtemps la Chine au point de vue militaire, parce qu'elle a été facilement vaincue par le Japon, comme une « quantité négligeable ».

Quoi qu'il en soit d'ailleurs, cela est du passé, du passé d'hier, mais auquel le présent ne ressemble déjà plus. Aujourd'hui les troupes instruites à l'euro péenne se multiplient partout ; des écoles militaires se fondent dans toutes les provinces ; un grand nombre d'officiers passent par les établissements chinois similaires du Japon. Pour la première fois, je crois, des officiers sont venus exprès de Chine l'an dernier pour assister à nos grandes manœuvres. Il est question de créer dans les légations de Chine à l'étranger des postes permanents d'attachés militaires. Enfin le

dédain où cette société essentiellement civile tenait l'armée semblait faire place à un sentiment nouveau des besoins du pays. Lorsqu'on apprit que la Russie n'évacuait pas la Mandchourie à la date qu'elle avait fixée, les étudiants chinois en résidence au Japon se constituèrent au début de 1903 en un bataillon de volontaires, et déléguèrent deux des leurs au vice-roi du Tche-li pour lui offrir de marcher au premier rang contre les envahisseurs. Aux dernières levées du Tch'ang-peï-kiun au Hou-peï, au lieu de ne trouver à l'ordinaire comme recrues que la lie du peuple, on a compté un pourcentage appréciable de volontaires instruits, et même gradués, bacheliers. Voici une statistique récente des écoles militaires existant actuellement en Chine. Il y a au Tche-li trois écoles militaires, ayant l'une 476 cadets, une autre 120 étudiants, la troisième 520 officiers stagiaires; au Hou-peï deux écoles avec 60 cadets et 100 officiers stagiaires; au Kiang-sou, deux écoles avec 180 cadets; au Seu-tch'ouan, une école avec 190 cadets; au Chan-tong, une école avec 240 cadets; au Chan-si, une école avec 120 cadets; au Kouang-tong, une école avec 180 cadets; au Ngan-houei, une école avec 100 cadets; au Kiang-si, une école avec 160 cadets, plus une annexe avec 30 cadets; au Tchō-kiang, une école avec 100 cadets; au Hou-nan, une école avec 240 cadets; au Yunnan, une école avec 91 cadets; au Kouei-tcheou, une école avec 100 cadets; au Chàn-si, une école avec 60 cadets; dans le Turkestan chinois, une école avec 40 cadets; au Fou-kien, une école avec 157 cadets; à Ts'ing-tcheou au Chan-tong, une école pour Mandchoux, avec 40 cadets; à Souei-yuan au Chan-si, une école pour Mandchoux, avec 60 cadets. Soit au total 22 établissements avec 3.364 cadets ou officiers stagiaires. Et on ne s'en tient pas là. En novembre dernier, le Lien-ping-Tch'ou, qui fut institué spécialement pour réorganiser l'armée, demandait la création d'écoles nouvelles. Récemment, l'impératrice douairière a encore fait mettre de côté une première somme de 50.000 taëls en vue de fonder à Pékin une école militaire pour Mandchoux sur le type de l'Ecole des nobles de Tôkyô.

Mais si la Chine se transforme et se fortifie au point de vue militaire, il ne faut pas oublier qu'aujourd'hui encore toute son organisation sociale repose sur le fonctionnarisme civil qu'elle recrute par voie d'examens. La réforme de l'instruction civile n'en prend par là que plus de signification et d'importance; or cette réforme a été radicale. Dès la fin de 1900, revenant aux mesures de 1898, on abolit définitivement le *pa-kou-wen-tchang*, et novatrice plus hardie que K'ang-Yeou-Wei, l'impératrice réfugiée alors à Si-ngan-fou introduisit dans les programmes des questions de sciences européennes. Il est évident que pendant une ou deux sessions triennales, la masse des candidats ne sera guère plus apte à répondre que les examinateurs à interroger. Mais depuis 1898, la Réforme était dans l'air et beaucoup de jeunes gens s'étaient préparés en conséquence. D'ailleurs, l'édit de 1900 ne donnait pas encore une solution satisfaisante. Le vice-fondamental du système consiste précisément en cet examen unique, quel qu'en soit le programme, par des hommes d'Etat et des médecins, des ingénieurs et des généraux: ce mode de recrutement est absolument impropre à fournir avec quelques garanties le cadre administratif d'un grand Etat moderne. C'est ce qu'avait bien vu Tch'ang Tch'e-Tong lui-même, cependant lauréat des anciens examens. Aussi, d'accord avec le vice-roi du Tche-li-Yuan-Che-K'ai, a-t-il demandé la suppression complète des examens triennaux et le transfert de toute collation des grades aux universités. On conçoit que le pouvoir central ait hésité devant cette mesure radicale: rappelez-vous le nombre formidable de candidats qui attendent du succès aux examens un poste du gouvernement. A Nankin par exemple, il n'y a pas à chaque session moins de 20 à

30.000 candidats prenant part tous les trois ans aux examens de licence; or les candidats de Nankin sont seulement ceux de deux provinces, sur les dix-huit que jusqu'à ces temps derniers on comptait en Chine. Ces lettrés ne sont pas toujours jeunes, mais souvent des hommes faits, même des vieillards, incapables d'acquiescer désormais une autre culture. Il y a là en quelque sorte des droits acquis que le pouvoir ne peut méconnaître. Néanmoins, la cour s'est rendue en principe aux raisons des vice-rois, et il a été décidé qu'après une diminution progressive du nombre d'admissions pendant trois sessions, les examens triennaux seraient complètement supprimés.

D'ailleurs, mieux vaut en effet se détacher progressivement de l'ancien système que de rompre trop brusquement avec lui; on laisse ainsi aux universités le temps de se constituer assez solidement pour pouvoir répondre à la tâche qu'on leur demande. L'organisme est tout nouveau. Ce n'est que de 1898 que date la création à Pékin d'un établissement d'instruction à la fois chinoise et occidentale, destiné à former autre chose que des interprètes. Cette création de la Réforme survécut au coup d'Etat de septembre 1898, mais ne prospéra pas. Close par la force des choses lors du soulèvement boxeur, l'Université ne rouvrit ses portes qu'en 1902. Dans les provinces, et dès avant 1900, quelques écoles d'instruction secondaire avaient été fondées, soit comme à Canton directement par les vice-rois, soit comme au Nan-yang College de Chang-hai par les Européens avec l'appui des autorités locales; elles avaient obtenu certains privilèges pour leurs diplômes. Mais ce n'est que depuis trois ans que l'enseignement à l'européenne a été développé et étendu à tout l'empire. Le programme élaboré sous la direction de Tch'ang Tch'e-Tong établit une hiérarchie des nouveaux établissements d'instruction qui répond en gros à nos enseignements primaire, secondaire et supérieur. Ces Universités nouvelles délivrent des diplômes, et ces diplômes donnent accès aux charges officielles.

Aussi le système se répand-il avec une rapidité prodigieuse. Il n'est presque pas de jour où l'on n'apprenne l'ouverture d'écoles nouvelles. Même une province aussi pauvre et aussi troublée que le Kouang-si a inauguré en 1904 ses bâtiments universitaires construits à l'européenne. Les sections « normales » des universités et les écoles normales indépendantes fournissent le personnel enseignant. Nous n'avons malheureusement pas de statistique dénombrant les établissements de tout l'empire et leur personnel; c'est tout récemment seulement que les gouverneurs du Yang-tseu ont prescrit de faire ce travail dans leurs provinces. Voici toutefois un relevé intéressant portant sur la préfecture de Pao-ting, dans le Tche-li, au sud-ouest de Pékin; l'exactitude malheureusement en est assez difficile à garantir. Il y aurait dans la préfecture de Pao-ting: une école normale avec 732 élèves; une école supérieure d'agriculture avec 135 élèves; une école de médecine avec 62; une école d'enseignement supérieur avec 230 élèves; une école militaire complétée par des annexes avec plus de 600 officiers, cadets ou enfants de troupe; 12 écoles d'enseignement primaire; enfin un certain nombre de *tseu-mou-hine-t'ang*, c'est-à-dire d'établissements moins importants où on enseigne l'alphabet latin à des enfants et à des adultes.

Mais les hommes ne sont pas seuls à profiter de l'impulsion nouvelle donnée à l'instruction en Chine: l'éducation des femmes, jusque-là en général très négligée, est à l'ordre du jour. Ce n'est pas qu'il n'y ait eu en Chine des femmes instruites, même érudites: depuis Pan Tch'ao au premier siècle de notre ère, assez longue est la liste des femmes auteurs dans l'Empire du Milieu. Seulement ces exceptions n'ont jamais prévalu contre la règle d'infériorité, de dépendance absolue, qui pèse toute sa vie sur la femme chinoise. Dans beaucoup de familles, même aisées,

la fille n'allait jamais à l'école. Uniquement chargée des soins d'intérieur, elle passait comme jeune fille dans les appartements des femmes la même vie monotone et désœuvrée qu'elle devait continuer ensuite comme épouse. De nos jours, au contraire, la femme chinoise s'émancipe; elle aussi se met à la culture européenne, elle aussi a ses magazines, elle aussi va s'instruire au Japon. On a traduit en chinois à son usage une *Histoire des germes du féminisme au Japon*; un essai sur *l'Âme féminine*, un autre sur le droit qu'à la femme de choisir son mari, viennent de paraître à Changhaï; un court traité, que je n'ai pas encore vu, sur *Les Femmes héroïques russes*, paraît consacré aux femmes qui jouèrent un rôle dans le terrorisme nihiliste il y a vingt-cinq ans. Ces étudiantes chinoises ne sont pas en reste de hardiesse avec les étudiants: quand le « bataillon » des étudiants offrit à Yuan Che-K'ai d'aller au combat contre les Russes, les étudiantes chinoises vivant au Japon se constituèrent en compagnie d'infirmières pour soigner leurs camarades sur les champs de bataille. En Chine même, la femme d'un ancien juge provincial du Tchô-kiang, fille du grand homme d'Etat hounanais Tseng Kouo-Fan, vient d'établir une école à l'européenne pour filles dans sa province natale, à Tch'ang-cha. Remarquons en passant cette création progressiste au Hou-nan, c'est-à-dire dans la province qui jusqu'à ces derniers temps fut peut-être la plus conservatrice de toute la Chine; elle est aujourd'hui une des plus réformatrices. La femme du vice-roi Yuan Che-K'ai a ouvert une école à l'européenne pour filles à T'ien-tsin; il est question d'y créer des écoles normales pour filles, avec le concours, qui est presque de règle, de maîtresses japonaises. En novembre dernier, l'impératrice a ordonné au Ts'ai-Tcheng-tch'ou de trouver les fonds nécessaires pour fonder à Pékin une école métropolitaine d'enseignement à l'européenne pour les filles. Et puisque nous sommes sur le chapitre de la femme chinoise, qu'il me soit permis de vous signaler une réforme d'un tout autre ordre qui est en train de s'accomplir: la Chinoise va cesser peu à peu d'avoir des petits pieds. La coutume de bander les pieds, trop aisément tolérée peut être par le catholicisme, a été attaquée principalement par les missionnaires protestants. Grâce au zèle infatigable de Mrs. Archibald Little, la « Société pour les pieds naturels » finit par obtenir gain de cause auprès de la fraction la plus éclairée de l'aristocratie chinoise. Comme d'autre part la cour mandchoue ne s'est jamais pliée à la coutume toute chinoise de torturer les pieds des femmes, on put persuader à l'impératrice douairière de lancer, en février 1902, un édit où le bandage des pieds était déconseillé. Yuan Che K'ai au Tche-li, Si-leang au Sseu-tch'ouan, Tcheou-fou au Chan-tong, tant par des proclamations que par un appui accordé aux sociétés contre le bandage des pieds, firent en sorte que les avis de l'impératrice ne restassent pas lettre morte. En même temps l'initiative privée, dans toutes les provinces, créait des groupements dont les membres s'engageaient à laisser libres les pieds de leurs femmes et de leurs filles, et à ne donner à leurs fils comme épouses que des femmes dont les pieds n'auraient pas été bandés. Enfin, récemment, le gouverneur du Chan-tong, Tcheou-fou, nommé depuis lors à la vice-royauté de Nankin, jugeait le moment venu pour une solution définitive: il a demandé par rapport officiel qu'un édit fût promulgué où le bandage des pieds ne serait plus seulement déconseillé, mais formellement interdit.

Dans ce grand mouvement de réforme qui renouvelle l'éducation des deux sexes, ce sont les maîtres qui trop souvent encore font défaut: la Chine n'a pas eu le temps de les former. De là un exode de la jeunesse chinoise lettrée, qui va demander au dehors l'instruction qu'elle ne peut encore recevoir intégralement dans son propre pays. Ces séjours d'étudiants chinois à l'étranger ne sont pas une abso-

lue nouveauté: il y a trente ans que quelques-uns d'entre eux étaient allés conquérir leurs grades dans les universités américaines. Anciens élèves de Yale ou de Harvard, ils n'ont pas laissé d'arriver en Chine à des situations enviables: Wou T'ing-Fang, ancien ministre de Chine à Washington et vice-président du ministère des Affaires étrangères, Lieou Yu-lin, le nouveau consul général chinois à Prétoria, T'ang Chao-yi, très apprécié naguère comme tao-tai des douanes à T'ien-tsin, aujourd'hui commissaire impérial chinois pour la revision du traité anglo-tibétain, sont d'anciens membres des missions chinoises d'étudiants en Amérique. Seulement, avec une rare étroitesse de vues, les autorités californiennes, hypnotisées par la crainte de la main-d'œuvre jaune, mirent tant d'obstacles à l'entrée des étudiants chinois sur le sol de l'Union que le mouvement s'arrêta; il n'a pas encore repris vers les Etats-Unis, et jusqu'à ces derniers temps, même les élèves chinois du collège sino-américain du Nan-yang allaient achever leurs études dans tous les pays du monde, sauf en Amérique. L'Europe était si loin que les tentatives y avaient encore été moins poussées; si on excepte d'anciens élèves de l'arsenal de Fou-tchéou qui suivirent en France les cours de l'Ecole du génie maritime, la Chine se borna le plus souvent à entretenir dans les divers pays le nombre de jeunes gens strictement nécessaire pour les besoins de l'interprétariat dans ses légations. Aujourd'hui il n'en va plus de même, et c'est par milliers que jeunes gens de toutes classes et de toutes provinces vont chercher au loin ces sciences nouvelles dont ils s'étaient jusque-là si soigneusement écartés. C'est au Japon qu'ils se rendent en plus grand nombre, et il y a des raisons évidentes de cette préférence. Le Japon est plus près que l'Amérique ou l'Europe, la vie y est moins coûteuse, moins dissemblable de celle de la Chine même; l'ancienne civilisation japonaise, sa littérature sont en grande partie d'origine chinoise; surtout la Chine voit quel magnifique essor la Réforme de 1868 a valu au Japon, et se met naturellement pour sa propre rénovation à l'école de ceux qui ont si heureusement mené la leur à bonne fin. Les étudiants chinois ont d'ailleurs trouvé auprès des autorités japonaises l'accueil le plus empressé; ils ont constitué des cercles, selon l'ancienne habitude chinoise, et dans le commerce constant que tous ces jeunes gens y entretiennent entre eux, les idées nouvelles se répandent, s'affirment, se précisent. Le Japon attire actuellement les quatre cinquièmes des étudiants chinois qui vont à l'étranger: ils y sont au moins au nombre de 2.000. Environ 500 autres sont répartis entre les divers pays d'Amérique et d'Europe, principalement en Belgique où le roi Léopold leur a accordé des facilités spéciales pour leurs travaux. Grâce surtout à S. E. Touan Fang, gouverneur du Kiang-sou, aujourd'hui transféré au Hou-nan, et par l'entremise éclairée de S. E. Souen Pao-K'i, ministre de Chine à Paris, une cinquantaine de jeunes Chinois, tous fils de familles mandarinales, poursuivent aujourd'hui leurs études à Paris; ils ont leur club rue Vaneau, s'habillent à l'européenne et ont coupé la tresse.

A vrai dire, il est surprenant que le gouvernement chinois ne cherche pas à enrayer un mouvement, qui peut un jour devenir pour lui un danger. Au Japon, en effet, les étudiants, jeunes, enthousiastes, retrouvent les réfugiés politiques, les réformistes de 1898 qui ont pu échapper aux assassins. K'ang Yeou-Wei lui-même n'y vit pas, et son action, d'ailleurs aujourd'hui effacée ou du moins mystérieuse, s'exerce plus en Birmanie, dans la péninsule malaise et dans les Indes néerlandaises, au milieu des congrégations commerciales du Kouang-tong et du Fou-kien, et peut-être parmi les sociétés secrètes, que sur la jeunesse lettrée du bassin du Yang-tseu en quête de la science nouvelle. Mais Leang K'i-tch'ao, la véritable tête du parti, s'est installé à Yokohama, y a fondé des jour-

naux, des revues, y publie des livres, et tant par son action personnelle au Japon même que par la littérature qu'il déverse sur la Chine, il a fait considérablement progresser dans l'esprit public les idées qu'il défend. Ces idées ne vont à rien moins qu'à une refonte complète du statut administratif de la Chine sur le plan de la réforme japonaise, avec aboutissement à une Constitution et à un Parlement. Mais à beaucoup il semble un leurre que la dynastie mandchoue veuille jamais renoncer à la situation privilégiée que lui vaut l'état de choses actuel, et c'est pourquoi il y a parmi les réformistes tout un parti avancé qui se qualifie à juste titre de révolutionnaire. Or ce sont là les doctrines dont les étudiants chinois s'imprègnent au Japon. Leur attitude lors des difficultés entre la Chine et la Russie pour l'évacuation de la Mandchourie a montré d'ailleurs chez eux une conception nouvelle du patriotisme, jusque-là réduit en Chine à un devoir de fidélité dynastique, et qui y devient peu à peu, comme en Europe et au Japon, le sens de la grandeur de la race et de la dignité du pays. Raisonnant des besoins de la patrie, et trop souvent, dans leur ardeur de néophytes, méconnaissant le poids dont pèse sur 400 millions d'individus un passé de plus de 3.000 ans, ils veulent la réforme immédiate en faisant table rase de tout ce qui retarde et entrave dans le présent. Sans doute, monarchistes parlementaires ou républicains, ils vont trop loin, ils vont surtout trop vite, mais par les discussions mêmes qu'ils soulèvent, par l'agitation qu'ils créent, ils font peu à peu sortir la Chine de cette léthargie où elle paraissait morte et hâtent le renouveau. Ce n'est pas seulement au Japon que paraissent des journaux réformistes, mais en Chine même, sur les concessions européennes le plus souvent. Ces journaux ne sont plus, comme il y a cinq ans encore, rédigés tous en langue savante; mais dans le désir de faire pénétrer les idées nouvelles dans la masse du peuple, il se crée peu à peu dans toutes les provinces des organes en langue vulgaire, en *kouan-houa*. Des librairies publiques s'organisent non seulement dans les capitales de provinces, mais dans de simples sous-préfectures. Or dans les livres de ces librairies, dans les articles de ces journaux, il n'en est pas un qui préconise le maintien de l'état de choses actuel. Et pour vous faire une idée, Messieurs, de la hardiesse de langage des publicistes chinois, il suffit de vous rappeler le procès retentissant intenté, en 1903, sur les concessions de Changhaï, par le gouvernement chinois au propriétaire et aux rédacteurs du *Sou-pao*; le gouvernement, la dynastie avaient été littéralement entraînés dans la boue. Or le cas du *Sou-pao* n'était pas exceptionnel, et le gouvernement chinois a en général laissé dire.

D'où vient cette tolérance inattendue? Du désarroi des gouvernants, sans doute, et de ce qu'ils sont eux-mêmes à moitié gagnés par la Réforme. En 1898, il avait paru étrange que l'empereur fût le premier adepte de théories qui allaient en somme à détruire son pouvoir absolu; et on avait mis cet enthousiasme anormal sur le compte de sa jeunesse et de son inexpérience. Or, nous assistons aujourd'hui à un spectacle semblable, quand le gouvernement est cependant aux mains d'une femme mûrie dans la pratique des affaires, et cette fois on est déjà allé si loin qu'il semble impossible de revenir sur ses pas. Le mouvement est trop fort dans les provinces; le système ancien a trop montré ses faiblesses, ses vices. Parfois on tente de résister; de là le procès du *Sou-pao*, la mort cruelle du journaliste Chen Tsin à Pékin, l'annulation d'un concours où les révolutionnaires avaient conquis les premières places, l'interdiction de vendre en Chine les journaux de Leang K'i-tch'ao. Après quoi, on s'aperçoit que ce ne sont là que de vains palliatifs, que le mouvement s'étend chaque jour sans qu'on dispose d'aucune force capable de l'enrayer; alors, on se laisse entraîner à son tour, et après avoir voulu mettre des obstacles au

développement des journaux, il n'est plus de province qui n'ait son organe officiel ou officieux, et l'impératrice a ordonné de préparer une explication des *Quatre livres* non plus en langue savante, mais en *kouan-houa*. Lorsque l'agitation des étudiants chinois au Japon commença d'inquiéter le gouvernement chinois, il fut proposé de suspendre l'envoi de toute mission nouvelle, puis on mit les étudiants sous la surveillance étroite d'un fonctionnaire de haut grade envoyé pour trois ans au Japon: les gouverneurs provinciaux n'en ont pas moins continué à faire partir pour l'étranger leurs missions de jeunes lettrés, et les étudiants chinois du Japon ont fait une telle vie à leur surveillant qu'il a dû demander son rappel. Lors du procès du *Sou-pao*, l'un des accusés déclara avoir pris ses idées antiabsolutistes dans l'essai *Sur la liberté* de Stuart Mill, dont un réformiste avait fait effectivement une traduction chinoise assez peu exacte; or aujourd'hui il en paraît une autre, mais elle a pour auteur le propre président du bureau officiel de traduction à l'Université de Pékin. D'ailleurs, le parti réformiste compte des adhérents dans la famille impériale: le prince Tch'ouen, frère de l'empereur, qui fut chargé de mission en Allemagne, Tsai-Tchen, fils du prince K'ing, délégué au couronnement du roi Edouard VII, puis à l'Exposition d'Osaka, P'oulouen, commissaire chinois à l'Exposition de Saint-Louis, le prince Sou qui a envoyé ses fils au Japon et à Singapour, ont tous compris en fréquentant les Européens la nécessité pour la Chine de se mettre à leur niveau. Bien plus, les Mongols eux-mêmes se laissent entraîner, et un prince des Karachin, après avoir fait faire une grammaire de sa langue et une histoire de sa tribu, est allé prendre le contact des sciences nouvelles au Japon; un prince des Khalkhas a récemment demandé d'être autorisé à suivre son exemple. C'est une grande force pour le mouvement actuel de trouver des appuis même chez les Mandchoux et les Mongols. Il faut se rappeler, en effet, que la jalousie des Mandchoux, leur souci de défendre contre les Chinois de race la position privilégiée que leur valut jadis la conquête, sont parmi les facteurs principaux de l'échec de la Réforme en 1898, et du succès éphémère des Boxeurs en 1900.

Vous savez, Messieurs, que les Mandchoux, qui se perdraient dans la masse de la population chinoise, ont continué de former un élément distinct grâce à la prohibition des mariages entre les deux races. Un certain nombre de postes depuis le XVII^e siècle étaient toujours réservés à des Mandchoux, d'autres à des Chinois. Or la cour mandchoue, qui semblerait devoir maintenir intacte la situation de la minorité qu'elle représente, semble tendre au contraire à une fusion des deux groupes. Aux deux derniers examens de doctorat, il y eut chaque fois un Mandchou parmi les trois premiers; ce n'est pas que le cas ne se fût jamais produit auparavant, mais la règle, à laquelle en 250 ans il n'a guère été dérogé que trois fois, était jusqu'ici de prendre ces trois premiers lauréats parmi les Chinois. Par contre, c'est un Chinois, T'ang Chao-yi, qui a été chargé de se rendre au Tibet comme commissaire impérial pour reviser le traité tibétain; il n'est d'ailleurs pas parti de suite et a reçu l'ordre ensuite de négocier non au Tibet, mais à Calcutta. Ce qu'il y a de nouveau dans cette nomination, c'est que jusqu'à présent tous les postes chinois au Tibet avaient été réservés à des Mandchoux. De plus, T'ang Chao-yi reçut, lors de sa nomination de commissaire impérial, le grade militaire essentiellement mandchou de *fou-tou-long*; il y avait eu un précédent peu auparavant, paraît-il, à Tsitsikhar. Si la Mandchourie est jamais rendue à la Chine, le projet actuel est d'en retirer l'administration aux *tsiang-kiun* mandchoux pour en faire une vice-royauté dont le titulaire pourra être un Chinois. L'héritier du titre de marquisat créé à la mort du Chinois Li Hong-tchang pour ses descen-

dants a été promu à la dignité mandchoue de chambellan. Enfin les mariages entre Chinois et Mandchoux, jusqu'ici prohibés et dont on ne pourrait citer que des exemples rarissimes, sont désormais autorisés. Il viendra même un jour où les Mandchoux renonceront au dernier indice de sujétion qu'ils avaient infligés aux Chinois lors de la conquête : la tresse tartare, imposée à la Chine au XVII^e siècle, sera sans doute supprimée à brève échéance pour l'armée : dès à présent, les étudiants en séjour à l'étranger peuvent s'habiller et se coiffer à l'européenne; je vous ai signalé déjà que c'était le cas pour ceux qui résident à Paris.

Toutefois, en dehors des jeunes princes qui sont plutôt réformistes, il y a encore une incapacité notoire, un esprit lamentablement arriéré dans la plupart des services métropolitains. Les six anciens ministères s'administrent encore selon la vieille routine du temps des Ming, et c'est par suite de pressants besoins financiers qu'il avait été question naguère de réformer à l'européenne le *hou-pou*. Les départements plus nouveaux, ceux du commerce, de l'instruction publique, sont moins arriérés; encore leurs titulaires actifs, le prince Tchen, Tchang Po-hi, se voient-ils sans cesse opposer des réglemens surannés inapplicables à leurs institutions modernes. On projette de rétablir le ministère de la Marine, créé après la guerre de 1860 et qui végéta jusqu'à sa suppression; mais pour cela il faudrait de l'argent, et on hésite pour s'en procurer à supprimer ces cours métropolitaines inutiles qu'avait abolies la Réforme de 1898, mais dont les anciens titulaires réactionnaires avaient obtenu après le coup d'Etat de septembre le rétablissement. On ne doit pas s'étonner de ces lenteurs. Les institutions ne durent pas seulement par leur utilité intrinsèque, mais souvent par le crédit de ceux qu'elles font vivre. Il faut donc attendre que tout le vieux personnel conservateur s'use et disparaisse pour que le nouvel état de choses se substitue plus décidément à l'ancien. Or, 1900 a fait une consommation effroyable des anciens hommes d'Etat chinois. Ceux qui restent au pouvoir n'y sont plus pour longtemps : K'ouen-K'ang, Souen Kia-nai, Lou Tch'ouan-lin, Sin-P'ou, même le prince K'ing, autant de noms sans doute que nul ne prononcera plus dans cinq ans. La résistance maussade des hauts fonctionnaires métropolitains n'a d'ailleurs pas empêché de faire décider en principe la réunion d'une sorte de Sénat des gouverneurs et vice-rois provinciaux. Ce n'est pas là sans doute le Parlement que de façon prématurée un des derniers édits réformistes de 1898 devait, dit-on, convoquer; mais si le projet est mis à exécution, on pourrait avoir dans cette assemblée une sorte de conseil du souverain, jouissant du même crédit que les « vieux hommes d'Etat », les *gen-rô* japonais.

Ce sont d'ailleurs, dans l'évolution de la Chine contemporaine, les vice-rois et gouverneurs provinciaux qui ont pris les initiatives réservées jadis au gouvernement métropolitain. Vous vous rappelez, Messieurs, la grande situation que surent prendre en 1900 les vice-rois du Yangtseu, quand par un accord indépendant avec les consuls ils maintinrent la paix dans toute la Chine centrale. Forts de leurs services passés et de l'incurie des ministères de Pékin, ils n'ont pas craint depuis lors de parler haut pour imposer leurs idées. C'est Tchang Tche-tong, le vice-roi des deux Hou, qui fut le grand promoteur de la réforme de l'instruction en Chine; ce sont les gouverneurs qui envoient par centaines au dehors les jeunes gens de leurs provinces. Si nous passons en revue les principales personnalités de l'administration provinciale actuelle, Yuan Che-k'ai au Tche-li, Tchem-Fou au Chan-tong, puis à Nankin, Touan-fang au Kiang-sou, puis au Hou-nan, Si-leang au Ssen-tch'ouan, Ts'en-Tch'ouen-sinan à Canton, nous ne trouvons que des progressistes, et dont quelques-uns le sont d'assez vieille date pour avoir, comme Ts'en-

Tch'ouen-sinan, été dégradés par la réaction de septembre 1898. Remarquez enfin que dans cette liste de gouverneurs progressistes il y a deux Mandchoux, Touan-fang et Si-leang; ceci encore est un signe des temps.

Les initiatives de réforme administrative devant lesquelles les autorités de Pékin avaient reculé pour les cours métropolitaines, les vice-rois et gouverneurs les ont prises dans leurs provinces. Ce sont eux qui ont obtenu la suppression du *hoppo* des douanes à Canton, de la vice-royauté du transport des grains, de bien d'autres charges encore inutiles et lucratives. Parfois, ils n'ont pas balancé à condamner pour le bien du pays ce que leur intérêt personnel les eût amenés à soutenir. Touan-fang, gouverneur du Kiang-sou, profita de son court intérimat comme vice-roi de Nankin pour faire détacher de sa propre province du Kiang-sou toute une province nouvelle, le Kiang-houai. C'est le gouverneur du Yunnan lui-même, Lin Chao-nien, petit-fils du fameux Lin Tsö-sin de la guerre d'opium, qui, reprenant une idée de 1898, dénonça l'inutilité des postes de gouverneurs dans les provinces où, comme au Yunnan, il y avait un vice-roi; et à la suite de son mémorial, un édit a supprimé en effet les postes de gouverneurs du Yunnan et du Hou-peï. Il semble que dans ces cas le souci nouveau des affaires publiques, des deniers de l'Etat, ait primé l'intérêt personnel qu'avaient ces fonctionnaires à tirer le plus d'argent possible de leurs administrés. C'est qu'en effet la question financière cause les plus grands soucis aux hommes d'Etat progressistes. Plus la Chine se met à vivre de la vie des Etats européens, et plus le besoin de finances solides, d'un gros budget, se fait sentir. Or il n'y a pas en Chine de budget proprement dit; les provinces s'administrent elles-mêmes et se contentent d'envoyer à Pékin une contribution annuelle. Mais le service de la dette, les nécessités de l'armée et de la marine font apparaître aux yeux de tous l'urgence d'une réforme financière donnant à la Chine un budget d'empire. Le premier projet dans ce sens a été préparé naguère par Sir Robert Hart; il faut reconnaître qu'il a réuni contre lui l'unanimité des vice-rois et gouverneurs. Peut-être le projet de Sir Robert Hart était-il effectivement mal combiné, mais j'imagine que l'hostilité des vice-rois s'explique surtout par la crainte de voir gaspiller à Pékin des ressources dont ils font bon emploi chez eux. En attendant mieux, scribes de ministères à Pékin, clerks de yamen en province ont été sacrifiés à la politique nouvelle d'économies, et cette suppression d'intermédiaires inutiles et cupides ne peut trop être louée. Enfin, pour satisfaire aux dépenses urgentes de l'instruction publique, le pouvoir n'a pas reculé devant une mesure que Tchang Tche-tong avait préconisée dès 1898 dans son *Exhortation à l'étude*, mais qui n'avait jamais été décrétée : la sécularisation des biens des temples bouddhistes et taoïstes. Certains vice-rois, comme Si-leang au Sseu-Tch'ouan, ont donné des ordres énergiques pour que la volonté impériale soit rigoureusement appliquée. Il me paraît plus probable que les moines, faisant la part du feu, sauveront par de larges contributions aux écoles la possession même de leurs terres; c'est ce qui est arrivé, entre autres, au Kouang-tong.

Vous le voyez, Messieurs, le mouvement de réforme en Chine n'est plus un accident comme en 1898; c'est bien aujourd'hui l'œuvre commune de tout ce qu'il y a dans le pays de vivant et d'actif, et vous devez comprendre maintenant pourquoi je me disais que la réforme de 1905 sous la direction de l'impératrice douairière était souvent allée plus loin que celle de son neveu Kouang-sin en 1898. C'est ce dont la cour même a fini par s'apercevoir, et les proscriptions d'il y a six ans ne s'expliquaient plus. Aussi, à l'occasion de son 70^e anniversaire, l'impératrice a-t-elle amnistié et rétabli dans leurs grades, le 21 juin 1904, tous les réformistes de 1898, sauf K'ang Yeou-wei,

Leang K'i-tch'ao et le révolutionnaire cantonais Souen Yat-sen. Un des premiers bénéficiaires de cet acte de clémence fut Wang Tchao. Wang Tchao était un secrétaire du ministère des rites qui avait voulu en 1898 transmettre à l'empereur, contre la volonté de ses chefs, un mémorial où il conseillait au souverain de voyager à l'étranger. L'empereur, informé du débat, avait cassé les présidents et vice-présidents du ministère des rites. Aussi les conservateurs avaient-ils juré une haine mortelle à Wang Tchao, qui, heureusement, put en septembre 1898 gagner à temps le Japon. En 1904, il eut l'imprudence de revenir à Pékin, fut dénoncé, et on put craindre un moment qu'il mourrait sous le bâton comme l'année précédente le malheureux Chen Tsin. Déjà on n'osa plus recourir à une condamnation capitale, et Wang Tchao fut emprisonné à vie. Or, non seulement l'acte d'amnistie du 21 juin l'a remis en liberté, mais il est à nouveau titulaire de son grade, et Yuan Che-k'ai l'a chargé d'organiser des écoles à Pao-ting-fou.

Le passé est donc bien mort, mais ce n'est pas à dire que la réforme de la Chine soit dès à présent menée à bonne fin. On a trop espéré du mouvement actuel, on a voulu aller trop vite; des désillusions se produiront sans nul doute, et pourront refroidir certains enthousiasmes, amener même un recul momentané. Des lettrés cependant progressistes, comme Tchang Tche-tong, redoutent avec raison de voir s'abaisser outre mesure le niveau de l'ancienne culture chinoise. La cour, elle aussi, hésite devant la menace de la révolution. Mais, malgré tout, le mouvement est trop fort pour qu'on l'arrête; avec 3.000 officiers instruits à l'européenne, 2.500 étudiants résidant à l'étranger, la marche en avant est certaine, et la Chine européanisée pourrait à assez brève échéance devenir un second Japon.

Que cette rénovation de la Chine constitue éventuellement un danger pour le monde occidental, c'est ce dont les événements de l'heure présente ne permettent malheureusement plus de douter. Mais puisque aussi bien cette rénovation est aujourd'hui fatale, puisqu'il n'est plus au pouvoir de personne de l'entraver, la question de principe n'offre plus qu'un intérêt abstrait, et il faut tendre, dans la pratique, à amener un *modus vivendi* acceptable. La grande menace pour la sécurité des puissances européennes, principalement pour celles d'entre elles qui ont comme nous des colonies d'Asie, vient de la part prépondérante prise aujourd'hui par le Japon à l'éducation nouvelle de la Chine. Non seulement le gouvernement japonais accueille bien les étudiants chinois qui viennent travailler dans ses universités, mais il intervient officiellement pour leur faire accorder à leur retour en Chine de plus grands privilèges. Les éducateurs militaires japonais remplacent peu à peu les Allemands dans le bassin du Yang-tseu; Yuan Che-k'ai n'a plus d'autres conseillers militaires au Tche-li. A l'École militaire de Canton, tout à nos portes, il y a six instructeurs étrangers, tous Japonais. Petits commerçants japonais, barbiers, photographes vont jusque dans les districts les plus reculés recueillir des informations et créer une clientèle japonophile. Dernièrement un Japonais remplissait une mission ethnographique au Yunnan, tout comme d'autres en ont accompli avant la guerre actuelle dans les divers gouvernements de l'empire russe. Tout ce monde exalte le nom du Japon, sa puissance et ses victoires. Des journaux spéciaux répandent à profusion dans le peuple chinois les hauts faits des troupes du mikado à Port-Arthur, à Liao-yang, à Moukden. Il paraît enfin — et ceci donnerait un admirable exemple de l'esprit de suite qui préside à l'œuvre japonaise dans l'Empire du Milieu — il paraît qu'en dépit des effroyables hécatombes qui, autour de Port-Arthur ou dans les plaines de Mandchourie, ont décimé

les cadres des armées japonaises, le Japon n'a pas rappelé de Chine ses instructeurs.

L'Europe doit-elle rester indifférente à cette mainmise du Japon sur la Chine et la consacrer en quelque sorte par son abstention? Un essai, mieux intentionné qu'il n'était clairvoyant, a été tenté il y a quelques années pour faire de l'éducation nouvelle de la Chine une grande œuvre internationale; c'est dans ce but que le missionnaire protestant Gilbert Reid avait fondé son International Institute. Mais, malgré quelques sympathies réelles et beaucoup de bonnes paroles, il apparaît trop clairement que chacun veut travailler par soi et pour soi. Dans un pays où l'œuvre éducatrice étrangère a jusqu'à présent presque toujours revêtu un caractère confessionnel, catholique voulant dire français et protestant signifiant anglo-américain, il y avait un double obstacle religieux et national à poursuivre une action commune. Une entreprise éducatrice en Chine, pour avoir aujourd'hui chance de succès, doit être presque uniquement chinoise ou devenir l'œuvre en quelque sorte nationale d'une des grandes puissances qui luttent d'influence en Extrême-Orient. Jusqu'à l'entrée en scène du Japon, ce sont les missions anglo-américaines qui ont fourni le plus sérieux effort et obtenu les meilleurs résultats. Par leurs journaux, par leurs innombrables traductions d'ouvrages de sciences, d'histoire, de philosophie, les John Fryer, les Allen, les Timothy Richard ont bien mérité d'être mis au premier rang parmi les ouvriers de la Chine nouvelle. Ils ont conquis l'estime des autorités chinoises, et ce sont eux les créateurs de ce qu'on appelle aujourd'hui les Universités du Chan-si, de Chan-tong, le Nanyang College ou l'Université de Sou-tcheou.

En face de cette grande œuvre des missions protestantes anglo-américaines, la France n'a que peu de chose à mettre. Au lieu de viser les classes instruites, nous avons fait surtout de l'enseignement primaire, et une douzaine de collèges des frères maristes enseignent le français en majeure partie à des enfants du peuple. Le seul collège français un peu considérable est dirigé à Changhaï par les Jésuites de Zikawei; encore ne forme-t-il guère que des petits commis et des interprètes. Par une initiative heureuse, les Jésuites viennent de créer à Zikawei pour les femmes chinoises de bon rang une école à l'européenne, sans distinction confessionnelle, et à des prix relativement élevés. Nous continuons enfin à exercer une certaine action au Fou-kien par l'arsenal de Fou-tcheou. Et voilà à peu près toute notre part à la transformation de l'éducation en Chine; le bilan n'est pas riche. Presque aucune des grandes œuvres européennes, si on excepte nos codes, n'a été traduite en chinois par les Français. Nos missionnaires, même jésuites, n'ont pas pris garde à l'influence énorme que ses publications valaient par exemple à la « Society for the diffusion of Christian and general knowledge ». C'est un jésuite, le célèbre Ricci, qui au début du xvii^e siècle avait mis en chinois les six premiers livres d'Euclide, mais il fallut le protestant Wylie pour traduire au xix^e siècle les neuf derniers. Les missionnaires protestants avaient révélé en Chine Stuart Mill et Spencer, mais c'est seulement le grand mouvement libéral de la jeunesse chinoise résidant au Japon qui fit connaître à côté d'eux Montesquieu et Jean-Jacques Rousseau. Et si enfin l'*Histoire de la Russie* de Rambaud ou l'*Histoire de l'Europe contemporaine* de Seignobos sont passés en chinois, n'oublions pas que ces traductions d'œuvres françaises ont été faites sur les versions anglaises.

Ce n'est pas seulement par le livre que notre influence est trop pauvre, nous n'avons, à l'inverse des Anglais et des Américains, presque aucune action dans les Universités. La seule chaire de français à l'Université de Pékin ne pourrait naturellement être donnée qu'à un Français; elle est tenue par les interprètes de la Légation. Un

Français occupe aussi à Canton une chaire de français, qui, soit dit entre parenthèse, n'a été créé qu'après celle de russe. Dans les autres provinces, nous n'avons rien. Une école de médecine française va peut-être se développer à Tch'eng-tou; souhaitons-le, car c'est par l'enseignement secondaire et supérieur que notre influence doit s'exercer. Il faut attirer chez nous la jeunesse chinoise, il faut nous faire connaître à elle par le journal et par le livre, il faut aller à elle dans ses écoles, ses Universités. C'est là une question qui préoccupe à bon droit le gouverneur général de l'Indo-Chine, et déjà vingt-cinq jeunes gens yunnanais de famille mandarinale sont arrivés récemment à Hanoï. Il faut que nous ayons en Chine des professeurs, des médecins, des ingénieurs, dût l'Indo-Chine, dût la métropole, dussent les associations comme l'Alliance française ou votre Comité consacrer à cette œuvre des sommes importantes. C'est par là, et bien plus sans doute qu'en apprenant des éléments de français à des enfants de basse classe dont nous ne ferons que de petites scribes sinon des déclassés, c'est par là que nous pourrions maintenir et développer l'influence intellectuelle qu'à juste titre nous voulons exercer en Extrême-Orient et dont les grands intérêts engagés en Indo-Chine nous font une nécessité.

* * *

CONFÉRENCE DE M. ROBERT DE CAIX

Le Comité, auquel s'étaient joints de nombreux adhérents de Paris, s'est réuni le 12 avril pour entendre une conférence de M. Robert de Caix, qui vient de faire, comme l'on sait, un assez long séjour aux Etats-Unis. M. Robert de Caix avait pris pour sujet l'opinion américaine et la guerre russo-japonaise; il s'est exprimé ainsi :

Messieurs,

Le bureau du Comité m'a chargé de vous exposer quel est l'état de l'opinion américaine en ce qui concerne la guerre russo-japonaise. L'opinion étant par excellence une chose fugace, insaisissable et polymorphe, il me sera impossible de vous apporter dans cet exposé les idées précises qui ont été fournies aux mêmes auditeurs par quelques-uns des conférenciers précédents, appelés à traiter d'autres questions, et parmi eux M. Pelliot, qui a été si remarquablement précis sur les institutions qui servent à transformer la Chine contemporaine. Cependant, il est assez facile de se prononcer sur l'opinion américaine en présence de la guerre russo-japonaise. Elle est résolument, presque universellement antirusse, et extrêmement en faveur des Japonais. Alors qu'en France on a entendu à différentes reprises sur les boulevards, surtout pendant la première partie de la guerre, les camelots crier : « Enfin, une victoire pour ces braves Russes », dans la basse ville de New-York, à l'heure de la sortie des bureaux, on vendait des journaux portant en d'énormes manchettes : « Formidable rossée de Kouropatkine. »

A première vue, ce sentiment, qui s'exprime ainsi et par toutes les conversations que l'on a dans toutes les classes de la société, a une cause pour ainsi dire sportive. L'immensité de l'empire russe qui nous inspirait une si grande confiance dans ses succès fait que les Américains considèrent que ses adversaires ont eu une audace énorme de l'attaquer, qu'il leur a fallu une bravoure et une décision extraordinaires, et leurs sympathies d'hommes de sport vont naturellement au poids léger dans ce championnat de boxe. D'ailleurs, chez eux comme chez

nous, l'illusion a été la même en ce qui concerne les forces réelles que les Russes pouvaient mettre en ligne en Extrême-Orient. On n'a regardé que la masse sur la carte, un immense empire Russe à côté d'un tout petit Japon, et on n'a jamais voulu se rendre compte, ni parmi ceux qui en France avaient confiance dans la victoire de la Russie, ni parmi ceux qui en Amérique considéraient la lutte comme vraiment inégale pour le Japon, que l'empire moscovite ne pouvait en réalité disposer en Extrême-Orient que d'une très petite partie de ses forces, que le faible rendement du Transsibérien le mettait hors d'état de peser de toute sa masse dans la guerre actuelle, et que, pour reprendre un terme sportif, s'il est véritablement le poids lourd dans ce match, il n'en est pas moins véritablement « handicapé » comme un homme qui aurait son bras droit attaché derrière le dos.

Cependant, l'intensité et l'universalité du sentiment américain en faveur du Japon ne peuvent pas s'expliquer uniquement par des raisons sportives. S'expliquent-elles par des intérêts? Il est assez difficile de le croire. Les Etats-Unis n'ont pas en somme en Extrême-Orient un commerce aussi considérable qu'on pourrait l'imaginer. Il a augmenté dans ces dernières années, et surtout les exportations américaines au Japon et en Chine ont augmenté, mais sans pour cela arriver à constituer une fraction bien considérable du mouvement d'échange de la grande République avec les pays étrangers. En 1890-91, les Etats-Unis importaient du Japon 19.427.000 dollars. En 1902-03, dernière année dont nous ayons la statistique complète, ils en importaient 44.144.000, en augmentation d'ailleurs extrêmement rapide sur les trois dernières années. Dans la même période, les exportations grandissantes passaient de 4.801.000 dollars à 21.140.000. En ce qui concerne la Chine, les achats américains passaient de 1890-91 à 1902-03 de 19.885.000 dollars à 28.000.000, et les ventes américaines de 13.144.000 à 27.492.000.

Ce sont là des chiffres sérieux puisqu'il s'agit d'environ 220 millions de francs d'achats au Japon et de 105 millions de vente, de 140 millions de francs d'achat à la Chine et de 135.500.000 francs de vente. Néanmoins, pour un pays dont le commerce extérieur dépassait, en 1902-03, 12 milliards de francs, il ne s'agit pas encore là d'intérêts primordiaux qui expliqueraient la passion réelle avec laquelle les Américains suivent les événements d'Extrême-Orient.

Sans doute ils envisagent le rôle des deux pays en lutte d'une manière extrêmement différente. Le Japon s'est présenté en champion du maintien de la porte ouverte en Chine, réservant pour plus tard les mesures qu'il croira devoir prendre dans ce pays pour y développer ses propres ventes de produits de plus en plus similaires à ceux des nations occidentales; la Russie au contraire a poursuivi en Mandchourie une politique qui, sans être ouvertement protectionniste, a néanmoins tendu à gêner plus ou moins les importateurs étrangers. Or, il se trouve que, parmi ces importateurs, les Américains sont les plus importants, puisqu'ils fournissent aux habitants de la Mandchourie la plus grosse partie des cotonnades qu'ils consomment, et que cet article fait le fond des importations étrangères en Extrême-Orient. Les Russes, fidèles aux obligations que leur imposait le droit international, n'ont pas introduit de taxes différentielles au profit de leur commerce dans la partie de l'empire chinois qu'ils ont occupée. On ne peut citer aucun fait de cette nature, et il est impossible d'alléguer que des mesures aient été prises d'une manière concertée et systématique pour empêcher les étrangers de faire des ventes en Mandchourie. D'ailleurs, au moment où la guerre a commencé, c'est à peine si les conditions du régime russe commençaient à se dégager pour cette partie de l'Extrême-Orient. Le chemin de fer transsibérien n'était pas encore devenu un

instrument commercial, on ne pouvait pas juger du rôle qu'il jouerait, il était resté presque exclusivement un moyen de pénétration politique et militaire pour la Russie, et la plus grande partie du commerce de la Mandchourie, au lieu de se faire par Dalny, le seul port auquel le chemin de fer aboutit d'une manière commode, continuait à se faire par Niou-tchouang, alimenté l'été par les jonques du Liao-ho et l'hiver par les innombrables charrettes mandchoues qui parcourent le pays sur ces routes admirables que font les pistes profondément gelées.

L'occupation russe n'avait pas gêné d'une manière directe le commerce américain. Ce dernier se plaignait bien d'avoir subi une diminution, mais il semble que cette décadence ait été due beaucoup plus aux troubles boxeurs qui affectèrent plus profondément la Mandchourie qu'à aucune autre partie de l'empire qu'à l'action de la politique moscovite. En outre, les Américains ne pouvaient pas se plaindre de ce qu'ils eussent des sujets maltraités par les autorités russes. Lorsque nous étions à Niou-tchouang, à la fin de mai 1903, nous croyons bien qu'il n'y avait pas un seul résident américain dans ce port ouvert de la Mandchourie. Le commerce américain y était fait par l'intermédiaire des maisons anglaises de Changhaï. C'est donc indirectement que les Américains ont pu être imbus, par l'intermédiaire de leur presse, de la violente russophobie qui animait la petite colonie occidentale de Niou-tchouang. Cette russophobie s'explique par plusieurs raisons. D'abord, les Européens de Niou-tchouang avaient été habitués à être les maîtres, à agir comme il leur plaisait avec les autorités chinoises, et ils se trouvaient infiniment moins puissants en présence d'autorités russes appuyées par le voisinage de détachements sérieux de troupes russes. Enfin, il faut bien le dire, le régime russe avait un défaut qui ne pouvait que le rendre extrêmement désagréable à tous les hommes habitués à la régularité occidentale, nous voulons dire l'incertitude. Il était très difficile de savoir ce qui était permis et ce qui ne l'était pas, il était très difficile d'obtenir une autorisation, alors même qu'en principe les Russes se déclaraient disposés à l'accorder. Pour donner un exemple de cet état de choses, disons simplement qu'à Pékin on m'avait déclaré qu'aucun passeport n'était nécessaire pour traverser la Mandchourie, et que trois jours après, dès Moukden j'étais bloqué dans ma chambre d'hôtel, je dirais mieux d'auberge, pour avoir refusé de donner le passeport dont je m'étais heureusement nanti à un individu qui ne me paraissait pas qualifié pour le recevoir.

En réalité, les voyages des Européens à l'intérieur de la Mandchourie étaient soumis au bon plaisir des autorités russes qui étaient capables d'imposer leurs caprices infiniment plus que les autorités chinoises auxquelles elles s'étaient substituées, et il est certain que c'est cette indifférence, cette incertitude, ce désaccord entre les diverses branches de l'administration russe qui ont contribué le plus à exaspérer l'opinion des Anglais de Niou-tchouang dont l'aigreur, transmise aux journaux par de nombreuses lettres, a fini par se répandre dans tous les pays de langue anglaise.

Mais, malgré tout ce qu'on a dit, toute la réclame pour ainsi dire qui a été faite autour de son mécontentement, le commerce américain en Mandchourie n'aurait sans doute pas passionné à un tel point l'opinion des Etats-Unis en faveur du Japon si un sentiment très fort, très instinctif dans la nation américaine, n'était intervenu pour rendre sympathique la cause japonaise. En réalité, dans cette guerre le Japon incarne aux yeux des Américains tout ce qui constitue les articles essentiels de leur credo politique. Pour eux, il est le champion de la liberté contre l'autocratie que représente l'empire russe; ils n'ont pas de peine à choisir dans une telle opposition, leur vision

est brutale et tranchée; le Japon tout blanc combat en Extrême-Orient contre la Russie toute noire. On peut s'étonner que, dans le plus avancé des pays occidentaux, des opinions aussi enfantines puissent dominer l'esprit public, mais c'est une grande erreur de croire que les Américains soient des gens très informés. S'ils réussissent, ce n'est pas, comme on pourrait l'imaginer en France, parce qu'ils sont prodigieusement au courant d'avance de tous les détails des entreprises qu'ils vont tenter, c'est uniquement parce qu'ils osent. Comme tous les hommes d'action, ils ont en somme assez peu d'esprit critique, et la Russie en pâtit beaucoup dans l'opinion qu'ils se font d'elle. Si l'on demande à un Américain que l'on rencontre dans n'importe quel milieu: « Pourquoi êtes-vous si favorable au Japon? » Il vous répondra toujours: « Mais le Japon représente notre idéal en Extrême-Orient. Il a des élections, un parlement, la liberté de la presse, c'est lui qui est appelé à civiliser l'Extrême-Orient conformément à nos principes. » Ces hommes de progrès sont bien loin de se demander si cette transformation de l'Extrême-Orient par le Japon, beaucoup moins modifiée qu'adaptée, avec son esprit du XIV^e siècle, aux moyens matériels de la civilisation moderne, ne nuira pas au contraire aux intérêts de l'Occident. On les embarrasse certes en leur demandant comment ils pourront continuer leur politique à la fois d'exclusion des Chinois et d'ouverture violente de la Chine lorsque ce dernier pays sera en état de parler plus fort et de leur demander le bénéfice d'un traitement de réciprocité. Mais ils ne se rendent guère aux objections, ils ont les opinions passionnées d'hommes qui se prononcent sur une foi. Pour eux, il faut repousser l'autocratie de l'Extrême-Orient, il faut assurer le maintien de la porte ouverte. Le Japon s'est chargé de cette tâche, donc la victoire du Japon est hautement désirable.

La candeur avec laquelle les Américains en général considèrent la Russie est simplement prodigieuse. Ils se représentent la nation russe comme un troupeau d'esclaves menés au knout. Ils ne peuvent pas comprendre que toute société, même n'ayant pas les institutions de l'Occident, a des sentiments collectifs, et pour eux le courage et l'abnégation dont font preuve les soldats russes n'est pas du tout le résultat d'un impossible dévouement au tsar, mais le fruit de la discipline féroce qui les maintient dans le rang. La victoire du Japon est non seulement désirable pour l'Extrême-Orient, mais encore pour la Russie elle-même. Elle jettera par terre la bureaucratie moscovite, elle émancipera la nation russe. On s' imagine volontiers aux Etats-Unis qu'il suffirait d'un coup de baguette, de la suppression momentanée d'une résistance, pour faire arriver les Russes à l'état moral de l'Occident le plus avancé. On voit des journaux américains publier des titres aussi étranges que celui-ci: « Chute prochaine de l'autocratie russe. » Ils sont incapables de se rendre compte que le tsarisme est pour ainsi dire la manière d'être nécessaire pendant longtemps encore de la nation qu'il a constituée. Ils n'y voient qu'une sorte de vêtement d'occasion, une tunique que la nation russe pourrait se couler, et ils ont pour les révolutionnaires russes, si chimeriques qu'ils soient, des sympathies aussi ardentes que celles qu'ils accordent au Japon. Pendant que nous étions aux Etats-Unis, on parlait d'une sorte de levée de boucliers des zemstvos, et l'on estimait qu'il en sortirait immédiatement une réforme radicale de la société russe. En somme, les Américains considèrent la Russie avec une sorte de jacobinisme de la théorie politique, ils s'imaginent que si demain on donne aux Russes une constitution, des élections et un parlement, tout sera définitivement pour le mieux dans la meilleure des Russies.

Il est d'ailleurs étrange que cette opinion, en somme extrêmement optimiste, se concilie avec une ignorance prodigieuse et méprisante de la nation russe elle-même.

Beaucoup d'Américains ne se doutent pas qu'il y a une littérature et une pensée russe, ils confondent volontiers la Russie avec un énorme pays de Samoyèdes barbares. On en cite des exemples vraiment remarquables. Un Russe, s'exprimant en très bon anglais mais avec un léger accent, se voit demander à quelle nationalité il appartient. Il le déclare, et son interlocutrice, une dame américaine, lui dit avec une admiration étonnée : « Vous n'avez cependant pas l'air sauvage. » Une dame russe arrive en Amérique, et l'on s'obstine à la croire scandinave, à refuser d'admettre qu'elle soit née en Russie, parce qu'elle est blonde et frisée, et que chacun sait que tous les Russes, autant de Kalmouks, ont des cheveux noirs et gras.

Ce mépris pour la nation, combiné avec le mépris pour les institutions, fait que les Américains considèrent tous la victoire des Japonais comme le triomphe du progrès et des lumières sur l'obscurantisme ; les naïvetés politiques ne sont guère en effet moins grandes de l'autre côté de l'Atlantique que de celui-ci. Du reste, les Japonais ont su merveilleusement exploiter les sentiments des Américains. Ils jouent des partis pris de ces derniers avec une maestria sans égale, accomplissent chaque jour aux Etats-Unis tout le rituel de la respectabilité et du progrès anglo-saxon. Ils connaissent la phraséologie du credo politique des Américains, et ils la répètent avec une opportunité merveilleuse. On trouve aux Etats-Unis et même au Canada des centaines de Japonais qui savent prononcer de ces discours d'après-dîner qui jouent un si grand rôle dans la vie sociale américaine, et lorsqu'ils se lèvent après avoir défini le progrès selon la meilleure formule en usage en Amérique, ils déclarent que leur pays est en Extrême-Orient le promoteur de l'idéal anglo-saxon. Et les Américains, se reconnaissant ainsi dans les Japonais, considèrent naturellement ce peuple comme le plus admirable qui existe au monde après le leur.

Le nombre des Nippons vivant aux Etats-Unis est simplement prodigieux. Je n'ai jamais pris un train express reliant deux grandes villes sans en avoir comme voisins de Pullmann. On en rencontre partout, il y en a dans les universités délégués par les établissements d'instruction supérieure du Japon qui ont l'esprit, ce qui est la meilleure manière de se faire passer pour des gens civilisés dans les milieux universitaires américains, d'adresser des défis de *base ball* aux équipes les plus connues recrutées parmi les étudiants d'Amérique. Il y en a dans les usines qui étudient les procédés techniques, et tous conquièrent le respect des Américains par le souci extraordinaire avec lequel ils cherchent à s'instruire.

On en trouve même ailleurs, dans les maisons, comme domestiques, rôle qu'ils jouent d'une manière si supérieure aux Irlandaises, Allemandes et Suédoises généralement employées en Amérique — ce pays où la question des domestiques constitue véritablement une plaie pour toutes les ménagères — qu'on les aime pour les services qu'ils rendent ainsi. Du reste, ces Japonais qui consentent à exercer d'aussi humbles fonctions sont souvent au-dessus de leur métier temporaire. Nous avons été reçu dans une famille où le cuisinier était un journaliste de Tokio ; il cherchait à étudier la civilisation occidentale et a bien voulu nous traiter, entre deux plats, comme un confrère européen. La façade occidentale du Japon moderne est donc admirablement présentée aux Américains. Bien peu de ces derniers savent se rendre compte que le Japon a en réalité beaucoup moins transformé sa civilisation profonde qu'il ne l'a adaptée à la technique de la société contemporaine.

Par contre, du côté russe, la réclame est absente et la torpeur complète. Le contraste entre le souci avec lequel les Japonais cultivent l'opinion américaine et le laisser-aller avec lequel les Russes la négligent est bien apparu à

l'Exposition de Saint-Louis. Là les Japonais couvraient de leurs expositions des kilomètres de galeries. Sans doute, à y regarder de près, il y avait dans leurs vitrines un bric-à-brac peu recommandable, des objets faits à la grosse, d'une minutie industrielle exaspérante et fort différents des chefs-d'œuvre qui sont venus en Europe de l'ancien Japon. Mais tout cela avait encore des prétentions artistiques, et en Amérique, surtout dans l'Ouest, des prétentions de ce genre sont facilement tenues pour des réalisations. De son côté, la Russie, à la suite de quelques froissements, n'avait pour ainsi dire rien exposé du tout. Dans un coin on voyait un Circassien tourner des pipes et les incruster d'argent ; un peu plus loin la Russie se révélait par des monceaux de fourrures, produit qui n'est pas nécessairement un article exporté par un pays de haute civilisation.

L'ambassade de Russie est aussi silencieuse que la légation du Japon est active. Ses membres ne prennent presque jamais la parole dans ces banquets et ces inaugurations que répète à l'infini la vie publique des Etats-Unis, et ils semblent jouir d'une popularité des plus minces dans les milieux américains.

Les Russes agiraient cependant fort sagement en s'efforçant de modifier un peu l'opinion que les Américains se font d'eux. Ils trouveraient d'ailleurs, dès à présent, des sympathies aux Etats-Unis. La manie du Japon n'y est pas toujours partagée par les personnes qui ont fréquenté l'Extrême-Orient et qui ont eu à faire les preuves de la probité commerciale des Nippons, surtout en la comparant à celle des Chinois. En outre, il est une école politique, parmi les Américains, qui connaît l'histoire de leur propre pays, et ils sont malheureusement trop peu nombreux ceux qui savent que le chancelier de Gortschakof a rendu aux Etats-Unis des services signalés à l'époque où toute l'Angleterre et le gouvernement de Napoléon III étaient disposés à profiter, pour détruire leur pays, de la chance que leur donnait la guerre de Sécession. Le président de la plus grande association de journalistes des Etats-Unis, M. Mellville Stone, a prononcé sur ce sujet des paroles très nettes à un banquet de Chicago où il préconisait une neutralité qui serait aussi bienveillante pour la Russie que pour le Japon.

* * *

Du reste, pour l'instant, il ne s'agit pas pour les Américains de sortir de cette neutralité, mais il est certain qu'ils auront une tendance à se mêler de très près aux négociations qui amèneront la paix. Ils le feront parce qu'ils croient y avoir intérêt, et aussi parce qu'ils désirent jouer un rôle, et il est à craindre qu'alors la Russie s'aperçoive qu'elle a commis une très grave faute en ne cultivant pas davantage les sympathies des Etats Unis. En somme, ce dernier pays aurait, comme les autres nations occidentales, intérêt à ce que les Japonais ne soient pas trop prédominants en Extrême-Orient. Il trouverait son bénéfice à ce que les Russes restassent sur la mer du Japon, y maintenant un certain équilibre, alors que le Japon désire les en écarter définitivement et rester seul comme grande puissance dans cette partie du monde. Il ne faut pas oublier que les Américains y conservent les Philippines, qu'ils sont décidés à les garder, puisque récemment M. Taft, secrétaire de la Guerre, déclarait que les Américains resteraient dans ces îles jusqu'à ce que les Philippines soient en état de se gouverner eux-mêmes, ce qui n'arrivera pas pendant la génération actuelle ni même, sans doute, pendant une longue suite de générations. Or les Américains, malgré leur puissance très réelle dans le Pacifique, n'ont pas intérêt à devoir défendre un jour l'archipel philippin contre un Japon démesurément grossi et devenu le maître et le directeur de la Chine.

Mais pour l'instant les Américains ne voient rien de semblable, et, comme nous l'avons dit, il est à craindre

que la Russie n'expie au moment de la paix, en ne trouvant pas un appui qu'elle aurait pu s'assurer autrement, la négligence insensée dont elle a fait preuve dans ses relations avec les Etats-Unis. Ces derniers sont de toute manière à cultiver; l'impérialisme est né en Amérique, et il a plusieurs supports qui lui assureront une longue existence. Les Américains se croient destinés, après tant d'autres peuples, à assurer le règne du bien dans ce monde, à être les gendarmes de Dieu sur terre. Sans doute, s'ils prétendent à ce rôle, surtout en Amérique où ils ont commencé à faire très efficacement la police en même temps que l'absorption des pays voisins de la mer des Antilles, ils sont tout disposés à étendre leur vocation jusque dans les pays d'Extrême-Orient. En outre, ils sont capables d'être entraînés fort loin par leur impérialisme d'affaires. Ils ont créé, dans un milieu nouveau, des associations commerciales extrêmement centralisées que quelques contrats peuvent amener à chercher à étendre leur action sur telle ou telle des grandes régions de la planète. Ces grands organismes financiers ont sur l'opinion une influence réelle par l'intermédiaire des journaux sur lesquels ils peuvent avoir de l'action, bien que la presse américaine, plus riche qu'aucune autre, soit par conséquent mieux en situation de s'offrir le luxe de l'indépendance. Mais, sur le Parlement, l'action des grands groupes financiers des trusts est capitale. Lorsque nous visitâmes à Washington le palais du Sénat au Capitole, on nous montra avec beaucoup de dédain la salle des séances, et au contraire avec un profond respect les portes des différentes commissions derrière lesquelles il se passait quelque chose de très important. C'est en effet dans ces commissions, qui revisent les projets de lois, que se fait le véritable travail législatif aux Etats-Unis, et les hommes qui dominent ces commissions sont en réalité les agents des trusts. Si on arrive à connaître les fils parlementaires qu'ils tiennent, il est beaucoup plus malaisé de déterminer les fils financiers par lesquels ils sont tenus. Pour l'un d'eux, à vrai dire pour le plus important, le sénateur Aldrich, la situation n'est pas douteuse. Il est le compère de Rockefeller, dans le sens le plus propre du mot, puisque sa fille a épousé le fils de ce roi du pétrole. Que demain ce personnage, ou un autre, désire lancer l'Amérique dans une aventure extrême-orientale, et ils auront une redoutable puissance pour arriver à réaliser leurs desseins.

Ajoutons que c'est aussi une puissance redoutable qu'ils mettront en mouvement s'ils y parviennent, car le développement des moyens d'action de la démocratie américaine ont été extrêmement rapides, et on a eu grand tort de s'en apercevoir si tardivement en Europe. Le budget de la marine des Etats-Unis a augmenté de 184 0/0 depuis 1895, c'est-à-dire depuis le moment où la guerre hispano-américaine a paru fatale en raison de la persistance de l'insurrection de Cuba. A cette époque il était de 151 millions de francs; il passa à 180 millions l'année 1897 qui précéda la guerre et à 306.992.000 francs en 1898. Depuis lors, le progrès a été constant, mais il s'est étrangement précipité dans les deux dernières années, l'impérialisme né de la guerre de Cuba étant de plus en plus incontesté et résolument servi par le président Roosevelt qui a une conception presque mystique et en tout cas très dangereuse du rôle que son pays doit jouer dans le monde. En 1903, le budget de la marine américaine dépassait 430 millions de francs, et cette année, dont nous n'avons pas les chiffres exacts, car il faut défalquer certaines dépenses pour se rendre compte des sommes efficacement mises au service de la marine, on peut assurer que le budget de cette dernière n'est pas inférieur à 520 millions de francs. Les constructions navales se poursuivent rapidement. Les effectifs ont gagné 134 0/0 de 1895 à 1904, passant de 13.460 hommes à 31.500. Sans doute en Extrême-Orient

les Etats-Unis n'ont pas une très grosse marine: ils y entretiennent deux cuirassés, un croiseur cuirassé, six croiseurs, sept gros contre-torpilleurs, sans compter un certain nombre d'unités plus vieilles ou plus petites, c'est-à-dire qu'ils viennent derrière l'Angleterre et derrière le Japon. Mais ils sont bien avant la France qui n'a dans ces mers que des croiseurs cuirassés, et bien avant l'Allemagne. Enfin, il faut ajouter que Manille est une base navale qui a commencé à être sérieusement fortifiée et que les Etats-Unis ont encore sur leur côté du Pacifique des arsenaux où ils entretiennent des navires de guerre et où ils pourraient, s'il leur convenait d'y appliquer leur formidable puissance métallurgique, construire une flotte plus rapidement qu'aucune autre puissance.

Il y a donc là une force qu'il importerait beaucoup de diriger. Nous sommes, heureusement pour nous, placés dans des conditions particulières, les traditions de la guerre de l'indépendance étant à peu près les seules qui soient vivantes aux Etats-Unis, et le souvenir de l'intervention française subsistant en même temps que celui des autres événements rappelés par ces traditions. Mais, en ce qui concerne la Russie, le point de départ est très mauvais, et on peut se demander si les Américains, disposés comme ils le sont, et merveilleusement travaillés comme ils l'ont été par une incessante et habile propagande japonaise, arriveront à comprendre en temps utile qu'ils doivent, lors de la conclusion de la paix, s'associer aux puissances désireuses de maintenir encore aux Russes quelques grandes destinées en Extrême-Orient.

AVIS

Plusieurs de nos adhérents d'Orient et d'Extrême-Orient nous ont exprimé le désir de nous adresser des correspondances et des notes sur les événements qui se passent dans leur région. Nous recevrons avec empressement toutes les communications de ce genre et nous utiliserons dans notre Bulletin celles d'entre elles qui pourraient être publiées sans inconvénient et seraient de nature à intéresser nos lecteurs.

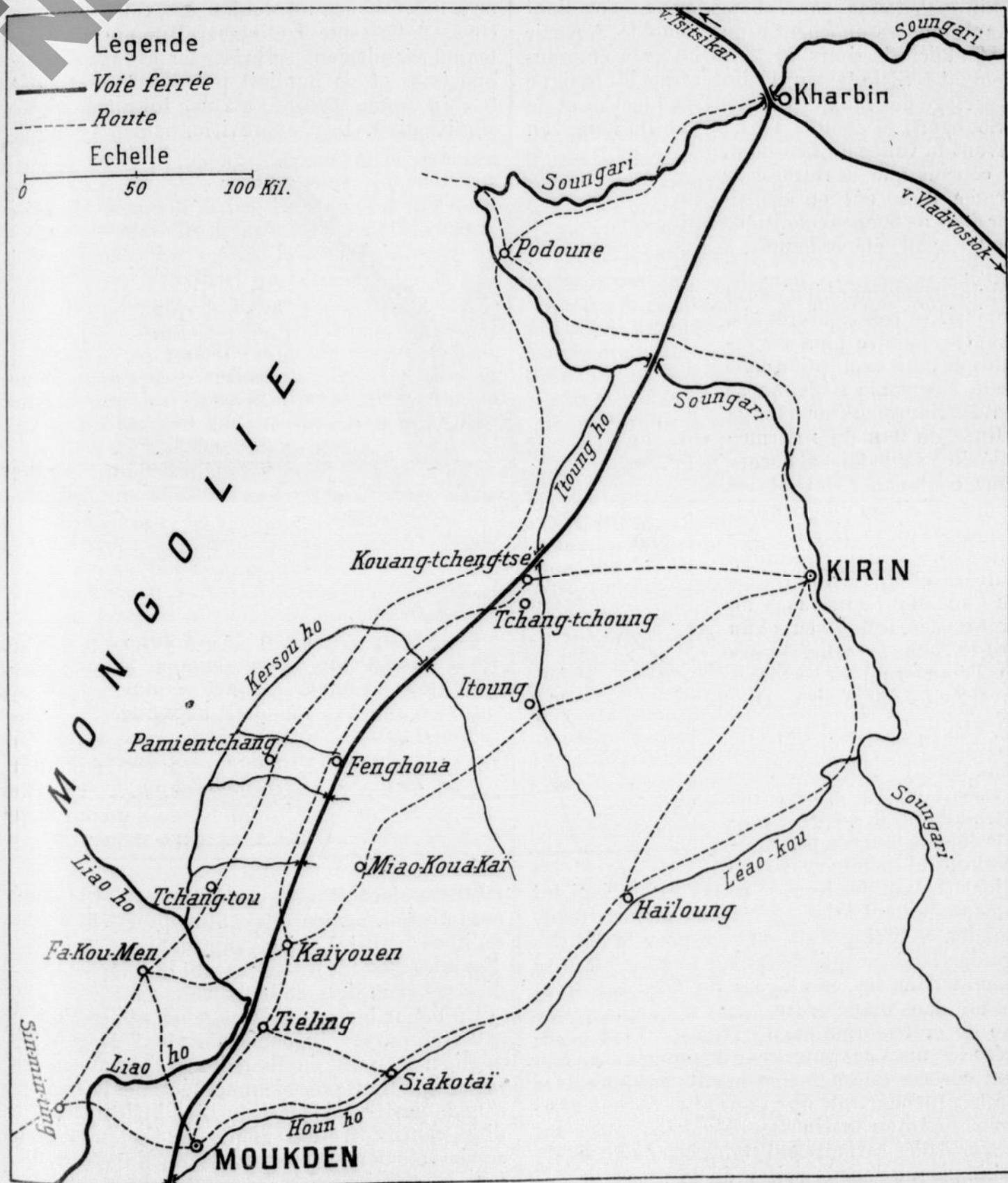
MM. les Ministres de l'Intérieur (en date du 20 février 1901), des Affaires étrangères (en date du 11 mars), de la Marine (en date du 13 mars), de l'Agriculture (en date du 6 février), du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes (en date du 12 février), des Travaux publics (en date du 16 avril), et de la Guerre (en date du 30 mai), ont autorisé les fonctionnaires et officiers de leur département à adhérer à l'œuvre du Comité de l'Asie Française.

M. le Ministre des Colonies a donné, le 18 juillet, la même autorisation aux fonctionnaires de son département, à la condition qu'ils ne fassent pas partie du Comité de direction.

LA GUERRE

La poursuite consécutive à la bataille de Moukden, comptée à partir du moment où l'ordre général de retraite a été donné par Kouropat-

L'examen de la carte ci-jointe montre que ce ne sont pas les routes qui manquent à une armée battant en retraite de Moukden sur Kirin et Kharbin. Outre la voie ferrée et la route mandarine qui mènent directement à Tiéling, un bon chemin traverse le Liao-ho immédiatement au nord de Moukden et conduit à Fakoumen, sur la



kine (soir du 9 mars), aura duré douze jours, puisque c'est le 21 mars que les adversaires ont marqué un temps d'arrêt, les Russes sur le front Pamientchang-Fenghoua, les Japonais dans la région Kaiyouen-Tchangtou.

frontière de Mongolie, permettant de parer au danger que présente le défilé de Tiéling, car il ne faut pas oublier que si un défilé est avantageux pour une arrière-garde en état de le défendre, il peut devenir fort dangereux pour des

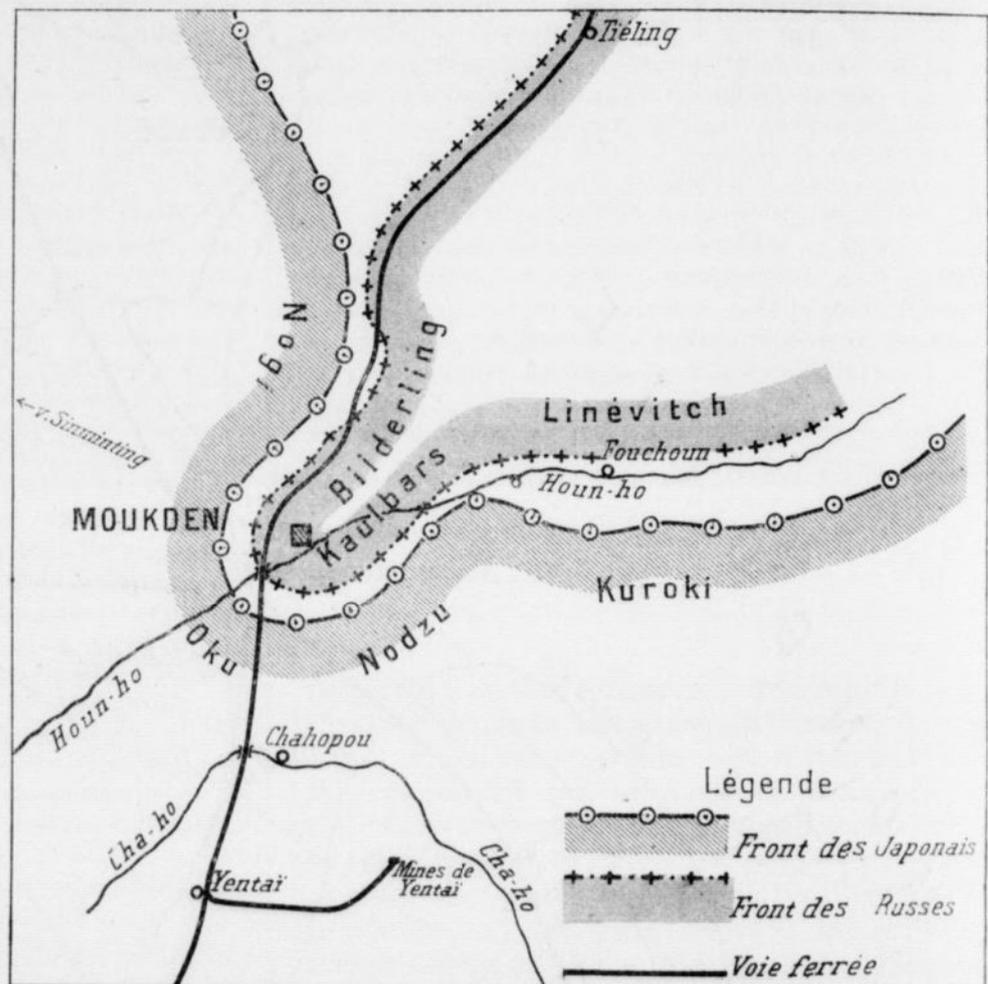
troupes qui se replient en désordre et s'y engouffrent pêle-mêle. Une fois dans la région de Kaïyouen, on ne trouve pas moins de trois voies de communication parallèles se dirigeant vers le Nord-Est, la route mandarine de Kirin par Itoung, celle qui suit le chemin de fer et aboutit à Kouang-tcheng-tsé en passant par Kaïyouen et Fenghoua, enfin la grande artère commerciale de Pékin à Podoune par Tchang-tou. Si l'on tient compte encore du chemin qui remonte, à partir de Moukden, le cours du Houn-ho (avec embranchement à Siakotaï sur Tiéling), franchit la ligne de partage des eaux des bassins du Liao-ho et de la Soungari, et aboutit à Kirin par Haïloug en suivant la vallée du Liao-kou, on conçoit que la retraite de l'armée russe eût pu s'effectuer dans de bonnes conditions si elle avait été ordonnée à temps.

Malheureusement il n'en fut pas ainsi. Notre second croquis, ci-contre, montre plus clairement que toute explication dans quelle effroyable situation se trouvait Kouropatkine dans la matinée du 9 mars : l'armée Liniévitch seule faisant encore bonne contenance devant les colonnes d'attaque de Kuroki, et conservant sa ligne de retraite assurée ; mais les armées Kaulbars et Bilderling refoulées l'une sur l'autre dans un étroit espace, à Moukden et au Nord-Est de la ville, prises dans l'étau formé par les forces convergentes de Nodzu, Oku et Nogi.

L'ordre général de retraite donné dans la soirée du 9 ne fut exécutable que grâce à une contre-attaque désespérée conduite dans la journée par Kouropatkine lui-même avec 65 bataillons. L'élan des troupes d'Oku et de Nogi fut momentanément brisé, et la route mandarine de Moukden à Tiéling resta ouverte pour le flot des fuyards. Tout ce qui ne put y trouver place se répandit dans les montagnes du Nord-Est, franchissant dans un désordre facile à imaginer une série de crêtes orientées de l'Ouest à l'Est et séparées les unes des autres par de profonds ravins. Il est certain que des contingents considérables ne purent trouver aucune issue. Les Japonais entrèrent le 10 au matin dans Moukden, mais des groupes isolés se battirent dans les environs de la ville jusque dans la soirée du 11 : c'est probablement dans ces deux journées que les Japonais firent leur plus riche moisson de prisonniers.

Liniévitch apparaît comme le sauveur qui a conjuré la destruction totale de l'armée russe. Le 12, son arrière-garde prenait position au Sud de Tiéling, à 40 kilomètres de Moukden, et per-

mettait aux troupes débandées des II^e et III^e armées de gagner le défilé de Tiéling. Mais attaqué bientôt de front et menacé sur ses deux ailes, il abandonnait le 15 au soir Tiéling, où les Japonais entraient le lendemain. La chute de cette position, dont l'Etat-Major russe semblait faire grand cas, puisque dès le mois de septembre 10.000 Chinois étaient employés à la fortifier, a eu à Pétersbourg un douloureux retentissement. On s'y flattait que Tiéling serait le musoir contre lequel viendraient se briser les avant-gardes japonaises, et on oubliait par conséquent que le terrain, même fortifié, n'a par lui-même aucune signification. Des approvisionnements considé-



rables avaient été entassés à Tiéling, et le maréchal Oyama compare le butin qu'il y fit à celui qu'il recueillit à Liao-yang, mais il est forcé d'ajouter que les Russes eurent le temps d'incendier les deux tiers de leurs magasins.

En même temps qu'ils marchaient directement sur Tiéling, les Japonais n'avaient eu garde de négliger la route de Moukden à Fakoumen, que nous signalions précédemment, et, dès le 16, leurs canons postés à l'Ouest de Liao-ho, sur les derniers contreforts des monts de Korsin, tiraient sur la voie ferrée et la route de Kaïyouen. Dès lors la retraite russe s'accélère ; Kaïyouen est dépassé le 16, Tchang-tou le 19, et faisant enfin 50 kilomètres en deux jours, Liniévitch établissait son arrière-garde à Sipingkaï, protégeant la ligne Fenghoua-Pamientchang (sur la grande route de Podoune) sur laquelle il comptait s'arrêter. On était au 21 mars ; en douze jours les

Russes avaient franchi 160 kilomètres, non sans avoir endommagé la voie ferrée dans la mesure du possible, et notamment détruit le pont jeté sur le Tchah-ho dans le voisinage de Tiéling.

Leur dernière étape distança définitivement les Japonais. Kaïyouen ne fut occupé par eux que le 19, trois jours après le départ des Russes, et Tchah-tou le 21. Le contact était perdu, et, en conséquence, les nouvelles se firent rares. Les journalistes en profitèrent pour donner carrière à leur imagination, et firent les prophéties les plus sinistres; pour eux il n'y avait guère de doute que les Japonais ne procédassent déjà à l'enveloppement de Kharbin en marchant à la fois sur Kirin et sur Tsitsikar. Comme à la date du 21 mars ils étaient encore à plus de 400 kilomètres de Kharbin (à vol d'oiseau), on voit qu'il ne faut pas attendre à brève échéance la chute de cette place. En réalité la marche directe de Kaïyouen sur Tsitsikar, qui nécessiterait la traversée des steppes de Mongolie, n'a rien de séduisant pour les Japonais, et n'a pas même été amorcée. Il est probable que de longtemps les Russes n'auront à craindre entre Tsitsikar et Kharbin que les éternels Kounkhouses. On ne peut en dire autant dans la direction de Kirin. Il semble qu'une partie des contingents sibériens de Liniévitch aient pris à Kaïyouen la route de Kirin, et soient arrivés dans les premiers jours d'avril dans le voisinage d'ltoung. Ils seraient suivis par un corps japonais qu'une dépêche du 6 avril nous signalait à Miao-kaouakaï, à 40 kilomètres au Nord-Est de Kaïyouen. Enfin il n'est pas jusqu'à la route de Moukden à Kirin, par le haut Houn-ho et Hailoung, qui n'ait été suivie par des colonnes russes en retraite. Il est fort possible que les troupes montées, reconnues dans le voisinage de Hailoung par des détachements japonais, soient les débris du corps *Rennenkampf*, qui formait à la bataille de Moukden l'extrême gauche de Kouropatkine.

* *

En résumé cette poursuite de douze jours aura amené les avant-gardes japonaises à environ 140 kilomètres de Moukden. Ce n'est pas une rapidité de marche vertigineuse, mais il faut se rendre compte du désordre et de la confusion qui doivent régner, même dans les rangs de l'armée victorieuse, après une lutte comme celle de Moukden. Des ravitaillements d'extrême urgence à opérer, la voie ferrée à rétablir, des milliers de blessés à relever, une véritable armée de prisonniers à garder, les corps les plus éprouvés à réorganiser sur place, voilà plus qu'il n'en faut pour expliquer que le maréchal Oyama n'a vraisemblablement consacré à la poursuite que des effectifs restreints, et en tout cas peu de cavalerie, puisqu'il n'en possède pas beaucoup (1).

(1) La faiblesse numérique de cette cavalerie n'empêche pas quelques-uns de ses détachements d'exécuter de véritables prouesses, si nous en croyons la correspondance suivante, qui émane du quartier général de Kuroki :

Deux détachements de cavalerie japonaise, forts de 150 hommes

On peut essayer aujourd'hui d'évaluer approximativement les pertes subies par les deux armées depuis le commencement de la bataille jusqu'au 21 mars. En laissant de côté les exagérations dans les deux sens dont sont empreintes les correspondances privées de Pétersbourg et de Tokio, et en prenant la moyenne des chiffres donnés par les rapports officiels de Kouropatkine et d'Oyama (ce qui paraît la méthode la plus équitable), on arrive aux résultats suivants. Pour l'armée japonaise : 57.000 hommes tués ou blessés; pour l'armée russe : 26.000 tués, 90.000 blessés ou disparus, 50.000 prisonniers. Ce sont là des chiffres effrayants, qui semblent faire de Moukden la plus grande bataille des temps modernes; particulièrement effrayants quand on constate que, pour les Russes, la perte en tués et blessés dépasse le tiers de l'effectif combattant. Il se confirme en effet que Kouropatkine, ainsi que nous le disions le mois dernier, n'alignait pas plus de 300.000 hommes à Moukden. Un pointage minutieux, fait par l'état-major japonais lui-même, attribue au généralissime russe 379 bataillons, 175 escadrons ou sotnias et 165 batteries servant 1.300 pièces de canon (1). Or il est difficile d'admettre que les bataillons comptassent plus de 700 fusils, les escadrons plus de 80 sabres et les batteries plus de 150 hommes; le calcul donne alors 305.000 hommes.

C'est donc, en comptant les prisonniers, environ 170.000 hommes qu'auraient coûté à la Russie les quinze jours qu'a duré la bataille de Moukden, et les douze jours de poursuite. Les pertes de ce mois sinistre égalent à peu près les pertes en tués, blessés et prisonniers dues aux douze mois de guerre qui l'ont précédé. Si l'on tient compte de l'évacuation des malades dont la moyenne mensuelle a été de 7.000, on arrive à un déchet global de 440.000 hommes, et dès lors on ne trouve plus extraordinaire la communication officieuse (mais à coup sûr intempestive) que vient de faire l'*Invalide russe*, et qui a consterné l'opinion publique en Russie. Ce journal déclare que depuis le commencement des hostilités jusqu'au 12 mars il a été envoyé en Extrême-Orient :

13.087 officiers,
761.467 hommes de troupes,
146.408 chevaux,
1.520 canons,
19.524.977 pouds d'approvisionnements divers (2).

chacun, partis en reconnaissance au commencement de janvier, ont rejoint le 1^{er} avril l'armée au Nord de Kaïyouen, après avoir exploré les positions russes à l'Ouest de Moukden, évité à plusieurs reprises la cavalerie russe, pénétré dans les lignes du général Michtchenko, coupé les fils télégraphiques de la voie ferrée pendant la bataille de Moukden, et enfin poussé une pointe jusqu'à Kirin.

(1) Les pertes de l'artillerie russe en matériel ne peuvent pas être données avec quelque exactitude. Les Japonais ont certainement pris plusieurs centaines de pièces : un grand nombre avait été enfouies par les Russes dans les environs de Moukden.

(2) Cette publication semble avoir été inspirée par le ministre de la Guerre Sakharoff, plaidant *pro domo* au moment où sa situation était menacée.

Les dépenses de guerre, en y comprenant les emprunts et la perte de la flotte de Port-Arthur, dépasseraient à l'heure actuelle 2.000.000.000 de roubles, soit plus de 5 milliards.

En tenant compte des 50.000 hommes existant en Extrême-Orient avant la déclaration de guerre, il resterait donc environ 380.000 Russes en Extrême-Orient, y compris les renforts qui étaient en cours de route au moment où se livrait la bataille de Moukden, les garde-frontières, les gardes de la voie ferrée, les troupes d'étapes et la garnison de Vladivostok. Ces chiffres sont assez vraisemblables, et permettent de considérer comme véridique la note de l'*Invalide russe*, quelle que soit l'amertume qui se dégage d'un pareil bilan.

*
*
*

On peut se demander de quelle façon les Japonais entendent profiter de l'immense supériorité, aussi bien morale que matérielle, qu'ils ont aujourd'hui sur l'armée russe de Mandchourie, et qu'ils ne peuvent plus perdre d'ici longtemps. Leur temps d'arrêt prolongé dans la région Kaïyouen-Tchangtou indique qu'avant de songer à la destruction complète de leur adversaire, ils ont dû procéder à une réorganisation de leurs forces. Quoique ce soit un métier ingrat de prophétiser les événements militaires et de deviner les plans de campagne, il semble que leur objectif immédiat doive être de chasser l'ennemi de la région Kouang-tcheng-tsé-Kirin, et de s'installer fortement sur la ligne jalonnée par ces deux villes, dont la possession présenterait de grands avantages en vue d'une avance ultérieure sur Kharbin. Deux bonnes routes, sans compter la voie ferrée, peuvent les conduire à Kouang-tcheng-tsé, l'une par Fenghoua, l'autre par Pamientchang (ce dernier point est déjà menacé par une de leurs colonnes victorieuse à Chen-tsiatoun le 6 avril). On monte à peu près constamment depuis Tchang-tou, à travers un pays très fertile, arrosé par les nombreux petits affluents du Kersou-ho (appelé aussi Liao supérieur); puis on franchit un plateau étroit qui sépare les eaux des deux bassins du Liao et de la Soungari, et on arrive à Kouang-tcheng-tsé, sur un affluent de cette dernière rivière. La ville est une des métropoles les plus prospères de la Mandchourie, la *Préfecture du Perpétuel Printemps*, suivant les Chinois. Elle devait être reliée directement à Kirin par un chemin de fer, encore en construction au moment où les hostilités ont éclaté. Kirin vaut surtout par la richesse de la région dont elle est le centre. C'est la grande pourvoyeuse de Kharbin, aussi bien en céréales qu'en combustibles. Les Russes y ont également installé un arsenal et une poudrerie. C'est dire que la perte de Kirin leur porterait un coup sensible. La ville serait difficile à enlever pour des troupes venant d'Itoung à cause de l'existence d'une position très forte au Sud-Ouest, mais si les Japonais s'emparent préalablement de Kouang-tcheng-tsé qui n'est qu'à 200 kilomètres de Kaïyouen, tandis que Kirin en est à 300, et s'ils font converger sur ce dernier point trois colonnes, dont l'une viendrait par Haïloung, il est malheureusement difficile de croire que Kirin resterait à la Russie.

Du même coup tomberait la ligne de la Soungari, de Kirin à Podoune, dont l'État-Major russe (ou tout au moins la presse qu'il inspire) paraît faire grand cas pour protéger Kharbin. Le plateau limité par la boucle de la Soungari serait, a-t-on dit, une merveilleuse place d'armes pour le rassemblement de la future grande armée russe. Assurément une pareille place d'armes protégerait convenablement Kharbin, à la condition toutefois de refuser l'aile gauche en face de Kirin, mais elle aurait le gros inconvénient d'avoir son front à peu près parallèle à la ligne de communication Kharbine-Tsitsikar. Ce serait revenir à la fâcheuse situation de la première partie de la guerre, l'échelonnement entre Moukden et Kaïping, le long même de la voie ferrée. La boucle de la Soungari ne peut donc rendre de services aux Russes que si les Japonais en sont tenus à une distance respectueuse, ou, pour fixer les idées, ne sont en possession ni de Kirin ni de Kouang-tcheng-tsé. Dans le cas contraire, il nous semblerait plus rationnel de la part des Russes d'opérer leur concentration au nord de la Soungari entre Kharbin et Podoune. Une expérience douloureuse a d'ailleurs dû les convaincre que leurs corps d'armée n'ont ni une instruction ni une cohésion suffisantes pour pouvoir être débarqués impunément à proximité du champ de bataille, et combattre sans que chefs et soldats aient eu pour ainsi dire le temps de se reconnaître. Si au début de la guerre Kouropatkine avait laissé les corps sibériens se débrouiller tant bien que mal dans le sud de la Mandchourie en ne laissant pas dépasser Moukden à ses corps européens nouvellement arrivés; et si, après Liaoyang, la deuxième armée (Gripenberg) avait été concentrée à Tiéling au lieu de venir se fondre immédiatement dans une masse déjà fortement ébranlée, il est fort possible que la tournure des événements eût été moins désastreuse.

*
*
*

Ce qui précède suffit à faire comprendre toute l'importance que présentent pour les Russes les deux points de Kouang-tcheng-tsé et de Kirin. Il s'agit donc de savoir s'ils sont de force à les conserver longtemps, et ceci nous amène à étudier les projets de réorganisation de la grande armée si durement éprouvée par le désastre de Moukden.

La première conséquence de ce désastre a été la disgrâce définitive de Kouropatkine, relevé de son commandement à la date du 15 mars. On dit que la décision du tsar a été inspirée par Dragomiroff qui n'a jamais caché son animosité contre le généralissime de Mandchourie, lui reconnaissant toutes les qualités d'un bon officier d'état-major, mais aucune de celles qui font un chef. Il est encore trop tôt pour déterminer équitablement la part qui revient à Kouropatkine dans les revers ininterrompus qui ont accablé la Russie. En ce qui concerne le manque total de préparation à la guerre, sa responsabilité semble engagée dans une certaine mesure, puisqu'il était ministre

avant d'être généralissime. En revanche les défaillances de la marine, l'infériorité des premières troupes expédiées en Mandchourie, l'incompétence de l'Etat-Major, la mauvaise organisation des services de l'arrière, et particulièrement les habitudes vicieuses de l'Intendance et du service de Santé, étaient de nature à rendre sa tâche particulièrement difficile. D'une manière générale, Kouropatkine paraît avoir regardé davantage ce qui se passait derrière lui que ce qui se passait en avant, et une activité qui aurait dû être absorbée tout entière par la tâche ardue du commandement l'était en grande partie par des besognes administratives. Ainsi se trouveraient expliquées quelques-unes des fautes qu'on ne peut vraiment imputer au Conseil aulique de Pétersbourg, telles que ce manque complet d'initiative dans la première partie de la guerre, alors que les trois armées japonaises, à Fenghoang-tcheng, Siou-yen et Port-Adam, étaient à des distances considérables les unes des autres, cette singulière façon dont ont été menés les combats de Sandepou, et par-dessus tout, les modifications incessantes apportées dans le commandement et la composition des trois armées. C'est intentionnellement que nous passons sous silence la défaite de Stackelberg à Ouafangou, et la fâcheuse proclamation qui a précédé la bataille du Cha-ho dans les premiers jours d'octobre : dans ces deux affaires la pression venue de Pétersbourg est trop visible.

Kouropatkine a supporté le coup qui le frappait avec la sérénité propre aux grands caractères. Quoique son successeur fût le général Liniévitch, naguère son subordonné, il n'a pas hésité, à l'exemple de notre noble maréchal Canrobert, à solliciter la place de second là où il avait été le premier, puisque c'était pour lui le seul moyen de continuer à se battre. Le chassé-croisé fut ordonné le 20 mars, Kouropatkine remplaçant Liniévitch à la tête de l'armée sibérienne. Cette mutation ne tardait pas à entraîner le départ du chef d'Etat-major général, Sakharoff, qui cédait la place à Kharkevitch, précédemment chef d'Etat-major de la 1^{re} armée. Quelques jours plus tard (28 mars) le commandement de la III^e armée était enlevé au général Bilderling et donné au général Batiannoff qui a 70 ans sonnés. Stackelberg, malade, retournait définitivement en Russie (1). Espérons que d'ici à quelque temps nous n'aurons pas à enregistrer de nouveau changement dans le haut commandement des forces de Mandchourie.

A l'heure actuelle ces forces peuvent être évaluées à environ 200.000 hommes, non compris les garde-frontières et la garnison de Vladivostok (2). Liniévitch a dû en effet recevoir des renforts suivants :

3^e brigade de tirailleurs ;
4^e — — — — —
4^e corps d'armée ;
2^e brigade *plastoun* ;
Division de Cosaques du Caucase ;
10^e division de cavalerie.

C'est un total de 75.000 hommes à ajouter aux 125.000 échappés à la poursuite japonaise. A notre connaissance il n'y a pas d'autres corps en route pour le moment ; les Russes sont donc libres d'employer la voie ferrée à transporter les renforts destinés aux unités les plus éprouvées. Les huit mobilisations partielles auxquelles ils ont procédé jusqu'à présent ont atteint 250 districts de recrutement sur 764 que compte la Russie. Il y a peu de chance pour que ceux de la Pologne, de Finlande et du Caucase soient touchés, à cause de la situation intérieure de ces provinces, mais ces réserves faites, on voit que la Russie est encore au large. Aussi au lendemain de la bataille de Moukden une commission militaire, présidée par le grand-duc Nicolas, agitate-elle la question de mobiliser 7 nouveaux corps d'armée. Elle se rendait compte en effet, quelque pénible que pût être cette constatation, qu'après un an de campagne tout était à refaire dans la machine de guerre dirigée contre le Japon, et que l'effort à demander au pays en mars 1905 était au moins égal à celui qui avait été fourni en février 1904.

Mais dès la fin du mois de mars le ton des correspondances de Pétersbourg était changé. Il devenait manifeste que l'Etat-major russe renonçait aux projets de grande envergure, et ne songeait plus à aligner en Mandchourie des effectifs supérieurs ou même simplement égaux à ceux d'Oyama. Le 7 avril la commission du grand-duc Nicolas remettait au tsar un nouveau rapport faisant ressortir que lorsque Liniévitch aurait reçu les renforts tirés des dépôts pour ses 6 corps d'armées européens, ses 5 sibériens et son corps de cavalerie, il aurait sous la main de 250 à 300.000 hommes, effectif qu'il serait facile de maintenir grâce aux 100.000 réservistes mobilisés récemment et aux 150.000 recrues supplémentaires qui ont été appelées sous les drapeaux cette année. Liniévitch serait donc en état d'opposer aux Japonais une résistance sérieuse, et l'on aurait le temps de voir venir les événements.

* * *

Des prétentions aussi modestes avaient lieu de surprendre, puisqu'elles étaient exprimées au moment même où la chancellerie russe affirmait au monde entier que toute tentative de médiation était inutile et que la Russie continuerait résolument la guerre. Il semblait dès lors que la logique lui commandât de la mener à bien et de faire en conséquence les sacrifices nécessaires. L'apparition soudaine des bâtiments russes dans le détroit de Malacca a tout expliqué. C'est à sa

(1) Depuis six mois pas une des trois armées russes n'aura conservé son chef. La 1^{re} a eu à sa tête Liniévitch et Kouropatkine, la 2^e Gripenberg et Kaulbars, la 3^e Kaulbars, Bilderling et Batiannoff.

(2) L'effectif des garde-frontières est de 18 bataillons, 6 batteries et 55 escadrons. La garnison de Vladivostok comprend les 2^e et 8^e divisions de tirailleurs de la Sibérie orientale, 1 brigade de Cosaques, 1 brigade de troupes de chemin de fer, des batteries de forteresse, soit 24 bataillons, 14 batteries et 30 escadrons.

flotte et non à son armée que la Russie demandait pour le moment de changer la face des événements.

On était sans nouvelles de l'escadre Rodjestvenski depuis le 17 mars, date à laquelle elle avait définitivement quitté le mouillage de Nossibé. Personne ne croyait plus qu'elle eut reçu un ordre de rappel et qu'elle se dirigeât vers la mer Rouge, mais comme la division Nebogatoff (celle qui est due aux fiévreuses démarches du capitaine Clado) était encore dans la Méditerranée, ne quittait la Canée que le 21 mars, passait à Suez le 26, et arrivait à hauteur de Perim le 1^{er} avril, on pensait que les deux forces navales allaient à la rencontre l'une de l'autre, dans l'Océan Indien, et on désignait la rade de Diégo-Garcia, dans l'archipel des îles Chagos, comme leur point de réunion. Mais les jours se passaient sans qu'on signalât rien aux Chagos, et les croiseurs légers du Japon embusqués dans les détroits des îles de la Sonde, qui sont dans le cas présent la barrière protectrice des mers jaunes, redoublaient de surveillance. Une réserve navale, composée des croiseurs *Chitose* et *Kasagi* et de deux croiseurs auxiliaires, était en observation dans le voisinage de la station anglaise de Labouan, sur la côte Nord de Bornéo. Enfin, le 7 avril, un télégramme de Singapour annonçait qu'une flotte de 40 bâtiments était engagée dans le détroit de Malacca : elle passait le lendemain devant Singapour, et les dernières nouvelles signalaient sa présence dans la baie de Camraigne. Quoiqu'il ait d'abord prétendu que la division des cuirassés, commandée par Rodjestvensky en personne, n'avait pas été aperçue, il semble hors de doute aujourd'hui que toutes les forces navales que la Russie expédie en Extrême-Orient sont réunies au large de la côte d'Annam, à l'exception de la division Nebogatoff qui doit, d'ailleurs, être bien près de rejoindre.

Rappelons sommairement que les forces de Rodjestvensky se composent de 7 cuirassés dont 5 neufs : *Kniaz Souvaroff*, *Alexandre III*, *Borodino*, *Orel*, *Ossliablia*, et 2 anciens sans grande valeur militaire, *Sissoï-Veliki* et *Navarin*; de 2 vieux croiseurs cuirassés : *Amiral Nakhimoff* et *Dmitri-Donskoï*; de 8 croiseurs protégés : *Almaz*, *Jemtchoug*, *Svietlana*, *Aurora*, *Oleg*, *Izumrud*, *Rouss*, *Anadyr*, 5 croiseurs auxiliaires, 7 torpilleurs, 3 contre-torpilleurs, 17 transports et 1 navire-hôpital, soit 50 bâtiments, mais dont 9 au plus sont des bâtiments de combat. C'est peu quand on se rappelle que la flotte japonaise comprend 5 cuirassés (1), tous plus puissants que les cuirassés russes, et 8 beaux croiseurs cuirassés qui constituent sa vraie supériorité. Le tableau comparatif des deux flottes en tonnes, canons et équipages, que nous avons donné naguère doit être signalé ici.

(1) Peut-être seulement 4, le bruit de la perte du *Yoshima* ayant couru.

	ESCADRE RODJESTVENSKI (sans la division Nebogatoff)	FLÔTE JAPONAISE
Tonnes.....	95.000	216.000
Canons.....	700	944
Canons de gros calibre.	36	63
Equipages.....	8.500	14.400

Malgré cette évidente infériorité, l'amiral Rodjestvensky n'a pas attendu d'avoir rallié la division Nebogatoff pour gagner les parages où son prodigieux périple devient dangereux, parce qu'une rencontre est, sinon probable, du moins possible à brève échéance. Hâtons-nous de dire que nous n'avons pas ajouté foi à la nouvelle d'un combat dans le voisinage des îles hollandaises Anambas. La flotte de Togo n'est probablement pas concentrée à l'heure actuelle; un certain nombre de ses croiseurs protégés, jouant le rôle qui est dévolu sur terre à la cavalerie, éventent la marche de l'ennemi et renseignent l'amiral japonais. La situation de celui-ci est inconnue. Les Japonais gardent vraiment bien leurs secrets militaires, et tout ce qu'on sait c'est que Togo a quitté Kuré le 13 février, et que tout dernièrement les chancelleries étrangères ont été averties que le port de Kelung, au nord de l'île Formose, est fermé dorénavant aux bâtiments de commerce. Faut-il y voir un indice que Kelung va constituer une base navale pour la flotte japonaise et que celle-ci est peut-être embusquée aux Pescadores, la belle station que nous avons eu le tort immense d'abandonner alors que l'amiral Courbet nous avait si bien renseignés sur son importance? Ce n'est pas impossible, et pourtant nous nous méfions beaucoup d'une base navale improvisée comme Kelung. Les navires modernes exigent pour leurs réparations les multiples ressources qu'on ne trouve que dans l'arsenal d'un port de guerre puissamment outillé. Si l'amiral Togo se décidait à livrer bataille si loin du Japon, ce serait la preuve qu'il n'a pas le moindre doute sur l'issue de la lutte.

Et quels que soient ses éléments de succès, ce serait peut-être une imprudence! Car, répétons-le une fois de plus, il ne faut pas mesurer la valeur d'une flotte à celle de son matériel, mais surtout à celle de ses équipages! Et il n'est pas téméraire de penser que les officiers et les marins de Rodjestvensky, depuis six mois à la mer, commandés par un homme qui a la réputation d'être de fer, instruits par la dure expérience de leurs camarades de Port-Arthur, sont peut-être des adversaires autrement redoutables que ceux qui dormaient depuis de longs mois sous l'autorité nominale de l'amiral Starck.

Peu de marins russes ont jamais eu l'entraînement de l'escadre Rodjestvensky, à supposer que son temps ait été bien employé. Quoi qu'en disent les correspondances du *Times*, mentionnant une mortalité si effrayante parmi les matelots qu'elle faisait croire à des empoisonnements, le dégoût et la démoralisation produits par la brutale rigueur de Rodjestvensky, il y a un fait certain, c'est que tous les bâtiments russes partis

de Libau, et devant qui tous les ports se ferment comme devant des pestiférés, sont actuellement dans les mers de l'Extrême-Orient, accomplissant un tour de force dont beaucoup les croyaient incapables. Ils y ont mis du temps, soit ! Mais il n'y avait aucun intérêt à arriver plus tôt, puisque Vladivostok, le but suprême, n'a vu que ces jours-ci la débacle de ses glaces.

Au reste ne retardons-nous pas un peu en disant que Vladivostok est toujours le but de l'escadre Rodjestvensky ? Ce que veut la Russie à l'heure actuelle c'est une bataille qui soit, sinon une victoire, du moins un rude coup porté à la puissance maritime du Japon. Si elle pouvait prouver à son adversaire qu'un désastre naval aussi complet que celui du 10 août n'a pas mis la flotte japonaise à l'abri de ses atteintes, elle lui aurait prouvé en même temps que le désastre de Moukden peut avoir un lendemain désagréable pour le maréchal Oyama, et par conséquent qu'il ne faut pas se montrer trop intransigeant sur le terrain diplomatique. Ainsi se justifie l'anxiété avec laquelle le monde entier attend les prochains événements maritimes. Les circonstances sont telles que, même vaincu, Rodjestvensky peut rendre un signalé service à sa patrie. Ce sera son honneur et celui de la marine russe tout entière de l'avoir au moins essayé.

LES PERSPECTIVES DE PAIX

On a beaucoup parlé de paix à la fin du mois dernier : un certain nombre de journaux affirmaient que le gouvernement français recommandait à la Russie d'entrer en négociations et offrait ses bons offices aux deux belligérants. En même temps, on disait que le président Roosevelt avait été sollicité par les deux pays en guerre de leur servir de médiateur en vue du rétablissement de la paix. Cette dernière nouvelle a été nettement démentie par plusieurs télégrammes de Washington, et il n'est rien sorti de toutes les rumeurs pacifiques qui avaient couru à la fin de mars.

Il est possible qu'à ce moment le gouvernement russe ait cherché à se rendre compte de ce que pourraient être les conditions japonaises, et qu'il ait reculé devant l'impossibilité de s'entendre avec le Japon sur des termes acceptables. Il faut bien reconnaître, en effet, que les demandes japonaises, telles qu'elles ont été précisées par un grand nombre de manifestations de l'opinion nipponne, ne tendraient, ainsi que nous le disions dans notre Bulletin de mars, à rien moins qu'à exclure définitivement la Russie de tout l'Extrême-Orient. Tout récemment, dans une réunion tenue à Tokyo par le Doki Club, qui réunit un grand nombre de personnages appartenant à l'Université, une discussion s'est engagée entre

deux personnalités marquantes du monde juridique et universitaire, MM. Tomizu et Takahashi. Le second, plus modéré des deux, réclamait, pour le Japon, Dalny et Port-Arthur, et, s'il ne s'opposait pas à la rétrocession de la Mandchourie à la Chine, il voulait que son pays y conservât des avantages commerciaux et la garde du chemin de fer. En outre, M. Takahashi demandait le démantèlement de Vladivostok et la cession d'une partie de la flotte russe. M. Tomizu, au contraire, beaucoup plus ambitieux, réclamait pour son pays toute la Sibérie à l'est du lac Baïkal, la Corée, l'île de Sakhaline et le Liao-tong, dont la souveraineté purement nominale pourrait rester à la Chine. On voit que ni l'un ni l'autre de ces personnages, dont les vues, nous affirme-t-on, se rapprochent de celles de la très grande majorité du public japonais, ne se prononce pour des conditions réellement acceptables pour la Russie.

Les Japonais sont d'ailleurs encouragés par la presse britannique à poursuivre ces demandes excessives. Le correspondant du *Times* à Pékin a télégraphié à plusieurs reprises que le public chinois ne comprendrait pas que le Japon se contentât de moins. « Outre la reconnaissance de ses droits en Corée et en Mandchourie, le Japon, disait le correspondant du *Times*, doit exiger Sakhaline, les pêcheries de la côte russe du Pacifique et une indemnité pour la guerre que la Russie a gratuitement imposée au Japon. » Ceux qui ne demandent pas d'indemnité déclarent que le Japon doit s'emparer de tout le chemin de fer de l'Est-Chinois et le vendre à la Chine moyennant une somme de 1.250 millions de francs, qui constituerait, à vrai dire, une indemnité de guerre. Quant aux articles du *Times* ils sont favorables aux exigences japonaises. « Il est évident, disait ce journal, à en juger par le ton de la presse de Tokyo, que le Japon n'a aucune idée de faire un arrangement qui n'assurerait pas une paix définitive à l'Extrême-Orient. » Cette paix définitive, c'est le refoulement des Russes dans les forêts sibériennes.

Sans doute, à certains moments, surtout dans ces tout derniers temps, il a semblé que quelques Anglais ne seraient pas fâchés de voir se rétablir la paix en Extrême-Orient. L'attitude des Allemands et la façon dont ils profitent de la situation actuelle les feraient peut-être réfléchir qu'ils ont d'autres intérêts dans le monde que ceux qui peuvent, du moins à leurs yeux, être favorisés par une série nouvelle de victoires japonaises. Mais dans l'ensemble, le monde britannique est bien d'avis que les Russes ne doivent plus conserver Vladivostok que désarmé et renoncer à toute espèce de contrôle même sur le Nord de la Mandchourie.

On s'explique que, dans ces conditions, le gouvernement de Saint-Petersbourg ne soit pas très pressé de traiter. Si véritablement le Japon demande ce que ses professeurs réclament pour lui, le gouvernement russe ne risque pas, en continuant la guerre, de perdre plus que ce qu'on exigerait de lui pour lui accorder la paix. Il n'est pas très vraisemblable que les Japonais aillent

jusqu'au Baïkal ou même s'engagent dans les forêts de Transbaïkalie. Malgré les dépenses de la guerre et ses embarras intérieurs, on comprend donc que le gouvernement du tsar préfère continuer à courir les chances plutôt que de renoncer immédiatement à tout ce qu'il pourrait perdre dans le cas où toutes viendraient à tourner contre lui.

Il ne semble pas, quoi qu'en disent les journaux anglais, que les finances de la Russie soient sur le point de succomber sous les charges de la guerre. On annonce d'ailleurs que les négociations sont reprises en vue de la conclusion d'un nouvel emprunt russe à Paris. Ce n'est pas la guerre, ce sont les désordres intérieurs — qui, en somme, ne paraissent pas s'aggraver et n'ont pas le moins du monde pris les proportions que les prophètes de malheur intéressés ont annoncées — qui avaient effrayé un moment les capitalistes étrangers. Le crédit de la Russie n'a pas encore subi de sérieuses atteintes.

Il est vrai que, d'autre part, le crédit du Japon est devenu meilleur depuis le commencement de la guerre. Les Japonais ont lancé un nouvel emprunt de 30 millions de livres sterling (750 millions de francs) au taux d'émission de 90 francs et à 4 1/2 0/0 d'intérêt. Ce nouvel emprunt a été conclu à meilleur compte que les emprunts précédents, ce qui est un fait très intéressant : il est gagé sur le monopole des tabacs. Il est fâcheux de le noter, une petite partie de cet argent a été levée indirectement en France. Il y a là de la part de certains de nos établissements financiers un manque grave à nos intérêts internationaux tels qu'ils résultent de notre alliance avec la Russie. Les journaux anglais ont d'ailleurs fait grand bruit de cette très petite et assez clandestine participation française.

D'autre part, le quatrième emprunt intérieur japonais a été souscrit plusieurs fois jusqu'à concurrence de 500 millions de yens ou 1.250 millions de francs environ. Sur cette somme, 79 millions de yens ont été souscrits à l'étranger.

Dans l'ensemble, la presse anglaise vante bruyamment le succès de ces emprunts japonais, et une dépêche de Tokyo a soigneusement annoncé en outre au monde que les billets de guerre qui circulent en Mandchourie pour une valeur de plus de 25 millions de francs, sont maintenant au pair avec l'argent, tandis qu'avant la bataille de Moukden ils étaient l'objet d'un escompte de 10 à 20 0/0. Il ne semble donc pas, quoi qu'on ait pu penser au début, que le Japon soit exposé à manquer prochainement d'argent. Il a, en tout cas, de quoi finir l'année en faisant face à toutes ses dépenses militaires. Ce n'est donc pas la raison financière qui pourra, d'ici quelques mois, arrêter ni l'un ni l'autre des belligérants.

La Banque de l'Indo-Chine reçoit gratuitement, dans toutes ses agences, les souscriptions à l'Œuvre du Comité.

LA NEUTRALITÉ FRANÇAISE

Le séjour de l'escadre de l'amiral Rodjestvensky dans la baie de Camraigne a attiré beaucoup d'attention et soulevé presque de l'émotion dans l'opinion française. Le public japonais s'était en effet ému, des meetings avaient été tenus dans différentes grandes villes du Japon, et on voyait dans ce pays se manifester l'opinion que si les eaux neutres françaises servaient de base à la flotte russe le gouvernement français ne devrait pas s'étonner de voir les Japonais attaquer cette dernière, même à l'intérieur de la limite des eaux territoriales de l'Indo-Chine.

C'était aller un peu vite en besogne, et rien ne permet de dire que la France soit sortie de la neutralité. Bien qu'on ne connaisse pas exactement les conditions au séjour de l'escadre russe dans la baie de Camraigne, il ne semble pas qu'elle y ait trouvé des approvisionnements, reçu une aide quelconque, et par conséquent enfreint la règle de la neutralité.

La question a été portée à la tribune de la Chambre dans la première séance du 19 avril par MM. Vaillant et Jaurès. La réponse de M. Rouvier, président du Conseil, a été catégorique :

Je répons maintenant d'un mot à l'interruption que faisait tout à l'heure l'honorable M. Vaillant, rappelant la question qu'il posait touchant son vif désir, qui n'est pas seulement celui des hommes de son parti, mais le désir de toute la France, de voir observer rigoureusement la neutralité.

Eh bien ! je considère que c'est le devoir du gouvernement ; il n'y a point failli et il n'y manquera pas. On n'a pu citer aucun acte qui permit de contester sérieusement que nous n'ayons constamment jusqu'ici rempli, au regard des belligérants, le devoir de neutralité qui nous incombe. Nous continuerons à veiller, avec le même soin et la même attention de tous les instants, avec le même souci de tous les jours, à ce qu'aucun incident ne se puisse produire qui nous expose à des reproches.

Il faut bien se rendre compte que le fait du séjour même un peu prolongé d'une escadre belligérante dans un port français ne constitue pas une violation de nos lois de neutralité. La règle dite des vingt-quatre heures adoptée par un certain nombre de puissances dans la guerre actuelle ou au cours de la guerre hispano-américaine, puissances parmi lesquelles sont l'Angleterre, les États-Unis, l'Égypte, la Chine, le Danemark, la Suède et la Norvège, n'est nullement la règle internationale universellement acceptée et par conséquent obligatoire pour tous les pays. Elle n'est pas admise dans la circulaire que le gouvernement français a publiée sur sa neutralité au commencement de la guerre actuelle, et dont les principaux passages sont ainsi conçus :

En aucun cas, un belligérant ne peut faire usage d'un port français, ou appartenant à un État protégé, dans un but de guerre, etc. — La durée du séjour dans nos ports

de belligérants, non accompagnés d'une prise, n'a été limitée par aucune disposition spéciale; mais pour être autorisés à y séjourner, ils sont tenus de se conformer aux conditions ordinaires de la neutralité, qui peuvent se résumer ainsi qu'il suit: — (a)... (b) Lesdits navires ne peuvent, à l'aide de ressources puisées à terre, augmenter leur matériel de guerre, renforcer leurs équipages, ni faire des enrôlements volontaires, même parmi leurs nationaux. (c) Ils doivent s'abstenir de toute enquête sur les forces, l'emplacement ou les ressources de leurs ennemis, ne pas appareiller brusquement pour poursuivre ceux qui leur seraient signalés; en un mot, s'abstenir de faire du lieu de leur résidence la base d'une opération quelconque contre l'ennemi. — Il ne peut être fourni à un belligérant que les vivres, denrées et moyens de réparations nécessaires à la subsistance de son équipage ou à la sécurité de sa navigation.

Si l'on lit attentivement nos obligations de neutralité telles qu'elles résultent de cette circulaire, on verra que rien ne permet d'affirmer que nous n'ayons pas tenu compte de nos obligations de neutres en permettant à l'escadre de l'amiral Rodjestvsky de séjourner pendant quelques jours dans la baie de Camraigne. Le fait même de ce séjour n'est pas une violation de nos lois de neutralité; il faudrait que l'on pût produire des faits plus précis pour fournir une base quelconque aux accusations portées contre l'attitude de la France. On a assuré que, sur les observations qui ont été faites par M. Motono, ministre du Japon à Paris, à M. Delcassé, le gouvernement français avait invité le gouvernement russe à donner des ordres à l'amiral Rodjestvsky pour qu'il quittât sans délai les eaux territoriales françaises. Telle est la version suivante, qui a été adoptée dans une déclaration publiée le 23 avril à Tokyo par le ministère des affaires étrangères japonais.

Le gouvernement français, en apprenant que la flotte de la Baltique était arrivée à la baie de Camraigne, donna au gouverneur général de l'Indo-Chine instruction de faire exécuter strictement les règles de la neutralité française. Par la suite, le gouvernement japonais adressa au gouvernement français une protestation, et le gouvernement français adressa à son tour de nouvelles instructions spéciales au gouverneur pour être transmises aux Russes, les invitant à quitter les eaux territoriales françaises le plus tôt possible. Le gouverneur répondit par télégramme qu'il avait pris toutes les mesures nécessaires, conformément aux instructions reçues. En même temps, la France s'adressait au gouvernement russe, lui demandant de donner instruction à l'amiral Rodjestvsky de quitter les eaux territoriales françaises. Le gouvernement russe répondit qu'il avait déjà envoyé des instructions dans ce sens. Le gouvernement français a donné l'assurance qu'il a pris et prendra à l'avenir toutes les mesures nécessaires pour que la neutralité soit rigoureusement respectée.

Cette version japonaise a été démentie par une note publiée par l'Agence télégraphique de Saint-Pétersbourg le 24 avril :

Nous sommes en mesure de déclarer qu'il n'y a rien de vrai dans la déclaration publiée par le ministère des Affaires étrangères de Tokio concernant la flotte de l'amiral Rodjestvsky.

Le gouverneur général français n'a adressé aucune de-

mande au gouvernement russe et n'a aucunement demandé à l'amiral Rodjestvsky de quitter les eaux territoriales, le commandant de l'escadre russe ayant certainement observé très scrupuleusement toutes les règles de la neutralité.

Cette note russe est conforme aux affirmations que nous avons reçues nous-mêmes et d'après lesquelles le gouvernement français n'aurait transmis aucune observation à Saint-Pétersbourg. C'est spontanément que le gouvernement russe aurait donné l'ordre à Rodjestvsky de prendre le large, en admettant même que l'amiral russe n'ait pas pris spontanément cette mesure.

Il est vraisemblable que l'émotion causée au Japon par cet incident n'aura qu'une courte durée. Les Japonais ne peuvent en effet, comme nous l'avons vu, prouver que nous ayons violé les lois de la neutralité. En outre, les raisons du séjour de la flotte sur les eaux de l'Indo-Chine ont disparu. L'amiral Rodjestvsky a retardé sa marche en avant uniquement pour permettre aux forces relativement importantes que lui amène Niebogotof de le rejoindre avant de s'aventurer dans les parages où il a toute chance de rencontrer l'escadre japonaise. Or, le passage de Niebogotof avait été signalé au large de Ceylan voici déjà une dizaine de jours. Il est donc infiniment probable qu'à l'heure actuelle, et malgré la lenteur de la marche de ses navires, ce renfort naval russe est déjà au delà des détroits dans le sud de la mer de Chine, et qu'il ne tardera pas à rejoindre les forces de Rodjestvsky. Les paquebots ne mettent en effet d'ordinaire que quatre jours au plus pour aller de Colombo à Singapour.

L'Angleterre et l'Islam

EN ARABIE

On a dû être frappé des événements qui se sont déroulés depuis quelques années dans plusieurs parties de la péninsule arabique et du rôle que l'Angleterre semblait jouer à l'arrière-plan. Pour bien comprendre le développement de ces événements et l'influence que peut avoir sur eux la politique britannique, il faut jeter sur les affaires arabes un coup d'œil d'ensemble et revenir un peu en arrière.

La guerre du Transvaal avec ses péripéties de revers et de succès avait porté dans le monde musulman la plus sérieuse atteinte au prestige britannique. Sur la côte orientale d'Afrique comme aux Indes et dans tout l'Orient-Moyen, les populations indigènes se demandaient si la puissance anglaise n'était pas plutôt une apparence qu'une réalité. En Afrique et aux Indes, il aurait peut-être suffi d'une étincelle pour allumer l'incendie. On a vu alors un simple hadji somali, personnage de maigre importance, parvenir à déclencher une insurrection qui, après cinq années de lutte acharnée, est à l'heure présente

à peine entrée dans la phase de l'apaisement. De tous côtés des symptômes alarmants se manifestaient. Dans le golfe Persique, dans la mer Rouge, en Arabie comme en Perse, on commençait à ne plus redouter une nation qui, avec une armée de 300.000 hommes, avait tant de peine à mettre à la raison quelques paysans boërs.

La situation menaçait de devenir grave et l'Angleterre devait songer à rétablir sa prépondérance qui, naguère dans ces différentes contrées, défiait toute concurrence. Ce fut alors que le gouvernement des Indes s'ingénia à trouver le moyen de restaurer d'un coup sa suprématie. Il n'attendit pas que la guerre de l'Afrique australe fût terminée pour se mettre à l'œuvre : son expérience des choses de l'Islam et son esprit politique lui suggérèrent l'idée d'embrouiller à plaisir les affaires des autres pour rétablir les siennes et il tourna ses regards vers l'Arabie.

Menacer le khalifat d'Orient et exciter contre les Turcs les populations arabes était, en réalité, une besogne assez facile si l'on consentait à y mettre le prix. Et susciter d'inextricables difficultés au Sultan Abdul-Hamid en sapant clandestinement son autorité au cœur même de l'Islam devait, tout en réveillant les vieilles rivalités entre Turcs et Arabes, faire que ces derniers se rapprocheraient de ceux qui les aideraient à secouer le joug ottoman.

Depuis de nombreuses années le ouahabisme était mort, les derniers émirs de Riad vivaient misérablement à Koueït des aumônes de cheikh Moubarak ben Sabah. Ben Rachid, leur ennemi et le champion des Turcs, s'était emparé de leurs domaines et les en avait chassés. Il semblait que les imams ouahabites ne dussent jamais rentrer en possession du Nejd, quand inopinément une main mystérieuse vint à leur aide. Or, ce n'est un secret pour personne que lorsque, en Arabie, on dispose de sommes assez considérables, il n'est jamais impossible de fomenter une insurrection. Et Abdel-Aziz, le dernier rejeton de la maison des Ben-Saoud, pouvant du jour au lendemain se servir de ce moyen, se vit aussitôt entouré de nombreuses tribus qui ne demandaient qu'à combattre celui qui avait dépouillé de leurs biens les cheikhs du Nejd.

Surpris près d'Er-Riad par Abdel-Aziz, Ben-Rachid fut défait et son armée taillée en pièces. Après ce premier exploit, le jeune chef ouahabite reprit en toute quiétude ses prédications contre les Turcs et leur allié. Des coins les plus reculés de l'Arabie, les partisans vinrent s'enrôler sous sa bannière et dès lors le réveil du ouahabisme était un fait accompli.

La Porte n'avait plus qu'à intervenir pour secourir Ben-Rachid qui seul soutenait tant bien que mal sa cause dans l'Arabie centrale. Mais tandis que de Bassorah quelques bataillons de nizams accouraient dans le but de s'emparer de Koueït, le refuge du cheikh Abdel-Aziz en cas de revers, de son côté, le gouvernement des Indes envoyait des croiseurs jeter l'ancre devant la capitale de cheikh Moubarak ben Sabah. Cette dé-

monstration navale suffit pour arrêter les Osmanlis et les empêcher d'occuper Koueït.

Ce coup d'audace eut un retentissement d'autant plus grand en Arabie et dans le golfe Persique qu'il vint confirmer ce que jusqu'alors on n'avait fait que soupçonner, à savoir que la Grande-Bretagne favorisait le mouvement insurrectionnel des Ouahabites et qu'elle était prête à accorder au cheikh Abdel-Aziz et au cheikh Moubarak ben Sabah le concours de ses navires.

Après la réussite si complète de cette première tentative, il n'était plus permis de douter que les populations arabes accueilleraient à bras ouverts ceux qui les aideraient à tenir en échec les Turcs : aussi vit-on bientôt la politique de lord Curzon devenir de plus en plus active. Le vice-roi des Indes se décide alors à entreprendre une tournée dans le golfe Persique où il va rendre visite aux différents cheikhs ou sultans de quelque importance. Le faste qu'il déploya au cours de ce voyage est encore présent à l'esprit de tout le monde et l'appareil formidable dont il s'entoura pour frapper, par la puissance de la flotte dont il se fit escorter, l'imagination des tribus arabes riveraines du golfe Persique. Et pendant qu'il éblouissait les uns par la richesse de ses présents et terrifiait les autres par les canons de ses navires, le vice-roi méditait d'accroître l'arrière-pays d'Aden.

Une vieille querelle, qui, depuis plusieurs années, divisait le gouvernement d'Aden et les autorités ottomanes voisines, au sujet de prétendus droits que revendiquait l'Angleterre à la possession de quelques sandjacks (districts) turcs des confins méridionaux du Yémen, servit de prétexte pour opérer les empiètements qu'on était décidé à Calcutta de faire sur le territoire ottoman, et les dispositions malveillantes des Arabes à l'égard des Turcs furent mises à profit pour faire réussir cette tentative.

Par suite, en partie, de la diminution progressive, au cours de ces dernières années, du nombre des pèlerins qui se rendent à la Mecque et font vivre les populations du territoire sacré, la famine régnait au Hedjaz et dans l'Yémen et les bédouins rendaient l'administration imprévoyante des Osmanlis responsable des calamités dont ils souffraient. Le terrain était donc bien préparé et il n'était que trop aisé de fomenter la rébellion parmi ces mécontents. Un cheikh influent des environs de Sanâa, Hamid-Eddin, et son fils, Yahia Seif-Eddin, ne demandaient qu'à lever l'étendard de la révolte contre le Sultan. Aussi s'empressèrent-ils de profiter de l'occasion qui s'offrait à eux pour réaliser leur projet.

Depuis 1890, des milliers de fusils avaient été introduits en contrebande dans l'Yémen sous l'œil complaisant des autorités locales, et les mécontents qui se trouvèrent ainsi armés furent d'autant plus en état d'entamer, sans plus tarder, les hostilités, que le gouvernement des Indes augmentait considérablement sa garnison d'Aden et réclamait à la Turquie, pour la sécurité de cette colonie, une extension de la zone qui l'entoure

Ce fut alors que l'affaire des sandjacks fut remise sur le tapis et que les Anglais, aidés par les insurgés du Yémen, purent faire valoir leurs « droits » et rectifier leur frontière. Cette rectification de frontière devait reporter jusqu'à Dalaa au Nord et jusqu'à Cheïkh-Mourad à l'Ouest, à 5 kilomètres du cap Cheïkh-Saïd, les confins de leur arrière-pays dont la superficie était ainsi augmentée de plus de cent milles carrés.

Si ce nouveau succès eut encore plus de retentissement dans le monde arabe que l'incident de Kouéït, cependant si brillamment terminé, c'est que l'Angleterre venait en une seule enjambée de poser le pied en plein Yémen et qu'elle allait jalonner la route d'Aden à Sanâa d'une série de postes militaires bien défendus, points d'appui et bases d'opérations de ses futurs empiétements dans cette province de l'Arabie, limitrophe du territoire sacré de l'Islam. Il semble en effet que la politique anglo-indienne ne veuille pas s'arrêter à ces premiers résultats, car, pendant que ses officiers préparaient une rectification de frontière si avantageuse dans le Sud de la péninsule, le Mahmal d'Égypte (caravane sacrée) réussissait à avoir maille à partir avec les Bédouins des environs de Djeddah et de Médine, et certains journaux du Caire accusaient la rapacité du vali du Hedjaz et du grand Chérif de la Mecque d'avoir provoqué les incidents regrettables qui avaient surgi au cours du dernier pèlerinage. Pour mettre fin à une situation qui, pour la Porte, était aussi ridicule que dangereuse, celle-ci dut mobiliser ses nizams. Mais ces mesures de coercition exercées par les Turcs contre les nomades du Hedjaz eurent pour conséquence d'accroître encore la désaffection des Arabes à l'égard du Sultan. Enfin, quelques mois plus tard, des chérifs mecquois, neveux et ennemis du grand Chérif de la Mecque, Aoun, allèrent se plaindre au khédive et à lord Cromer des malversations de leur parent et des autorités ottomanes du Hedjaz. On dit qu'ils reçurent au Caire un accueil qui n'avait rien de trop décourageant, et, depuis, le bruit court qu'un parti nationaliste arabe, auquel ont adhéré plusieurs personnalités de la célèbre université d'Al-Azhar, s'est formé en vue de susciter le réveil de la nation arabe et de poursuivre son émancipation de la tutelle ottomane.

Tous ces incidents réunis, qui conspirent en faveur de l'Angleterre, de ses projets en Arabie et du rôle qu'elle paraît vouloir jouer dans l'Islam, peuvent-ils être le fait d'un simple hasard ?

Quelque disposé que l'on soit à croire au désintéressement de l'Angleterre, on ne peut pourtant ne pas être frappé de la tendance unique de ces différentes manifestations. L'excessive sympathie que ses agents témoignent aux Arabes et le soin qu'ils apportent à défendre leurs intérêts au détriment de ceux des Turcs auraient lieu de surprendre, si l'on n'entrevoyait pas les immenses avantages que recueillera l'Angleterre le jour où elle étendra la main sur toute la péninsule arabe et où elle accordera sa puissante protection au Khalife de son choix qui sera l'émir Al-Mou-

minin, le Commandeur des croyants. On ne peut, en tout cas, ne pas être émerveillé, et quelque peu effrayé de la grandeur d'une conception aussi audacieuse et aussi profonde, et de la souplesse en même temps que de la concordance des moyens encore détournés qui sont mis en jeu pour la réaliser.

LES JAPONAIS EN CORÉE

Les Japonais poursuivent énergiquement leur mainmise sur toute l'administration et la vie économique de la Corée. M. Megata, conseiller financier japonais en Corée, a publié dans un journal japonais, au moment où il rentrait au Japon, la phrase suivante : « Le temps est heureusement venu, où les autres nations ayant cessé d'entraver les efforts japonais, il n'y a plus maintenant à se presser pour réformer la Corée. » On se demande véritablement ce que les Japonais croiraient devoir faire s'ils estimaient qu'ils sont obligés de se presser !

La politique japonaise s'est servie volontiers en Corée, pour exercer une pression sur l'empereur, sans user d'éléments directement japonais, de sociétés secrètes telles que celles de « l'Union » et du « Progrès » qui semblent bien s'être constituées sous des inspirations japonaises. Récemment, un certain nombre de ministres étant considérés comme gênants pour les Japonais, ces deux sociétés secrètes ont réclamé leur démission. Elles se sont livrées contre le palais à une manifestation que la garde coréenne a naturellement repoussée, mais peu après des gendarmes japonais surgissaient et désarmaient la garde. C'est, en moins tragique, le renouvellement des événements de 1895 dans lesquels l'impératrice de Corée fut massacrée par la garde semi-japonaise qui avait envahi le palais malgré la résistance désespérée de la garde impériale coréenne.

Immédiatement après cette manifestation des sociétés secrètes, l'« Union » et le « Progrès », le ministre japonais, M. Hayashi, s'est rendu auprès de l'empereur pour se plaindre de l'attitude des gardes et lui déclarer qu'après les mesures qui avaient été prises pour protéger le palais et qui étaient inadmissibles, les membres du cabinet devaient donner leur démission. Les ministres de la maison impériale, de l'intérieur, de la justice, de la guerre, le préfet de police résignèrent sans délai leurs fonctions. C'étaient précisément ceux dont les sociétés secrètes avaient exigé la démission. Puis, le général Hazegawa fit afficher une proclamation annonçant que désormais la police de Séoul serait faite par la gendarmerie japonaise seule; depuis le 4 janvier, c'est en effet ce qui a été constamment fait.

Depuis lors, M. Hayashi a voulu persuader l'empereur que les principaux postes vacants de

L'administration coréenne devaient être immédiatement pourvus de titulaires japonais. Sur la résistance de l'empereur, on se contenta d'exiger que tous les fonctionnaires des provinces du Nord parlassent le japonais, c'est-à-dire fussent en fait des hommes élevés au Japon et soumis à l'influence japonaise. Des agents japonais continuent à envahir tous les ministères coréens dont les titulaires ne sont plus maintenant que de simples marionnettes dont tous les fils sont tenus par des mains japonaises.

D'autre part, la première banque du Japon, le Dai-Ichi-Ginko, a été autorisée par le gouvernement japonais à émettre du papier-monnaie et à jouer le rôle de banque nationale coréenne. Un récent accord, arraché à l'empereur de Corée, donne au Japon l'administration des télégraphes et postes de Corée : jusqu'à présent, le service postal avait été organisé et administré avec beaucoup de distinction par un de nos compatriotes au service du gouvernement coréen, M. Clémencet. Enfin, une grande distillerie d'alcool vient d'être établie à Séoul par un syndicat d'importants bouilleurs de saké de Tokyo.

Sur cette mainmise japonaise, et en particulier sur les sociétés secrètes qu'elle emploie, M. Maurice Courant a reçu de Corée la lettre suivante qu'il veut bien communiquer au Bulletin :

« Le traité d'alliance imposé à la Corée est maintenant appliqué, d'après l'interprétation japonaise, cela s'entend. Cette interprétation est d'ailleurs variable ; entre la légation, et l'état-major, et les conseillers japonais, il y a divergence, voire opposition. Cela est éprouvant pour le pays. L'action japonaise est maladroitement comme elle l'a été si souvent dans le passé ; même en se plaçant au point de vue des Japonais, on n'arrive pas à comprendre leur manœuvre.

« Une compagnie japonaise, la Compagnie Nagamori, a demandé et, avec l'appui de la légation, a failli emporter la concession de tous les terrains vagues, friches, forêts, de toute la Corée : en somme, une bonne moitié du pays. Le peuple a compris qu'on le mettait à la porte de chez lui ; il s'est soulevé avec ensemble et par réunions, requêtes, protestations, a empêché la concession. La direction a été donnée par une *Société du maintien de la paix* (po an hoi) que les Japonais ont brutalisée et dissoute.

« Autre exemple. Ayant besoin de coulis pour l'armée de Mandchourie, les Japonais ont fait appel aux alliés : personne n'a répondu. Ils ont essayé l'enrôlement forcé : ç'a été un *tolle* général. D'où deux ou trois rébellions en province, à Si-heung, à Ryong-in, à Hok-san ; avec cela quelques têtes cassées, têtes de Japonais enrôleurs, têtes de magistrats voleurs. Finalement il a fallu renoncer à l'enrôlement.

« Les Coréens sont de plus en plus indisposés contre les Japonais, qu'au début ils avaient assez bien acceptés. Mais les Japonais ont besoin de partisans quand même, et voici ce qu'ils font

maintenant. Sous leur inspiration et leur protection, des *sociétés progressistes* (tjin po hoi) se sont formées du Nord au Sud : anciens Tonghak (1), gens sans feu ni lieu, s'y jettent avec ardeur, on les paie d'ailleurs pour cela ; une fois enrôlés, pour les mieux tenir, on leur coupe les cheveux. Le programme, c'est aider les Japonais dans leurs expéditions et dans leurs travaux, réformer les abus administratifs, protéger le peuple dans sa liberté et dans ses biens. Les *progressistes* se rassemblent par centaines, et vont demander aux mandarins compte de leur administration. Ceux-ci ont essayé violence et persuasion, sans grand résultat. Toutes ces sociétés sont dirigées par une société centrale analogue et qui siège à Séoul : la *Société du progrès total* (il tjin hoi). Son président tient tête aux ministres, au président du conseil, écrit et télégraphie aux gouverneurs, et on lui répond humblement.

« Le gouvernement a essayé de bien des ruses, il a fait entrer des faux-frères dans le Il-tjin-hoi. Ses plans ont été éventés. Actuellement, et c'est peut-être une autre ruse de la cour, il se forme une société nouvelle, *progressiste et éclairée* (tjin-myeng-hoi) ; elle se recrute surtout parmi les marchands ambulants et les portefaix, les célèbres po-syang et pou-syang, qui ont si souvent soutenu le roi dans les heures de trouble. Le programme est le même que celui du Il-tjin-hoi. Dans leur manifeste, les « progressistes éclairés » disent qu'en 1898, trompés par des émissaires de la cour, ils se sont jetés le bâton à la main sur les membres du Club de l'Indépendance, les vrais progressistes du moment ; ils déplorent aujourd'hui leur erreur et s'unissent pour aider leurs frères progressistes à réaliser leur programme. Mais ce manifeste et ces regrets sont-ils sincères ? Entre Il-tjin-hoi et Tjin-myeng-hoi, il n'y a qu'une différence extérieure : les derniers ne sacrifient pas leur chevelure. N'est-ce pas le signe de reconnaissance pour le jour de l'action ?

« Voilà bien des éléments de discorde. Les réformes sont certes nécessaires et le programme des progressistes mérite la sympathie. Mais les ouvriers choisis par les Japonais sont détestables. Si les Japonais cherchaient à faire au moyen des progressistes quelque mauvais coup, comme celui du ministre Mioura le 8 octobre 1895, ils ne choisiraient pas autrement leurs aides.

« Pendant ce temps, les rails se posent jusqu'à Im-tjin, peut-être jusqu'à Syong-to sur la ligne Séoul-Tui-tjyou enlevée aux ingénieurs français. Les uns après les autres tous les employés français sont congédiés, on dirait que c'est le premier but du protectorat japonais. M. Clémencet, de la poste, est quasi remercié malgré ses bons services ; chacun se demande chaque jour : à quand mon tour ? »

(1) Ceux-ci, on le sait, forment une société mi-religieuse mi-politique qui, née peut-être de l'opposition au christianisme, s'en est inspirée sur quelques points : les Tonghak se sont montrés dans tous les troubles depuis vingt ou trente ans.

CHEICK-SAÏD

Une courte discussion a été soulevée au Sénat, le 3 avril, par M. Brunet sur Cheick-Saïd. On sait que nous avons acquis des droits sur ce point de la côte arabique situé à l'entrée du détroit de Bab-el-Mandeb. A l'heure actuelle, les Turcs occupent Cheick-Saïd et les Anglais tendent à s'approcher de ce point par l'extension de l'arrière-pays d'Aden. Voici le compte rendu du court débat qui a eu lieu au Sénat :

M. BRUNET. — A Cheick-Saïd aussi, Messieurs, nous avons des droits qu'il est nécessaire de revendiquer franchement. Les Anglais n'hésitent pas à agrandir tous les jours leur territoire d'Aden. Ils seront bientôt à Cheick-Saïd, et ce sera peut-être la source de nouveaux conflits, qu'une sage initiative de notre part pourrait dès à présent écarter.

Le détroit de Bab-el-Mandeb, qui est large de 14 milles, est partagé en deux passes par l'îlot de Périm qui appartient aux Anglais.

C'est en face de Périm, sur la côte asiatique et dominant Périm, que se trouve Cheick-Saïd, qui a 205 mètres de hauteur. Périm n'en a que 65.

C'est donc une situation très importante et que nous possédons, en vertu d'une cession faite régulièrement à des négociants marseillais qui l'ont rétrocédée ensuite à la France.

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — En vertu de quel acte, Monsieur le sénateur, et quand cet acte a-t-il été accepté par la France ?

M. BRUNET. — Par un acte signé au consulat français d'Aden et que la France a ratifié à plusieurs reprises.

En 1870, c'est à Cheick-Saïd que nous abritions nos vaisseaux, qui ne pouvaient trouver un refuge à Aden.

Et n'était-ce pas une ratification que ce vote de la Chambre des députés en 1896, lorsque, sur la motion de M. Deloncle, elle affirmait nos droits imprescriptibles sur Cheick-Saïd ? (Très bien ! très bien !) C'est à ce moment, Monsieur le Ministre, car vous étiez au Parlement, qu'il fallait protester, si vous pensiez que nous outrepassions nos droits. Est-ce donc aujourd'hui que vous entendez déclarer sans valeur ces mêmes « droits imprescriptibles » alors affirmés par le Parlement ?

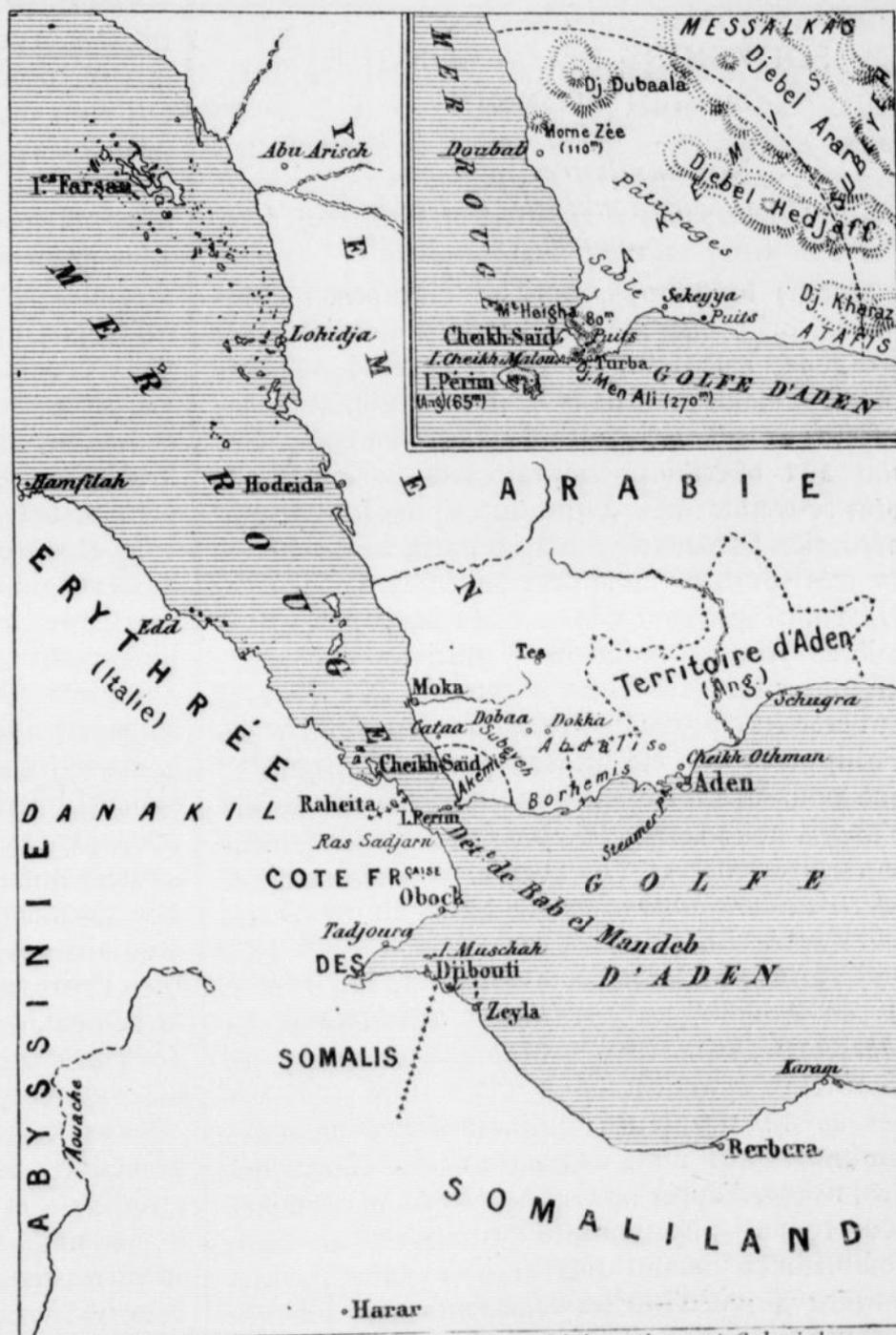
M. LE MINISTRE. — Je n'ai rien dit de semblable.

M. BRUNET. — On pouvait croire cependant...

M. LE MINISTRE. — Je prends simplement la liberté de dire que, quand vous vous proposez de soulever des questions qui sont parfois délicates, vous pourriez peut-être faire au ministre des Affaires étrangères l'honneur de l'en prévenir.

Il est possible que le moment ne soit pas très

bien choisi pour revendiquer nos droits sur Cheick-Saïd, mais il serait néanmoins maladroit d'y renoncer sans compensation. Il ne semble pas, à vrai dire, que nous ayons un intérêt capital à occuper un point qui est bloqué en réalité par les territoires turcs et britanniques. La véritable escale française de cette région du monde est Djibouti, et à la condition d'assurer, selon les paroles prononcées au Sénat par le ministre des Affaires étrangères, et selon les vœux du Comité de l'Afrique Française, le développement du chemin



de fer français jusqu'à Addis-Ababa, Djibouti sera pour nous sur la route d'Extrême-Orient une base précieuse ayant une vie propre et un grand développement économique. L'avenir qui semble réservé à ce port africain, si nécessaire à nos possessions de l'extrême Asie, diminue donc l'importance de Cheick-Saïd. Mais, nous le répétons, nos droits sur ce promontoire ne sont sans doute pas sans valeur, et ils doivent d'autant moins être abandonnés à la légère qu'à l'heure actuelle

des difficultés subsistent, causées surtout par l'opposition du ministre anglais à Addis-Ababa, en ce qui concerne l'extension du chemin de fer français jusque sur le plateau abyssin.

VARIÉTÉS

SOUVENIRS DE LA CONQUÊTE DU TONKIN

*Nos auxiliaires indigènes :
les tirailleurs tonkinois et les chasseurs
annamites.*

Depuis longtemps, dans les entreprises coloniales, on a cherché à tirer parti de l'élément indigène, à le faire concourir, avec les forces métropolitaines et dans le but de diminuer les effectifs de celles-ci, soit à la guerre de conquête, soit aux opérations militaires d'une envergure plus restreinte mais d'une durée plus longue que nécessite l'occupation ou la pacification de la contrée soumise par le premier effort des armes. C'est ainsi que sont nées un peu partout les premières troupes indigènes, « natives » comme disent les Anglais. C'est à cette fin que ceux-ci ont créé les *cipayes* de l'Inde; que les *Tagals* des Philippines ont été utilisés par les Espagnols; que nous-mêmes en Algérie, nous avons formé d'abord nos *zouaves* (1), puis nos *turcos* (tirailleurs algériens), et nos *spahis*; en Cochinchine, les *tirailleurs annamites*; au Sénégal, les *tirailleurs sénégalais*; dans la vaste boucle du Niger, les *tirailleurs soudanais*, les *Haoussas*; au Tonkin et en Annam, les *tirailleurs tonkinois* et les *chasseurs annamites*; à Madagascar enfin, les *tirailleurs malgaches*.

C'est aux tirailleurs tonkinois et aux chasseurs annamites que nous consacrons cette courte notice, fixant, d'après nos souvenirs de la première heure, leur physionomie primitive; un peu, notablement même, différente de celle que présentent aujourd'hui les régiments déjà presque européanisés des premiers, car les autres, les bataillons de chasseurs annamites n'existent plus depuis déjà bien des années.

* * *

Le premier régiment de tirailleurs tonkinois fut créé à Hanoï peu de temps après l'envoi au Tonkin de notre corps expéditionnaire. Bientôt un deuxième régiment commença de s'orga-

niser à Nam-dinh; tous deux avec des cadres empruntés à l'infanterie de marine. Mais ceux-ci ne suffisant pas, on fit appel aux ressources du département de la Guerre pour achever l'organisation de ce deuxième régiment, que devait suivre à bref délai celle d'un troisième à Bac-ninh, et enfin celle d'un quatrième régiment à Sontay, les cadres de ce dernier entièrement fournis par les troupes de la guerre et ne cessant pas de leur appartenir.

Ces corps, commandés par des colonels ou des lieutenants-colonels, étaient à trois bataillons, de quatre compagnies chacun, et comprenaient en outre un dépôt. Tous les officiers étaient Européens; les pelotons avaient pour chefs des lieutenants ou des sous-lieutenants; les sections des sous-officiers européens; les demi-sections, des sous-officiers ou des caporaux, ceux-ci étaient secondés par des gradés indigènes: *doi* (sergents), *caï* (caporaux), *bep* (soldats de 1^{re} classe); — ces deux dernières catégories de gradés commandant les escouades. Un grand nombre d'entre eux étaient venus des tirailleurs annamites; les Tonkinois les appelaient des « Saïgonnais » (1883-87, période de formation).

Il est presque inutile de décrire l'uniforme de ces régiments; tout le monde le connaît pour l'avoir vu à l'Exposition de 1900 ou dans les illustrations parues à cette époque: petit salako à lamelles de bambou verni et à jugulaire de cotonnade rouge; *caï-ao* (veste ample) et *caï-quan* (pantalon annamite), de flanelle bleue l'hiver, de calicot blanc l'été en garnison ou de lustrine noire (appelée « la peinture de guerre ») en colonne pendant la saison chaude; ceinture annamite de même étoffe et de même couleur que la jugulaire; bandes-jambières en tissu de coton bleu clair; sandales en cuir de buffle. Comme armement, le mousqueton de cavalerie modèle 1874 avec ses cartouches, le sabre-baïonnette et le *coupe-coupe*. Comme équipement, la *poche annamite*, sorte de long étui en lustrine noire, présentant dans la partie centrale une fente longitudinale et destiné à recevoir les quelques effets de rechange, les vivres (riz et sel) et la marmite en cuivre servant à cuire le riz. Cette poche annamite se nouait par ses deux extrémités de façon à former un ensemble circulaire et se portait en sautoir.

Ainsi vêtus, armés et équipés, les tirailleurs tonkinois prirent part aux diverses affaires qui marquèrent les débuts de la conquête, et, à Lang-son notamment, en dépit de la répugnance qu'ils avaient montrée, à cause de la mauvaise réputation de l'eau, pour l'expédition contre cette place, ils se conduisirent de façon à ne point tromper la confiance qu'on avait mise en eux.

En Annam, quatre bataillons de chasseurs an-

(1) Contingents de la tribu kabyle des *Zouaoua*.

namites tinrent lieu des régiments de tirailleurs tonkinois. Ils avaient une organisation analogue et ne différaient de ceux-ci que par la couleur distinctive (bleu substitué ou rouge) de l'uniforme et par l'armement fusil et épée-baïonnette, modèle 74, remplaçant le mousqueton et le sabre-baïonnette du même modèle.

Les chasseurs annamites se distinguèrent dans la répression de l'insurrection de l'Annam (1885-89) où ils donnèrent les mêmes satisfactions que les tirailleurs tonkinois donnèrent sur d'autres théâtres.

* * *

Mais c'est surtout dans les petites colonnes dirigées contre les pirates du Tonkin ou les rebelles d'Annam, dans la création des postes qui assurèrent notre occupation définitive, que les uns et les autres sont intéressants à suivre et que leur industrie, s'appliquant à mille objets, nous rendit les services les plus signalés.

Intelligents, dociles par nature, obéissants par atavisme, disciplinés par éducation, attentifs, doués d'un curieux esprit d'imitation, endurants et résistants sous leurs dehors débiles et leur apparence chétive, ces petits troupiers indigènes à la silhouette et au chignon féminins avaient tôt fait d'acquiescer le dressage qui les rendait, en peu de temps, de précieux auxiliaires. Pleins de foi en leurs gradés européens, dès qu'ils avaient appris à les connaître, ils les suivaient aveuglément partout et notamment au feu, s'attachaient à eux, et leur témoignaient parfois un dévouement réel ; sous leurs chefs habituels, ils se montraient au combat pleins de sang-froid et de vaillance, et nous citerons tout à l'heure quelques exemples qui prouveront péremptoirement que ce n'est point là une gratuite allégation. Gais, rieurs même, très enfants, ils plaisantaient tout le long de la route, quand les circonstances permettaient à la discipline de marche de se relâcher un peu ; trompant par leurs lazzi les fatigues ou la longueur de l'étape, se moquant volontiers de tel d'entre eux qu'une mésaventure soudaine offrait pour un moment à leurs railleries, sans que, pour ainsi dire, jamais leur facétieuse humeur tournât à l'aigre et engendrât une querelle. La dispute ne survenait guère entre eux qu'à propos du jeu ; cette passion, en effet, domine les Annamites, et il faut une surveillance de tous les instants pour empêcher les soldats indigènes de s'y livrer, les gradés d'y compromettre leur autorité, et la discipline de subir ainsi de graves atteintes. Hors de là, rien n'était facile à conduire comme ces *linh* (1) chez lesquels, au

début du moins, l'ivrognerie était inconnue et l'amour de l'opium très rare.

Un autre trait de couleur locale était la présence des femmes, — épouses et quelquefois mères des *linh*, — soit dans les postes, soit à la suite des colonnes. Partout elles se rendaient utiles, faisant la cuisine en halte ou en station, portant pendant la marche le bagage de l'homme, la fameuse poche-annamite, ce *sac à malices* dont il a été question plus haut.

* * *

Un matin d'avril, vers 10 heures, au bord d'un de ces nombreux arroyos qui, dans la partie du Delta voisine de la mer, sillonnent en tous sens les alluvions des grands fleuves, le détachement fait halte auprès de la digue qui encaisse le cours d'eau ; il va quelque part créer un poste et n'est plus guère qu'à une heure de chemin du point où il devra l'établir. Mais, en dépit de la faible distance, il n'est pas encore près d'arriver. Parti le matin vers 6 heures du chef-lieu de la province, il a marché jusque-là sans autre arrêt que les haltes horaires, et aussi d'ailleurs sans obstacle : le brouillard, propice, enveloppait cette marche et la protégeait. On a atteint ainsi l'arroyo, qu'enjambe un pont d'une trentaine de mètres, — quarante peut-être — un de ces ponts en dos d'âne, dont le tablier de terre battue est supporté par ces énormes pilotis en bois de fer, durs et incorruptibles, que leur immersion prolongée rend plus solides encore. Ce pont est actuellement coupé en son milieu ; la travée centrale a été détruite et présente une brèche de six à sept mètres, qu'aucun moyen ne permet de franchir ; à proximité pas de madriers, pas de matériaux capables d'en tenir lieu ; rien que des aréquiers, longs et grêles palmiers filiformes, dont la fibre insuffisamment ligneuse n'offre point assez de résistance pour une portée aussi longue, et des bambous, dont la partie utilisable n'a pas plus de quatre à cinq mètres, trop courte par conséquent. L'ennemi n'est pas loin ; il avait un poste d'observation sur l'autre rive, à la tête même du pont — une petite case toute basse ouverte du côté de celui-ci, — qu'il a précipitamment abandonné à l'apparition de notre avant-garde ; un feu, mourant, y fume encore, achevant de s'éteindre. Le brouillard du matin s'est élevé, mais pour ouater le ciel d'une buée grise. Un silence lugubre plane, que rompt seul par intervalle le hoquet du coq de pagode, semblable à un éclat de rire étranglé. Le site est sévère : à gauche du chemin par lequel on vient d'arriver, la rizière s'étale, comprise entre l'arroyo et un village abandonné,

(1) *Linb-tap*, *linb-lé*, *linb-co*, vocables sous lesquels on désignait dans l'Indo-Chine française, les soldats régu-

liers des régiments de tirailleurs, les soldats des milices ou de police.

que le détachement se trouve avoir à dos; — à droite, la jungle et un *cannier* (1) de bambous rampent jusqu'à un massif rocheux abrupt, couvert de cette végétation échevelée des tropiques, qui accroche à toutes les saillies ses larges feuilles retombantes, scolopendres, agaves, cycas; — en face, sur l'autre rive, et à cent mètres d'elle, une haute barricade coupe la route et s'appuie, vers la droite, à un village, adossé lui-même à ces grands rochers de marbre, tout droits, à travers lesquels l'arroyo s'est frayé un étroit passage, envahi par les hautes herbes, sans trace du moindre sentier. Pourtant, il faut passer, mais comment?

Tandis qu'il cherche une solution à ce problème, le chef du détachement, mettant à profit ce temps d'arrêt forcé, ordonne que les hommes fassent le repas du matin. Sous la protection de quelques petits postes et d'un piquet fournis par le contingent européen de la colonne, celle-ci s'installe à l'abri de la digue, tout contre son couvert; les corvées d'eau et de bois partent immédiatement, en ordre et en armes; les feux s'allument, les cuisiniers français et les femmes des tirailleurs tonkinois préparent le *rata*, le riz, le café et le thé. Alors les *linh* entrent en scène. Armés de leurs coupe-coupe, répartis en plusieurs équipes, qui travaillent de concert ou se relèvent après leur repas, ils se répandent dans le *cannier* et abattent des bambous, que d'autres ajustent, assemblent et chevillent; car l'officier s'est arrêté à ce parti: confectionner des radeaux, longs de quatre à cinq mètres, larges d'un, les jeter bout à bout sur l'arroyo, dont le courant, les appliquant contre les pilotis du pont, les maintiendra en place, les recouvrir de chaume et improviser ainsi un passage grâce auquel la colonne franchira l'obstacle qui vient de l'arrêter. A cette besogne, les indigènes seuls conviennent; seuls ils ont l'aptitude voulue pour manier le coupe-coupe, qui s'ébrèche ou se tord entre les mains trop brutales ou trop vigoureuses, en tout cas malhabiles, des Européens. C'est que, pour venir à bout de ce roseau robuste, il faut l'attaquer à petits coups répétés, mais portés moelleusement si l'on peut dire, sans que le bras bouge, par le simple et souple mouvement du poignet. Aidés par les miliciens du mandarin qui accompagne le détachement, les tirailleurs tonkinois à grand renfort de *cai-lat* (2) et de chevilles de bambous terminent en moins de trois heures cette besogne, et, à une heure de l'après-midi, l'avant-garde prend pied sur l'autre bord pour assurer le débouché du reste de la colonne et du convoi.

(1) *Cannier*, amas touffu de roseaux s'étendant sur un plus ou moins large espace.

(2) *Cai-lat*, lien obtenu en découpant, à l'aide de coupe-coupe, dans le sens de la longueur des fibres, de longs filaments plats et minces de bambou.

* * *

Voilà donc un premier service auquel les *linh* sont aptes. Il en est encore un d'un autre ordre, dont nous allons sommairement analyser les conditions: le combat. Pour celui-là, il est indispensable que l'Annamite connaisse le chef qui le commande; qu'il l'ait déjà suivi au feu, ou tout au moins qu'il se soit vu imposer de quelque manière son prestige; sa confiance est à ce prix. Or, ce jour-là, les tirailleurs ne connaissaient pas ou connaissaient à peine le sergent européen qui les commandait; ce sous-officier, récemment débarqué de France, était depuis un temps trop court à la tête de la demi-section qu'il devait mener au combat et lui-même voyait le feu pour la première fois. Le résultat de cette ignorance réciproque dans laquelle chef et soldats se trouvaient les uns par rapport à l'autre, ne se fit pas attendre. A trois kilomètres environ au delà du pont précédemment décrit, la demi-section de Tonkinois formant la tête et la pointe d'avant-garde atteignit la digue d'un second arroyo, dont la rive adverse disparaissait sous l'épaisse ceinture de bambous d'un long village tenu par l'ennemi; des retranchements enterrés occupaient toute la lisière, couronnant la berge abrupte que couvraient elle-même des abatis et des petits piquets. A cette berge, aucun moyen d'accès qu'un pont de même nature que le premier, de longueur presque égale, et coupé comme lui. Dès l'arrivée de la pointe sur la digue, toute la lisière fortifiée du village ennemi s'environne de fumée; à moins de cinquante mètres, les coups de feu éclatent et les balles sifflent aux oreilles des *linh* de pointe, qui s'aplatissent derrière la levée, la tête au-dessous de la crête de celle-ci. D'eux-mêmes, sans que l'ordre leur en soit donné, les *linh* de la tête d'avant-garde accourent d'un bond s'abriter auprès de leurs camarades; pourtant une petite pagode était là à côté d'eux, sur leur gauche, point d'appui opportun et solide, qu'il y avait intérêt et urgence à occuper. Au lieu de la conduire, de la reprendre vigoureusement en main par un acte d'énergie, le sergent suit sa troupe, qui n'est plus qu'un troupeau; — presque aussi affolé qu'elle, il ne la commande plus. Et tout à coup, spontanément, sous la pression de la peur qui les angoisse, pour s'étourdir et se donner du courage, les *linh* se mettent à tirer. Sur quoi? — Est-ce qu'ils le savent? Quand l'épouvante vous talonne, il est bien question de raisonner! — Sur des retranchements solides, d'où aucune tête n'émerge, l'ennemi tirant à couvert, à travers des créneaux horizontaux et très bas, où l'adresse du tireur le plus consommé ne saurait prétendre à loger sûre-

ment une balle. Le sergent assiste à cette tirerie désordonnée, à ce gaspillage de munitions, sans réussir à les modérer ou à les empêcher. Il se consume en objurgations vaines ; il n'est pas écouté, peut-être pas même entendu. Des arguments d'une autre sorte seraient à ce moment précis tout à fait nécessaires ; il n'ose pas les employer ; il ne sait pas, il ne peut pas se faire obéir. Il est vraiment plus inconnu que méconnu de ses hommes, qu'il ne connaît d'ailleurs pas davantage. Il apparaît là clairement que le galon ne suffit pas à procurer l'ascendant moral, mais c'est bien plutôt celui-ci qui donne à l'autre son prestige. Et pourtant, dans quelques semaines, ces mêmes *linh*, sous le même sergent, feront merveille ; la pratique de combats presque journaliers les auront familiarisés ensemble ; *ils se connaîtront*. Tout le secret de l'ascendant du chef est là, à la condition qu'il ne perde pas lui-même à être connu.

* *

Le même fait se vérifia bien des fois, entre autres dans la circonstance suivante, ailleurs que sur le théâtre que nous venons de considérer. Une colonne opérait dans la région à l'Est de Sontay ; elle comprenait des troupes européennes et indigènes. Dans un but qu'il est difficile de comprendre ou tout au moins de justifier, le commandant de cette colonne, rompant le lien tactique, conçut l'idée bizarre de couper en deux ces compagnies homogènes pour en former des unités mixtes, si bien que ces tirailleurs tonkinois, qui s'étaient parfaitement comportés auparavant sous leurs chefs naturels et connus, se montrent pleins de pusillanimité sous les chefs de fortune qu'ils ignorent et qu'un caprice vient de leur imposer. Et l'on voit, certain jour, au moment de donner l'assaut, tout le peloton indigène d'une de ces compagnies mixtes improvisées, malgré le commandement de « En avant ! » jeté par leur commandant de compagnie provisoire et la charge qui sonne, se blottir derrière une diguette de rizière, répétant à l'envi ce cri : « En avant ! », mais sans bouger de place, jusqu'à ce que l'arrivée en ligne du peloton européen formant réserve et l'action énergique des hommes qui le composent entraînent dans la ruée finale les Tonkinois cloués de peur une minute plus tôt. Et la preuve que la cause de leur dépression passagère était bien celle que nous indiquions, c'est que, à côté de cette compagnie, l'autre unité mixte, dans la composition de laquelle entraient les deux pelotons restants des compagnies mères, se conduisit brillamment, sans la moindre défaillance : elle avait pour chef, celle-là, le commandant de la compagnie normale indigène, le propre capitaine des *linh*.

L'erreur est donc de ne pas laisser gradés euro-

péens et soldats indigènes assez longtemps en contact et d'apporter des changements trop fréquents, qui pourraient être facilement évités, dans les cadres de nos unités de « natifs ». Ces incessantes mutations ne tuent pas l'esprit de corps ; elles l'empêchent de naître. Il est inutile d'insister sur les inconvénients et les dangers de semblable système ; leur évidence saute aux yeux.

* *

Mais ceci n'infirmes en rien la valeur de ces mêmes troupes quand elles opèrent sous leurs chefs naturels ou sous des chefs étrangers auxquels elles ont eu le temps de se faire et qu'elles ont pu apprécier.

Il nous souvient d'un chasseur annamite, d'une taille exceptionnelle, et qui devait à cette particularité le surnom de *Goliath* : tombé un jour entre les mains de rebelles, il avait été par eux laissé pour mort, — on avait essayé de lui couper le cou, et les muscles de la nuque, presque tranchés par le coupe-coupe, ne relevaient plus qu'imparfaitement la tête, laquelle se penchait un peu plus que de raison sur la poitrine, — *Goliath* avait, comme bien l'on pense, conservé une sérieuse rancune à ceux qui l'avaient ainsi accommodé et — par une généralisation bien naturelle — à tous leurs pareils. Aussi le chef du poste dans lequel il était détaché l'emmenait-il toujours avec lui dans toutes les expéditions qu'il organisait, le prenant généralement pour unique escorte dans les reconnaissances, souvent périlleuses, des positions ennemies que, pour ne point éveiller l'attention des rebelles, il faisait seul, avant de donner ses ordres d'attaque. Et *Goliath*, par sa fidélité, par son dévouement, aussi bien que par sa force redoutable, son courage et sa vigilance, était un précieux compagnon. Sa présence ôtait à l'officier qui s'en faisait suivre, toute préoccupation à l'endroit de sa sûreté personnelle et donnait à son esprit l'indépendance nécessaire pour chercher les moyens de réduire au minimum les risques d'une attaque, et, par une utilisation appropriée du terrain reconnu, de sauvegarder dans la plus large mesure la vie de ses soldats.

* *

Autre exemple de la valeur disciplinée de ces mêmes chasseurs annamites.

Un nombreux parti de rebelles avait été signalé comme devant, certaine nuit, effectuer un mouvement qui l'amènerait sans doute à passer un pont, sis près d'un village longé lui-même par la route qui conduisait au cours d'eau. Au bord du même chemin, en dehors de l'enceinte du village, mais tout près de celle-ci, dans la direction par où l'ennemi devait arriver, se trouvait une

petite pagode, précédée d'un mur en terre bas couronné de cactus. C'est là que vint s'établir en embuscade à la nuit close, après une marche rapide et secrète, le détachement chargé de surprendre les rebelles au passage du pont. Un poste de quelques hommes fut placé à ce pont même et devait, se dressant brusquement en face de l'ennemi parvenu à ce point, ouvrir à bout portant sur lui un feu d'enfilade d'une cartouche par homme, suivi aussitôt d'une attaque à la baïonnette. Avec cette attaque en coïnciderait une autre du même genre, menée par le gros détachement, qui surgirait de la pagode au signal du feu et tomberait dans le flanc de la bande tandis qu'elle serait engagée dans le chemin, bordé d'une part par une haie infranchissable de cactus et de bambous, et de l'autre par l'enceinte du village impénétrable également. Pour épargner au poste du pont l'énerverment d'une veille attentive l'œil et l'oreille au guet, il fallait le faire prévenir en temps utile de l'approche de l'ennemi. Dans ce but et pour se couvrir lui-même du côté de celui-ci, le commandant du détachement poussa, à une centaine de mètres en avant de la pagode, un petit poste de quatre chasseurs annamites, sous les ordres d'un *caï* (caporal indigène). Ce poste, dissimulé derrière une haie à un coude du chemin, sur un talus qui surplombait un peu celui-ci, avait devant lui un segment rectiligne de route d'environ trois cents mètres, sur lequel la nuit, — sans lune, mais claire — permettrait d'apercevoir le débouché de la bande aussitôt qu'il se produirait. En effet, dès leur apparition, les rebelles de tête furent découverts par la sentinelle; et le chef du petit poste aussitôt prévenu par elle, vint rapidement faire son rapport au commandant du détachement. Il retourna ensuite à son poste avant que les rebelles ne fussent parvenus à sa hauteur, et resta là, tapi avec ses quatre hommes, dérochant complètement sa présence à l'ennemi, attendant le moment d'attaquer suivant le plan conçu et les instructions données, et exécutant ce plan et ces instructions avec une décision, un à-propos et un courage au-dessus de tout éloge.

Cet exemple en dit long sur ce qu'on pouvait tirer des soldats indigènes, bien dressés et commandés par un chef qui avait su leur inspirer confiance. Il n'y avait pourtant aucun Européen à ce petit poste, et, bien que livré à lui-même, en dépit de la solitude, de la nuit, de la dépression morale qui en résultait, ce *caï*, sûr de la façon dont se comporterait le gros du détachement, et plein de foi dans l'efficacité des dispositions prises par son chef européen, sut résister à toutes les suggestions de la peur, et soutenir par sa résolution le moral de ses hommes; il contribua efficacement ainsi au succès de l'opération.

* *

Au moment de l'assaut, quand on abordait la zone des défenses accessoires, les *linh* n'avaient pas leurs pareils pour les démolir ou pour y frayer des passages, de même que pour ouvrir ces terribles portes annamites, triples parfois, avec leur tablier mobile à rabattement, leurs deux vantaux de bois de fer et leurs barres coincées qu'il fallait dégager et retirer une à une.

Enfin, dans les postes, quand il s'agissait de créer de toutes pièces l'établissement qu'on formait, comme cela arriva souvent, nul comme eux ne savait confectionner et cuire des briques, des tuiles, de la chaux, construire et dresser les charpentes, faire des paillettes pour couvrir les toitures, creuser des fossés, élever des murs, des palissades, des miradors, percer des créneaux, appointir et planter des petits piquets, disposer des abatis, tout cela au milieu des plaisanteries, des rires, de l'éclat d'une gaieté de bon aloi, faisant tout à coup place au silence déferent et respectueux quand apparaissait un de leurs gradés européens, — ruche laborieuse et ordonnée où le babil remplaçait le bourdonnement, fourmilrière active où le travail se faisait presque sans qu'il y parût, par la continuité inlassable d'une multitude de petits efforts.

Interprètes au besoin, cuisiniers, maîtres d'hôtel, ordonnances, la liste de leurs aptitudes pourrait s'allonger encore. Nous l'arrêtons là.

* *

Nous avons dit que, dans les débuts, les femmes suivaient parfois les *linh* en colonne, portant, au moyen d'un bambou équilibré sur l'épaule, le bagage de l'homme, et parfois, dans les bras, un enfant nouveau-né. Une, même, grosse et presque à terme, dans une expédition sur la rivière Noire, traînait, outre son fardeau naturel, la lourde charge des vivres, des hardes et des ustensiles de son petit ménage, se bornant à répondre : « *Con-gaï* (1) malade, beaucoup lourd », aux exhortations du chef de l'arrière-garde, qui l'invitait à serrer lorsqu'elle laissait par trop accroître la distance entre elle et le convoi.

Dans les surprises si fréquentes au milieu de ces halliers ou de ces défilés, quand les balles s'abattaient sur la colonne, elles ne poussaient pas de cris, supportaient en silence, et en somme avec courage la dure épreuve du combat; généralement elles s'accroupissaient sur place, espérant, en se faisant ainsi plus petites, échapper au danger d'être atteintes. Lorsque, au contraire, la troupe avec laquelle elles marchaient attaquait

(1) *Con-gaï*, femme. « La femme est malade, c'est bien lourd. »

la première, elles partageaient d'ordinaire le sort des coulis du convoi, qu'on parquait en quelque coin abrité, sur les derrières; mais souvent elles s'enhardissaient peu à peu jusqu'à venir, d'abord avec une timidité qui s'explique, puis avec une audace tranquille qui étonne, assister de plus près au déroulement du drame, en filles d'Eve qu'elles étaient, payant parfois d'une blessure ou de leur vie leur curiosité. Graves et calmes dans le péril, elles devenaient rieuses et fières du succès quand il était obtenu.

Dans les postes, on leur construisait soit de petites cases isolées, soit des chambres minuscules aux pignons des baraques; un lit de camp en bambou y tenait presque toute la place, comme dans les *caï nha* (cases) des *nha-qué* (paysans indigènes). Elles vaquaient aux soins du ménage, faisaient la cuisine pour tous, même pour les célibataires, dont elles recevaient une légère rétribution; toujours remplies d'entrain et de gaieté, ayant des mots et des réparties spirituels, vifs ou drôles; montrant dans des fusées de rires, entre leurs lèvres rouges, la double rangée de laque noire de leurs dents luisantes et saines, au bas d'une face ronde de pleine lune, coiffée de bandeaux plats à la vierge, qui formaient contraste avec le plissement égrillard de leurs petits yeux bridés; décentes pourtant dans leur maintien, dans leur allure, montrant sans embarras, en été, leurs épaules, leur dos et leurs jambes nus, mais les seins toujours voilés avec une pudeur presque ombrageuse. Jamais de scandales, d'intrigues amoureuses avec d'autres *linh*. De loin en loin, seulement, une dispute entre elles, où leurs voix atteignaient des tons d'une invraisemblable hauteur, ou bien, exceptionnellement, quelques cris trempés de larmes, quelques gémissements s'achevant en sanglots, quand un mari, dans le huis-clos du « home », croyait devoir appuyer d'arguments frappants son autorité un instant discutée ou méconnaue. Au résumé, respectueuses, obéissantes, disciplinées comme les hommes, aussi faciles à conduire qu'eux.

* * *

Voilà sous quel aspect on pouvait voir à leur naissance les troupes indigènes du Tonkin et de l'Annam. Il plaira peut-être à ceux qui les ont connues telles, de voir revivre dans ces quelques lignes une physionomie qui s'est déjà quelque peu modifiée quant aux apparences, mais qui heureusement n'est pas près de disparaître et promet de conserver encore longtemps son caractère, au moins dans ses grandes lignes et dans ses traits les plus originaux.

CHALVAN.

ASIE FRANÇAISE

Résultats financiers des budgets indo-chinois au 31 décembre 1904. — Le gouverneur général de l'Indo-Chine vient de faire connaître les résultats financiers de l'exercice 1904 acquis au 31 décembre dernier.

A cette date, les recettes réalisées pour le compte du budget général atteignaient le chiffre de 29.925.000 piastres, et les dépenses effectuées celui de 26.730.000 piastres.

Les recettes étaient donc supérieures aux dépenses de 3.195.000 piastres.

M. Beau ajoute que les recettes restant à réaliser, du 1^{er} janvier au 30 juin 1905 (au titre de l'exercice 1904) s'élèveraient probablement à 700.000 piastres, alors que les dépenses à ordonner pendant cette période, au titre du même exercice, ne seraient pas inférieures à 4.000.000 de piastres.

L'excédent à payer serait donc de 3.300.000 piastres, et dans ces conditions le budget général de l'Indo-Chine pour 1904 se solderait, d'après les calculs de M. le gouverneur général, par un déficit qui n'excéderait pas 105.000 piastres.

Par contre, et toujours d'après les indications de M. Beau, les différents budgets locaux indo-chinois se solderaient, en clôture d'exercice, par des excédents de recettes qui atteindraient probablement 125.000 piastres pour la Cochinchine, 187.000 pour le Cambodge, 750.000 pour le Tonkin, 215.000 pour l'Annam et 24.000 pour le Laos.

Les colons et la justice à l'égard des indigènes. — Nous avons déjà signalé dans notre Bulletin de février dernier, sous le titre *La loi de Lynch au Tonkin*, quel esprit animait les colons en ce qui concerne la justice à rendre aux indigènes. Depuis ce moment, cet esprit a de nouveau eu l'occasion de s'affirmer, à la suite, il faut le reconnaître d'ailleurs, d'attentats répétés d'indigènes contre les colons. On se plaint beaucoup de l'insécurité, et le 16 décembre, la Chambre d'agriculture du Tonkin, réunie d'urgence, a adressé au résident supérieur une lettre se plaignant de ce qu'un nouvel assassinat fût commis sur la personne du gérant d'une exploitation agricole. En outre, l'affaire de M. Layrisse, assassiné il y a quelque temps, semble avoir été classée. Les assassins présumés, qui avaient déjà été arrêtés, ont été acquittés et remis en liberté.

Mais s'il est tout naturel que les colons s'inquiètent d'une situation qui est sans doute due beaucoup moins à la mollesse de la répression de ce cas particulier qu'à l'insuffisance très ancienne déjà de notre politique indigène en Indo-Chine, il est très fâcheux de voir de quelle manière la presse indo-chinoise continue à s'occuper de la question. Voici une citation d'un journal tonkinois qui donnera une idée de cet esprit :

L'acquiescement et la remise en liberté immédiate des

assassins de l'infortuné Layrisse, ont frappé de stupeur les habitants de notre ville, qui n'avaient jamais eu l'idée de mettre en doute un seul instant la condamnation de ces indigènes à la peine capitale, ou tout au moins aux travaux forcés à perpétuité. L'acquiescement des misérables a été accueilli par un cri d'indignation générale, et les commentaires vont leur train sur les suites néfastes qu'entraînera, à sa suite, l'explicable indulgence des magistrats et des jurés chargés, en cette triste circonstance, de faire respecter le nom européen. Les preuves étaient plus que suffisantes pour condamner sans pitié les trois bandits qui, incontestablement, avaient fait le coup, et nous ne félicitons pas les jurés de la faiblesse insigne dont ils ont fait preuve en rendant, contre toute logique, un verdict de non-culpabilité. Tous les Européens, magistrats ou jurés, qui ont si inconsidérément donné la clef des champs à ce trio d'assassins, ne voient-ils donc pas derrière eux la tourbe innombrable des escarpes et des bandits indigènes qui n'attendaient qu'un geste, tant soit peu énergique, pour rentrer dans l'ombre et qui, rassurés par cet acquiescement fantastique, ne se gêneront plus à l'avenir, au prix où est cotée la vie d'un Français, pour reprendre ouvertement la série de leurs sanglants exploits.

Nos juges n'ont même pas la fermeté des magistrats chinois qui insistent, depuis de longs mois, près des consuls européens pour obtenir la mise à mort d'un matelot russe, qui a tué, dans un moment d'ivresse, un simple couli, et qui reviennent obstinément à la charge, malgré la fin de non-recevoir qu'on leur a jusqu'à présent opposée.

Allons, il n'y a plus de justice en Indo-Chine; la crainte salutaire que nous avons jusqu'à ce jour inspirée aux indigènes ira s'émiettant de jour en jour, et la ridicule application du code Napoléon à des bandits qui méritent tout au plus la mort sous le bâton, achèvera de ruiner notre prestige et notre autorité.

Il y a des moments où l'on se sent fier d'être Français!

Les plaintes provoquées par l'insécurité des colons ont abouti à l'élaboration d'un projet de réforme de l'organisation judiciaire. Ce projet nous paraît aller à l'encontre de ce qui devrait être en Indo-Chine, puisqu'il tend à assimiler complètement l'organisation judiciaire de ce pays à celle de la métropole. Les cours d'assises existant actuellement dans la colonie, et qui ont prononcé les acquiescements dont on se plaint, sont composées de quatre Français délibérant en présence de trois magistrats de carrière. On demande aujourd'hui qu'il y ait douze jurés en Indo-Chine comme en France, en alléguant qu'il n'est plus difficile, en présence de l'augmentation de la population européenne, de trouver autant de jurés dans la colonie qu'on le voudra. En faisant cette réforme, on a surtout le désir d'obtenir des tribunaux impitoyables, ce qui est assez prouvé par le langage tenu par certains journaux, et en particulier par le *Courrier d'Haïphong* qui écrivait : « Avec un jury de douze membres, les assassins de Layrisse n'eussent pas échappé au châtimeut; ils eussent payé de leur tête la vie de notre compatriote; les présomptions étaient telles qu'elles étaient des preuves. Les jurés délibérant à part, sans avoir besoin des conseils trop... éclairés des magistrats, eussent, comme le public dont ils sont l'émanation, prononcé la culpabilité sur tous les points et sans admission de circonstances atténuantes. » Dans

un autre article consacré à la même question, ce journal disait encore :

Et dans un pays comme celui-ci où la plupart du temps les certitudes morales et les présomptions sont les seules preuves que l'on puisse rapporter, un pareil système est dangereux et déplorable. Nous en avons vu les très tristes effets par l'acquiescement des bandits qui ont assassiné Layrisse.

Le jury lui, n'a pas à s'embarrasser de procédure, d'axiomes de droit. Il juge uniquement d'après sa conscience, et ce qu'il croit être la vérité. Il a le droit de dire non coupable en face d'un crime certain, mais aussi le droit de déclarer coupable sans preuves, du moment où, en son âme et conscience, il croit à la culpabilité.

Un jury n'aurait pas laissé les assassins d'un Français échapper au juste châtimeut.

C'est pourquoi, si d'autres oublient de réclamer et négligent d'obtenir la constitution, sur une terre française, de tribunaux réguliers, nous ne nous lasserons pas de la demander, et il faudra bien qu'on nous la donne. Nous ferons, s'il est utile, une pétition aux Chambres.

Mais nous nous étonnons que le premier, et avant tous, le procureur général, qui a donné des gages de sa libéralité, n'ait pas demandé au pouvoir central l'installation d'une justice régulière.

Il est en somme regrettable que les organes de la colonie européenne au Tonkin laissent voir aussi clairement que la justice doit être soumise aux mouvements de l'opinion publique. A notre sens, il semble qu'au lieu d'organiser un jury quelconque, il eût été bien préférable de ne pas porter atteinte à l'organisation indigène de la magistrature, et de se servir de cette organisation pour obtenir toutes les répressions qui auraient été nécessaires, en connaissance des mœurs et des lois du pays.

La question monétaire en Indo-Chine. —

Au cours de la discussion du budget des colonies au Sénat, M. Fougère a rappelé qu'à la Chambre un député avait insisté sur l'intérêt qu'il y aurait à stabiliser la monnaie indo-chinoise, et l'honorable sénateur s'est prononcé pour l'ajournement de la question jusqu'au jour où le gouvernement chinois prendra également une décision sur ce point. Ce jour-là, le moment sera venu d'agir, et d'agir d'accord avec lui. Résoudre le problème avant, serait, d'après l'honorable sénateur, s'exposer à de graves dangers.

Il est probable que la question, cependant, sera solutionnée en Indo-Chine avant de l'être en Chine, où le système monétaire est des plus divers suivant que de la côte on s'avance dans l'intérieur de ce pays; mais il faut reconnaître que la question est très difficile, très controversée et que la Commission interministérielle, instituée en 1903 pour l'étudier, n'a pas cru elle-même pouvoir la trancher. Elle s'est bornée à admettre la possibilité de la réforme pour une époque indéterminée et à recommander l'adoption de diverses mesures destinées à en préparer la réalisation et à tempérer les inconvénients du système actuel. Ces mesures nous les avons signalées quand elles ont été prises et dans notre

dernier numéro nous mentionnions encore l'une d'elles. On a, on s'en souvient, commencé par éliminer de la circulation la piastre mexicaine. Par deux décrets du 3 juin 1903, l'introduction en Indo-Chine de monnaies d'argent étrangères a été prohibée et, d'autre part, les droits à la sortie sur les monnaies d'argent étrangères ont été supprimées. Ces mesures ont amené la sortie d'une

quantité déjà assez imposante de piastres mexicaines, comme l'indiquent les deux tableaux que nous empruntons à une conférence très documentée et très précise que M. Charles Depincé a faite tout récemment sur ce sujet à l'École coloniale :

On voit que l'importation a été légèrement supérieure à l'exportation et que ce que la circulation perdait en piastres mexicaines, elle le regagnait amplement en piastres françaises ou de commerce. On évalue à 80 millions environ le nombre de piastres nécessaires pour satisfaire aux besoins de la circulation, à 55 millions celui des piastres françaises qui doivent se trouver actuellement dans la Colonie, et par suite, à 20 ou 25 millions celui des piastres nouvelles à frapper et à introduire en Indo-Chine. Voilà la grande opération d'assainissement qui a été entreprise, et, de quelle façon elle s'opère, ce n'est que quand elle sera à peu près achevée qu'on pourra songer à la stabilisation de la piastre.

Importations de piastres

MOIS	Piastres françaises ou de commerce provenant de France	Piastres françaises ou de commerce provenant d'ailleurs que de France	Piastres mexicaines
Juin 1903.....		69.180 \$	990 \$
Juillet.....	760.000 \$	28.080	
Août.....	250.006	291.250	
Septembre.....	1.532.000	16.563	29.940
Octobre.....	754.000	81.126	
Novembre.....	1.200.000	39.395	
Décembre.....	1.976.000	58.725	11.420
Janvier 1904.....	1.222.000	6.474	32.672
Février.....		11.035	7.907
Mars.....	942.000		
Avril.....	1.126.000		75
Mai.....		2.800	
Juin.....		46.520	
Juillet.....	100.000	41.323	16.829
Août.....		10.990	12.239
Septembre.....		5.219	1.138
Octobre.....		14.272	919
Novembre.....		1.818 14	165
Décembre.....		1.005	40
TOTAUX.....	9.862.006	725.715 14	114.334
TOTAL DE L'IMPORTATION DES \$ FRANÇAISES OU DE COMMERCE.	10.587.721 \$ 14		
TOTAL GÉNÉRAL...	10.702.055 \$ 14		

Exportations de piastres

MOIS	Piastres françaises ou de commerce	Piastres mexicaines
Juin 1903.....	61.100 \$	1.247 \$
Juillet.....	1.000	126.300
Août.....	160.000	1.541.560
Septembre.....		1.775.680
Octobre.....	500	633.543
Novembre.....	4.900	694.814
Décembre.....		801.960
Janvier 1904.....		402.205
Février.....		55.641
Mars.....	1.353.852 60	53.935
Avril.....	4.200	50.320
Mai.....	1.000	171.370
Juin.....		98.600
Juillet.....	100.000	303.150
Août.....	22.000	327.488
Septembre.....	28.500	89.400
Octobre.....	245.098	180.495
Novembre.....	42.905	312.600
Décembre.....	418.900	522.785
TOTAUX.....	2.384.055 60	8.163.093
TOTAL GÉNÉRAL DES EXPORTATIONS.....	10.547.148 \$ 60	

Les exportations de riz en 1904. — Les exportations totales du riz (y compris le « paddy », les brisures et les farines) par le port de Saïgon ont atteint, en 1904, un chiffre « record » pour la Cochinchine : 875.675 tonnes.

Ainsi qu'on le verra par la comparaison décennale ci-après, seule l'année 1902 avait approché un total aussi considérable :

Années.	Exportations totales.
—	Tonnes.
1895.....	555.833
1896.....	431.277
1897.....	535.549
1898.....	624.622
1899.....	678.248
1900.....	608.998
1901.....	645.589
1902.....	823.630
1903.....	589.233
1904.....	875.675

D'après la statistique dressée par la Chambre de Commerce de Saïgon, les exportations des deux dernières années ont été distribuées comme suit :

Pays de destination	1903	1904
	Tonnes.	Tonnes.
France.....	87.665	232.180
Colonies françaises.....	2.167	19.612
Ports d'Europe.....	2.119	48.131
Port-Saïd, à ordres.....	"	20.968
Indes néerlandaises.....	15.095	41.413
Singapour.....	2.151	10.298
Philippines.....	203.217	176.108
Hong-kong.....	197.433	245.222
Ports chinois.....	"	4.731
Annam et Tonkin.....	471	63
Inde.....	"	19
Japon.....	74.398	74.846
Divers.....	4.517	2.084
Totaux.....	589.233	875.675

L'augmentation, en 1904, se chiffre par 286.442

tonnes. C'est l'Europe qui a absorbé la plus grosse partie de l'excédent : 211.495 tonnes; viennent ensuite les Indes néerlandaises et Hong-kong. Les expéditions ne présentent de diminution relativement importante que dans la direction des îles Philippines.

La gabelle. — Les inconvénients de la gabelle sur lesquels nous avons déjà insisté sont très vivement mis en relief en ce moment dans la presse indo-chinoise. Il existe, paraît-il, en Annam, des régions où la population ne peut acheter tout le sel nécessaire à sa consommation. Les indigènes sont parfois obligés d'attendre des journées entières pour obtenir la ration qu'on consent à leur accorder. Pour éviter les trop longues attentes, les indigènes achètent à des prix élevés du sel aux employés de l'administration du monopole qui, eux, sont servis les premiers. On prétend qu'il se produit d'autres faits extraordinaires, mais nous ne voulons retenir que ce fait qu'on vient d'ajouter une nouvelle taxe sur le sel, en établissant des licences de débitants de sel. On a imposé des licences de 2, 5, 10 et 40 piastres à ceux qui veulent débiter cette denrée, et ces intermédiaires nouveaux prélèvent un bénéfice.

Le régime du sel tel qu'il fonctionne en Indo-Chine a tué une industrie et lèse le consommateur, qu'il soit indigène ou européen. Voici en effet une lettre que nous trouvons dans l'*Avenir du Tonkin* et qui a été écrite par un agent du monopole en réponse à une demande de sel.

Monsieur,

En réponse à votre mot de ce jour, j'ai l'honneur de vous informer qu'il nous est absolument interdit de délivrer, sur les salines, quelque quantité de sel que ce soit, si petite soit-elle, à tout acheteur non muni d'un livret de saunier. Les ventes à ces acheteurs sont elles-mêmes très limitées. D'autre part il ne m'est possible de vous délivrer qu'une quantité de 5 kilos, au prix de dix-neuf cents les 5 kilos, la douane ayant créé des licences pour la vente du sel, lesquelles licences ne sont délivrées qu'aux véritables marchands, c'est-à-dire à ceux qui ont été reconnus par nous comme se livrant continuellement au commerce de cette denrée. Il nous est, comme vous le voyez, absolument impossible de vous donner satisfaction, sans léser les intérêts de quelqu'un. Je crois donc que le mieux que vous ayez à faire, si vous avez besoin de sel, est de vous adresser aux revendeurs munis de licence qui n'ont droit eux-mêmes, en les circonstances actuelles, qu'à 25 kilos, par jour.

Veillez... etc.

On voit par cette lettre même combien il est difficile de se procurer du sel et combien une organisation comme celle-là peut nous desservir dans l'esprit des indigènes auxquels un pareil régime apporte une gêne qu'ils ne connaissent pas, il s'en faut. On cite même une région montagneuse où le sel se vend à des prix inabornables pour la population qui n'est pas riche et où on sale le riz avec de la cendre de bambou femelle. Il est nécessaire que le régime du sel soit de nouveau examiné de très près et adouci

dans les régions où il a des conséquences si rigoureuses.

La commission des antiquités du Tonkin.

— Sur la proposition du directeur de l'École française d'Extrême-Orient, et l'avis conforme du secrétaire général de l'Indo-Chine, sont nommés membres de la commission des antiquités du Tonkin, pour une période de trois ans : MM. Babonneaux, sous-ingénieur des Travaux publics; Bouchet, commis des services civils, chargé des cours d'annamite et de chinois; Destenay, administrateur des services civils, chef du service administratif au secrétariat général; Friquegnon, lieutenant-colonel d'infanterie coloniale, chef du service géographique; Grossin, commandant de la compagnie de gendarmerie de l'Indo-Chine; Cl. Madrolle, attaché au cabinet du gouverneur général; Nguyen-Khac-Vi, tong-doc, membre suppléant du Conseil supérieur de l'Indo-Chine; Vildieu, architecte, chef du service central d'architecture; les membres de l'école française d'Extrême-Orient.

M. Destenay remplira les fonctions de vice-président de la commission.

Cet arrêté a été rendu nécessaire parce que les pouvoirs des membres nommés en octobre 1901 étaient arrivés à leur terme. La commission a pour objet d'inventorier les monuments ou objets ayant un intérêt historique ou artistique, de surveiller les travaux pouvant mettre au jour des antiquités, de signaler les découvertes, de contribuer enfin, par tous les moyens en son pouvoir, à la connaissance de l'histoire, de l'archéologie et de l'ethnographie du Tonkin.

Diverses raisons ont fait que, jusqu'ici, cette « Compagnie » n'a pu produire les résultats qu'en attendaient ses fondateurs. Rien n'ayant été fait à l'époque où elle fut créée pour dresser l'inventaire et assurer la conservation des monuments de l'Indo-Chine, il fallut d'abord aller au plus pressé, c'est-à-dire, laissant de côté le Tonkin proprement dit, reconnaître et étudier les plus précieux et les plus compromis des monuments indo-chinois, ceux du Cambodge et du Champa. C'est aujourd'hui chose faite. Le catalogue des monuments chams et cambodgiens, classés comme monuments historiques, peut être considéré comme terminé, et tous les vestiges notables de ces deux antiques civilisations sont placés désormais sous la sauvegarde des dispositions de l'arrêté du 19 mars 1900. Il en est de même pour un certain nombre de monuments laotiens.

M. Beau a jugé le moment venu d'étendre au Tonkin l'étude archéologique et épigraphique menée à bonne fin au Champa et au Cambodge et sérieusement engagée au Laos. Il était d'ailleurs d'autant plus nécessaire de se mettre sans tarder à cette besogne que, chaque jour, l'on voit des monuments intéressants pour l'histoire de l'Annam et de son art s'abîmer ou disparaître par suite de l'incurie ou de l'ignorance plus encore que sous les coups du vandalisme.

Quant à l'épigraphie annamite, elle est tout

entière à créer; les inscriptions sont, en outre, extrêmement nombreuses. Les Annamites ont eu, en effet, depuis l'antiquité, l'habitude de commémorer tous les événements importants de leur histoire nationale ou locale, et en particulier toutes leurs fondations d'édifices, par l'érection d'une stèle inscrite. Le dépouillement systématique de ces inscriptions ajoutera, sans nul doute, des données précieuses à celles que fournissent sur l'histoire annamite les maigres annales officielles.

La moisson ne peut manquer d'être abondante et, assurée qu'elle est de la bonne volonté des chefs de province et des autorités indigènes, jointe au concours qui lui est d'ores et déjà assuré des officiers du service géographique, la commission des antiquités du Tonkin fera une fructueuse et intéressante besogne.

SIAM

Le budget. — L'excellent *Bulletin économique de l'Indo-Chine* pour le mois de janvier dernier nous donne un résumé du budget siamois pour l'exercice 1904-1905. Les recettes sont fixées à 45.500.000 ticaux, soit, en comptant le tical à 1 fr. 40, à 66.500.000 francs. Les dépenses à 47.251.300 ticaux, laissant un excédent de recettes de 258.700 ticaux. Le budget siamois est en très grosse et très rapide augmentation puisque en 1902-1903 les recettes étaient seulement de 39.152.134 ticaux et les dépenses de 39.028.040 ticaux.

Comme toujours, les principales recettes du Siam sont les diverses fermes, surtout des jeux, dont la production est en très grosse augmentation cette année, parce que, nous assure-t-on, les adjudicataires ont escompté que l'excellente récolte du riz permettra aux Siamois de se livrer plus encore qu'à l'ordinaire à leur passion dominante. La ferme des jeux doit rapporter 7.533.269 ticaux contre 5.757.383 en 1903-04. La ferme de la loterie passe de 2.136.225 ticaux en 1903-04 à 2.420.411 en 1904-05. La ferme de l'alcool de 4.158.583 à 4.908.772. Au contraire, le rendement de la ferme de l'opium n'a guère augmenté puisqu'il a passé de 7.113.396 ticaux à 7.114.296.

En dehors des fermes, les principales augmentations portent sur les douanes, passant de 4.384.913 ticaux en 1903-04 à 5.405.340; les forêts, de 4.137.322 à 4.527.192; les mines, de 1.037.345 à 1.252.128. Il y a aussi une légère progression dans le rendement des chemins de fer qui a été en 1903-04 de 2.020.000 ticaux, et qui est estimé pour l'exercice courant à 2.175.000.

L'augmentation des droits de douane, qui est estimée à 23 % sur l'année précédente, est due principalement à l'espoir d'une forte exportation de riz, correspondant à l'excellente récolte du paddy de la saison dernière. Toutefois, il y a aussi un certain progrès sur les importations des marchandises générales dont le volume croît

singulièrement d'année en année. L'augmentation du produit des forêts découle de la probabilité d'une bonne saison de flottage. Les deux tiers de l'augmentation du rendement des chemins de fer sont dus au progrès du trafic sur la ligne de Korat. Ceci est une réponse aux hommes qui prétendent que le Laos est un pays sans valeur. Cette ligne politique, construite par les Siamois dans un pays très peu peuplé et difficile, répond non seulement au but politique qu'ils se proposaient en l'établissant, mais encore elle tend peu à peu à devenir un placement normal de l'argent public qui lui a été consacré.

L'examen des dépenses est également intéressant. Ce sont les dépenses militaires qui marquent les plus fortes augmentations. L'armée absorbera 6.187.198 ticaux en 1904-05 contre 3.741.030 en 1903-04; la marine, 3.710.730 ticaux contre 2.260.300. En outre, un crédit extraordinaire de 3.917.216 ticaux est prévu par des approvisionnements de réserves pour l'armée. Il y a sans doute là une preuve de plus de l'effort d'organisation militaire que le Siam poursuit jusque dans les régions les plus extérieures du royaume, et par conséquent jusque sur les bords du Mékong. Ajoutons que la gendarmerie provinciale, qui est en réalité, elle aussi, une armée commandée par les officiers danois, voit ses crédits augmenter de 2.560.000 ticaux à 2.800.000.

La police est aussi augmentée. Elle passe de 1.143.142 ticaux à 1.321.541. Les tribunaux passent de 1.216.480 ticaux à 1.477.290. Les irrigations absorberont pendant l'exercice courant 563.355 ticaux contre 39.240 seulement pendant l'exercice écoulé. Le cadastre se poursuit et doit absorber 951.136 ticaux contre 900.100. Si le crédit de 4.500.000 ticaux consacré en 1903-1904 à la construction des chemins de fer est supprimé, il est remplacé par une dépense extraordinaire de 6.003.000 ticaux, imputée au fonds de réserve, comme celle qui est consacrée aux approvisionnements des réserves pour l'armée.

Les progrès de toutes ces dépenses nous montrent que le Siam poursuit patiemment son organisation en tant qu'État centralisé et tendances modernes. Il le fait d'abord dans le domaine qui doit nous frapper le plus. Nous venons de signaler l'augmentation de ses crédits militaires et les dépenses extraordinaires qu'il consacre aux approvisionnements de réserve. Il ne faut pas oublier que dès 1902-1903 une somme de 3.340.991 ticaux avait été prise au fonds de réserve pour être dépensée en approvisionnements militaires. Cette année, le gouvernement siamois consacre une grande partie de l'augmentation des crédits pour l'armée à la création de deux nouveaux régiments.

Une autre augmentation de dépenses très intéressante est celle des chemins de fer qui tendent à rapprocher de plus en plus Bangkok de toute la périphérie du royaume. Il y a là une tendance très naturelle, mais qui doit être surveillée de près par nous: si nous voulons exercer sur la rive

droite du Mékong l'influence à laquelle nous prétendons, nous ne devons pas tarder à faire aboutir les projets de chemins de fer qui seront construits en exécution du dernier accord franco-siamois et dont le gouvernement général de l'Indo-Chine se préoccupe à l'heure actuelle.

Il est très intéressant de s'arrêter à l'augmentation considérable (524.116 ticaux) des crédits consacrés aux irrigations. On sait que ce sont là les dépenses les plus immédiatement productives et utiles à la population que l'on puisse faire dans ces pays d'Extrême-Orient. Le service des irrigations a été régulièrement et définitivement constitué au Siam avec un personnel de sept ingénieurs spécialistes européens. Le programme adopté comporte pendant cinq années une dépense annuelle de 600.000 ticaux. Sans doute une forte partie de ce crédit sera consacrée à la réfection ou à l'amélioration d'ouvrages existants, tels que digues, canaux, écluses, mais il y a aussi un vaste plan d'irrigation qui devra encore être étudié pendant trois ou quatre ans et qui commencera à être exécuté aussitôt que les travaux actuels auront été achevés.

Il peut être intéressant, en terminant, de donner la série des budgets des recettes du Siam depuis dix ans :

	Ticaux
1893-1894	17.389.672
1894-1895	17.334.369
1895-1896	18.074.690
1896-1897	20.644.500
1897-1898	24.808.001
1898-1899	28.496.029
1899-1900	29.920.365
1900-1901	35.611.306
1901-1902	36.157.963
1902-1903	39.152.124
1903-1904 (approximativement)...	43.283.000
1904-1905 (estimation).....	45.590.000

L'emprunt siamois. — Non seulement le Siam trouve dans son budget en développement constant les moyens de s'organiser et de se mettre en valeur, mais encore il a estimé qu'il était arrivé au point où il pouvait sans inconvénient se créer une dette étrangère. Il vient d'émettre sur les marchés de Paris et de Londres un emprunt de 25 millions de francs à 4 1/2 %, remboursable en 40 ans par des tirages qui commenceront en 1911, avec faculté pour le gouvernement siamois de racheter au pair et au moment qu'il voudra à partir du 1^{er} septembre 1915, sur trois mois de préavis. Une moitié de cet emprunt, qui a été largement couvert, a été émise par la Hongkong and Shanghai Banking Corporation, et l'autre moitié par la Banque de l'Indo-Chine. Au moment de l'émission, on a fait observer qu'il s'agissait pour le gouvernement siamois d'étendre des travaux utiles, par exemple le réseau de chemins de fer dont il a déjà construit, pour ses recettes annuelles, plus de 460 kilomètres. On voit que le « nerf » financier du progrès est loin de manquer au Siam.

CHINE

La mort de Mgr Favier. — Mgr Favier, vicaire apostolique de Pékin, est mort dans cette ville à l'âge de soixante-huit ans. Il était depuis quarante-trois ans dans le pays, où il avait été envoyé presque aussitôt après son entrée dans l'ordre des Lazaristes, au lendemain de son ordination.

Mgr Favier était une des personnes les plus influentes de la colonie étrangère de Pékin. Bien peu parmi les Européens connaissaient aussi bien que lui la langue chinoise et tous les ressorts de la société à laquelle il était mêlé depuis si longtemps. Alors que tout le monde doutait, à la fin de 1899 et dans les premiers mois de 1900, du sérieux de l'insurrection des Boxeurs qui se développait dans la Chang-toung et dans le Pe-tchili méridional, Mgr Favier n'hésita jamais à prédire la gravité des événements dont il allait faillir être lui-même victime. On n'a pas oublié en effet comment il fut assiégé dans le Pé-tang avec trois mille chrétiens, n'ayant guère d'autres armes que celles de la poignée de marins français et autrichiens, qui, sous les ordres de l'enseigne de vaisseau Henry tué pendant ce siège, repoussa toutes les attaques des Boxeurs et des troupes chinoises qui s'étaient alliées à eux.

Après cette crise, Mgr Favier réussit à relever ses chrétientés ruinées. Il construisit même dans la rue des Légations une grande église catholique. Il avait ses dispensaires, ses hôpitaux, et exerçait un pouvoir presque souverain sur le quartier du Nord de la ville où la population catholique est concentrée.

C'est chez lui que les Français de passage, toujours sûrs de trouver un accueil plein d'entrain et de bonne grâce, allaient se renseigner sur le pays, et il n'est pas d'endroit à Pékin où l'on trouvait à la fois des informations plus sûres et des anecdotes plus savoureuses. Si parfois Mgr Favier se trouva, en raison des intérêts particuliers des chrétientés, qu'il représentait, embarrasser quelque peu notre diplomatie, il lui a rendu un nombre beaucoup plus grand de services. Il avait conservé, comme l'immense majorité des missionnaires, en dépit et peut-être en raison même de leur long séjour à l'étranger, un amour profond pour la patrie où il avait passé les plus belles années de sa jeunesse. Il se souvenait même avec un enthousiasme tout particulier de la petite patrie dans la grande, et il était impossible d'aller une seule fois au Pé-tang sans savoir, par les déclarations de l'évêque, qu'il était originaire de Bourgogne. Mgr Favier était en effet né dans le département de la Côte-d'Or.

C'est son coadjuteur, Mgr Jarlin, qui lui succède comme évêque de Pékin. Il est né à Cette, en 1855; il a partagé toutes les épreuves de son évêque à l'époque du siège des légations, et a été décoré pour sa belle conduite pendant cette période troublée.

L'action japonaise. — Les Japonais semblent avoir trouvé un nouveau moyen d'exercer leur

action en Chine. Il y a environ deux ans un décret impérial avait été pris confisquant une partie des biens des bonzeries et autres monastères pour consacrer cette mainmorte à la fondation et à l'entretien d'écoles enseignant les sciences occidentales. Pour échapper à cette confiscation partielle, un nombre grandissant de bonzeries s'affilient aux missions japonaises. Leurs biens passent ainsi nominalement en la possession de sujets japonais qui ne seront sans doute pas disposés, une fois le péril passé pour les moines, à les restituer à leurs anciens propriétaires.

Le gouvernement chinois cherche à s'opposer à cette tactique en déclarant qu'on ne saurait assimiler les missions japonaises aux missions européennes venues pour propager dans le Céleste Empire des doctrines entièrement nouvelles, tandis que la religion professée par les missionnaires japonais est en réalité celle des communautés bouddhiques indigènes. Mais les subtilités théologiques permettront sans doute aux Japonais de s'en tirer, et à l'heure actuelle on constate que les taoïstes chinois recherchent les liens qui pourraient les unir aux shintoïstes japonais pour s'assurer ainsi la protection japonaise.

Les mandarins commencent à s'émouvoir de cet état de choses, et il en résulte une hostilité contre les moines des différentes confessions religieuses.

JAPON

Les relations avec l'Empire britannique. — On continue à se préoccuper vivement en Angleterre du renouvellement de l'alliance japonaise qui vient à échéance dans deux ans, et au Japon on fait volontiers des avances aux Anglais pour qu'ils renouvellent ce contrat et en étendent la portée. Dans un discours qu'il a récemment prononcé au Liberal Union Club, M. Chamberlain a beaucoup insisté sur la nécessité de ce renouvellement de l'alliance japonaise. Quant au *Times* prenant texte de ce discours, il a fait un article le 13 avril, demandant une fois de plus que l'on cherche dans l'alliance japonaise un moyen d'assurer le maintien du *statu quo*, non seulement dans l'Asie orientale, mais encore dans l'Asie centrale. Le *Times* répétait à ce propos, à l'usage de la Russie, le conseil qu'il donne toujours aux nations avec lesquelles l'Angleterre a des difficultés : celui de s'occuper de leurs affaires intérieures ou des intérêts qu'elles peuvent avoir sur leurs frontières européennes. C'est ce que l'on nous disait à l'époque où notre expansion africaine nous mettait en délicatesse avec l'Angleterre; c'est maintenant le conseil que les Anglais donnent, sur un ton d'ailleurs fort peu agréable, à la Russie.

Il est à remarquer que si le gouvernement central de l'Empire britannique fait des avances au Japon, les colonies anglaises continuent à poursuivre à l'égard des Japonais, aussi bien qu'à

l'égard des autres Asiatiques, la politique d'exclusion qu'elles ont depuis longtemps adoptée. L'Australie n'a en rien modifié ses lois d'exclusion pour favoriser la politique japonaise du gouvernement de Londres. Quant au gouvernement de la Colombie Britannique, il a voté le 8 avril un projet de loi restreignant l'immigration des Japonais et interdisant leur emploi sur les travaux publics à l'intérieur de la province. Le consul général japonais à Ottawa va demander, nous assure-t-on, au gouverneur général du Canada, de refuser de sanctionner la loi, mais il est difficile de croire qu'il empêchera la Colombie Britannique d'exécuter à cet égard ses volontés, car dans aucun pays de l'Empire la population ouvrière blanche n'est disposée à accepter la concurrence asiatique, même pour favoriser les fins les plus grandioses de la politique impériale.

ASIE RUSSE

Le Transsibérien. — Un groupe d'ingénieurs des chemins de fer doit partir incessamment pour la Sibérie. Les plus grands travaux à faire sont ceux déjà désignés de la Sibérie centrale. La ligne entre Krasnoïarsk et Irkoutsk, par exemple, font des courbes dont la hardiesse a causé plus d'un déraillement. Entre Zuna et Talchet dans un des mois du printemps 1904, on avait constaté un accident tous les deux jours.

En outre, la direction du Transsibérien a reconnu que certaines stations étaient trop éloignées les unes des autres et elle a décidé que des stations de quatrième classe et des haltes nouvelles seraient créées sur le Transsibérien.

Une nouvelle voie de pénétration en Asie. — Le *Messenger des Finances* et le *Journal de Saint-Petersbourg* donnent de très importants renseignements sur les nouveaux chemins de fer des monts Ourals qui rendront bientôt plus courts et plus faciles les voyages en Sibérie.

On vient, nous disent-ils, de reprendre énergiquement les travaux de constructions de la nouvelle ligne de Bogoslovsk qui a été entreprise aux frais de l'arrondissement minier du même nom, le plus riche de la région. Le *Bulletin de l'Asie française* avait publié en 1903 et 1904 des renseignements sur les projets déposés de lignes nouvelles à travers les monts Ourals.

Le *Journal de Saint-Petersbourg* annonce aujourd'hui que le mouvement des trains a été provisoirement ouvert en décembre dernier sur la voie nouvelle de Bogoslovsk, mais seulement pour le transport des compagnies d'ouvriers se dirigeant aux usines de l'Oural et pour les nombreux trains chargés de transporter le minerai nécessaire à la fabrication des rails commandés par l'administration du Transsibérien, ou d'amener sur les lignes les matériaux nécessaires à la construction de la ligne elle-même. On pense

qu'on peut affirmer aujourd'hui que, vers juin 1905, le service régulier sera inauguré.

Le chemin de fer de Bogoslovsk a incorporé le réseau ferré du nord-ouest de l'Oural, les usines de Bogoslovsk et la ville de Verkthotourié dans le réseau du chemin de fer de l'empire. Ayant diminué de 260 verstes (520 au lieu de 780) le parcours des marchandises arrivant du bassin de la Volga et de la Kama à destination de celui de l'Obi et de l'Irtyche, la nouvelle ligne ne desservira pas seulement les intérêts purement locaux, mais sera certainement une ligne d'intérêt général. La preuve en est déjà facile à donner; on pense que dès cette année, grâce à la nouvelle voie, plus de marchandises pourront entrer en Sibérie que l'an dernier, et que toujours, grâce à elle, les voies fluviales correspondantes, Ob, Tom, Iénisséi, etc., pourront servir même au transport des soldats.

En outre de la ligne principale, on a construit nombre d'embranchements tantôt à voie large, tantôt à voie étroite, qui sont intéressantes au plus haut point pour la vie économique de la région, mais qui n'ont point pour la Sibérie et les Sibériens l'importance incomparable de la ligne de Bogoslovsk.

TURQUIE

Les négociations franco-turques. — Le 13 avril, l'iradé réglant les difficultés dont quelques-unes étaient, depuis longtemps, pendantes entre le gouvernement ottoman et la France, a enfin été signé et remis à M. Constans, ambassadeur de la République à Constantinople. L'iradé accorde: 1° l'extension de la ligne de Damas à Hama jusqu'à Alep, avec une garantie kilométrique de 13.667 fr. On sait que cette ligne, construite par les Français comme tous les chemins de fer de Syrie, avait été établie sans garantie kilométrique;

2° Le paiement d'une indemnité de 3 millions et demi de francs pour le tort fait à la ligne française de Damas à El Mzerib par l'établissement de la première section de la ligne de Damas à la Mecque, qui lui est parallèle et qui tendra à lui enlever une partie du trafic du Hauran;

3° Le paiement de 1.600.000 francs à la Société des quais de Constantinople pour les arriérés dus pour les retards apportés à la remise des terrains;

4° L'affectation d'un tiers du montant de l'emprunt de 60 millions, soit 16 millions et demi de francs à des commandes en France. Il s'agit surtout de matériel naval, de matériel de campagne, harnachements, voitures Lefebvre, etc.

A propos de l'indemnité de la ligne de Damas à El Mzerib, signalons que le chemin de fer islamique que le Sultan veut construire de Damas à la Mecque, et dont la première section a motivé l'indemnité de la Compagnie française, est, à l'heure qu'il est, terminé jusqu'à Maan à une centaine de kilomètres au sud de la mer Morte.

De là, la ligne doit se diriger droit vers Médine. On assure qu'une difficulté s'est élevée entre la Turquie et le gouvernement égyptien, poussé par l'Angleterre, au sujet d'un embranchement que ce chemin de fer à la Mecque devait lancer vers Akaba, au fond du golfe du même nom qui borde le rivage oriental de la péninsule de Sinaï. Les Anglais, dont la politique active en Arabie est signalée par ailleurs, auraient déclaré que Akaba appartenant à l'Égypte, il ne saurait être question d'y faire parvenir un chemin de fer sans le consentement du khédive. Il s'agirait, au fond, de disputer indirectement au Sultan la route des Lieux Saints de l'Islam.

Une autre difficulté attendrait le chemin de fer de la Mecque à son extrémité méridionale. On annonce que le monde des chameliers et des caravaniers qui vivent actuellement du transport des pèlerins de Djeddah à la Mecque est décidé à s'opposer, par tous les moyens, à la pénétration du chemin de fer qui tuerait leur industrie en leur enlevant le trafic du pèlerinage.

ARABIE

L'insurrection de l'Yémen. — La situation continue à être extrêmement grave pour les Turcs dans l'Yémen. Si la garnison turque d'Hodeïda tient encore, les villes de Zamar, Yérim, Aneysa et Hadieh sont tombées entre les mains des insurgés, la forteresse d'Ibb est entourée. Rizza Pacha, commandant les troupes de secours, a réussi à entrer à Sanàà, mais ce n'est qu'après avoir perdu ses canons aussi bien qu'une grande partie de ses convois d'approvisionnement et de munitions. La situation de la ville assiégée est donc aussi mauvaise que jamais.

On a décidé, à Constantinople de faire un effort très sérieux pour en finir avec la révolte de l'Yémen qui inquiète d'autant plus le Sultan qu'elle pourrait, si elle s'étendait, compromettre sa domination sur les centres religieux de l'Islam. On aurait décidé d'envoyer une vingtaine de mille hommes recrutés dans les vilayets de Syrie, mais une partie de ces troupes déjà transportée à Hodeïda s'est mutinée. On assure que c'est là un résultat du mouvement national arabe qui s'est déclaré contre les Turcs. Les Syriens, se sentant Arabes comme les insurgés de l'Yémen, manifesteraient peu de zèle à les combattre sérieusement. On a levé un certain nombre de troupes albanaises qui ne présentent pas cet inconvénient, mais il semble que les Albanais répugnent fort à s'embarquer pour l'Arabie. La situation dans l'Yémen s'aggrave encore de ce fait que la famine continue à y sévir.

PERSE

Réformes militaires. — Le 21 mars, un décret impérial a été publié dans la *Gazette de Téhéran* ordonnant la réorganisation de l'armée

persane. D'après le nouveau projet, il y aura en Perse 12 divisions composées d'infanterie, d'artillerie et de cavalerie. Le 6 avril, la *Gazette* publiait des détails sur la composition de la première de ces divisions qui comprendra 9 bataillons d'infanterie, soit 7.700 hommes, 500 hommes d'artillerie et 2.900 cavaliers.

Il est difficile de savoir quel est le sérieux de ces réformes et sous l'inspiration de quelle influence, étrangère ou non, elles ont été décidées.

Désordres dans le Khorassan. — De graves désordres ont éclaté à Meched dans le Khorassan. Des commerçants russes ont été attaqués et pillés et les autorités persanes se sont montrées incapables de rétablir l'ordre. Les journaux anglais cherchent à établir un rapport entre ces événements et les défaites de Mandchourie, disant que les Russes sont menacés de l'hostilité de toutes les nations asiatiques qu'ils ont soumises ou qu'ils inquiètent. Il est difficile de ne pas trouver une pareille appréciation un peu aventurée, le Khorassan étant fort loin de la Mandchourie, et la mentalité des Persans n'ayant aucune relation avec celle des peuples de l'Asie orientale.

ASIE ANGLAISE

La situation financière de l'Inde. — Il résulte des renseignements qu'a récemment communiqués le ministère de l'Inde, à Londres, que pour l'exercice 1903-1904 le budget de l'empire anglo-indien s'est soldé par un excédent de recettes sur les dépenses de 2.996.400 livres sterling (env. 74.910.000 francs). Quant au budget de 1904-1905 dont les comptes ne sont pas encore arrêtés d'une manière définitive, il devait se solder, d'après les prévisions budgétaires, par un excédent de recettes de 918.700 livres sterling; il est probable que l'excédent réel atteindra 3.485.000 livres sterling, soit plus de 87 millions de francs. Parmi les principaux accroissements de recettes figurent — toujours pour l'exercice 1904-1905 — les chemins de fer, qui, grâce à un trafic considérable en blé, auront produit 2.381.500 livres sterling environ de plus que les prévisions budgétaires; la taxe de l'opium a rendu 1.088.900 livres sterling de plus que les prévisions; la taxe sur le sel, 218.400 livres sterling, etc. Au total les excédents de recettes ont atteint 4.550.500 livres sterling; d'où il faut déduire le total des accroissements de dépenses, soit 1.983.700 livres sterling pour retrouver le chiffre de 2.996.800 livres sterling qui représente, comme nous l'avons indiqué ci-dessus, l'excédent net des recettes sur les prévisions budgétaires.

Ces chiffres sont l'indice évident de la prospérité générale du pays. Cependant le dernier exercice a été attristé par une crise agricole qui, par suite du défaut de pluies, a sévi sur certaines parties des présidences de Bombay et de Madras, entraînant avec elle ses ruines habituelles.

Les troupes russes sur la frontière afghane.

— Il est à remarquer que les Anglais manifestent une nervosité constante au sujet des préparatifs russes dans l'Asie centrale, surtout depuis les débuts de la guerre russo-japonaise. Il semble que dans l'Inde on partage l'idée étrange émise dans certains journaux anglais que les Russes, contents de l'attitude des Anglais et désireux de brouiller les cartes pour s'éviter l'humiliation d'être battus par les seuls Japonais, méditeraient une attaque contre la frontière du Nord-Ouest. C'est ainsi que le *Times of India* a déclaré le 6 avril qu'il avait reçu l'information que des troupes russes avaient remplacé les troupes de l'émir de Boukhara sur tout le haut Amou-Daria en face du territoire afghan. En outre, 4.000 hommes auraient été détachés de la garnison de Merv pour être portés en renforts à Kouchk à peu de distance de Hérat. Quant à la garnison de Merv, elle aurait immédiatement reçu d'Orenbourg un nombre de soldats égal à celui qu'elle aurait envoyé en avant. Enfin, les Russes renforceraient leurs postes sur le Pamir. Ces nouvelles ont été démenties à Pétersbourg, mais elles étaient néanmoins intéressantes à signaler comme un symptôme de l'état d'esprit des Anglo-Indiens.

Il faut noter, en ce qui concerne la situation militaire des Russes dans l'Asie centrale, que, d'après une information de Saint-Pétersbourg, la ligne d'Orenbourg à Tachkent qui mettra directement le Turkestan en communication avec la Russie d'Europe, sera ouverte au trafic des voyageurs et des marchandises au milieu de juin.

Les exportations de riz de Birmanie.

— La Birmanie reste le premier des pays producteurs et exportateurs de riz. Elle a vendu, en 1904, 1.772.059 tonnes de cette céréale contre 1.497.984 en 1903.

Sur cette quantité, l'Europe a absorbé, en 1904, 640.453 tonnes, l'Inde 206.530, les Détroits et la Chine 866.666, l'Amérique 58.410.

La rubrique « Détroits et Chine » comprend le Japon où les ventes de riz de Birmanie ont beaucoup augmenté, sans doute en raison des nécessités de la guerre. La publication officielle japonaise les *Monthly returns of the foreign trade of Japan* constate en effet que l'Inde anglaise, c'est-à-dire en réalité la Birmanie, a vendu 479.992 tonnes de riz au Japon en 1904.

NOMINATIONS OFFICIELLES

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

L'exequatur a été accordé à MM. :
 Paul-François Gueydon, *consul général* de Monaco à Marseille;
 Charles Bénard, *consul* de Monaco à Bordeaux;
 Félix Adam, *vice-consul* de Suède et de Norvège à Boulogne-sur-Mer;
 Justin Farges, *vice-consul* d'Espagne à Carcassonne;
 Antoine Guinet, *vice-consul* du Chili à Lyon.

MINISTÈRE DE LA GUERRE

Troupes métropolitaines.

INFANTERIE

Indo-Chine. — M. le *lieut.-col.* Lannegrâce est désig. pour command. le rég. de marche étranger de l'Indo-Chine.

Troupes coloniales.

INFANTERIE

Chine. — MM. les *capit.* Tron de Bouchony et Roussel; le *lieut.* Theurey et le *sous-lieut.* Bonfait sont désig. pour le 16^e rég.;

M. le *capit.* Chautard est placé à l'état-maj. du corps d'occupation.

Indo-Chine. — M. le *colonel* Simonin est mis à la disposition du général command. supérieur.

Cochinchine. — Sont désig. pour servir en Cochinchine : MM. les *capit.* Valdenaire et Robin et les *lieut.* Talin d'Eyzac, Lion, Guex et Vaslet de Fontaubert;

MM. le *lieut.-col.* Tétart; le *capit.* Berger et les *lieut.* Haran et de Héricourt sont affectés au 11^e rég.;

MM. le *chef de bat.* Beaudouin et le *lieut.* Chastellier sont placés au 12^e rég.;

MM. les *chefs de bat.* Cazeaux et Collin; les *capit.* Géré et Malafosse et les *lieut.* Domenger et Montagne sont affectés au 1^{er} annamites;

MM. le *capit.* Pereyre et les *lieut.* Meyzonade, Sarotte et Régnier sont affectés au 2^e annamites.

Tonkin. — MM. le *lieut.* Abadie et le *sous-lieut.* Bégot sont désig. pour le 9^e rég.;

MM. les *capit.* Céloron de Blainville, Quérette, Laussu, Dubois de Saligny, Crété et Saillant sont placés au 10^e rég.;

MM. le *colonel* Bertin, le *capit.* Labarrière, les *lieut.* Gilbert, Cros, Méric de Bellefon, Pilven, Marchand, Chanson, Pasquier et le *sous-lieut.* Soulier sont affectés au 1^{er} tonkinois;

MM. le *capit.* Sainjon; le *lieut.* Samuel et les *sous-lieut.* Barjou, Aveline et Jacquemet sont désig. pour le 2^e tonkinois;

MM. le *colonel* Ditte; le *capit.* Vallod; les *lieut.* Lavenir, Ringue et Abblard et le *sous-lieut.* Ponsot sont placés au 3^e tonkinois;

MM. les *lieut.* Courtin, Viard et Harent et les *sous-lieut.* Reboul et Berrier-Fontaine sont désig. pour le 4^e tonkinois;

M. le *lieut.* Thollon est placé au 18^e rég.;

M. le *capit.* Prévot est nommé chancelier du cercle de Caobang et M. le *capit.* Dez, chancelier du cercle de Bao-lac;

M. le *capit.* Velle est affecté hors cadres au 4^e territoire militaire;

M. le *lieut.-col.* Mordrelle est placé au 5^e tonkinois;

M. le *chef de bat.* Doudoux est placé à l'état-major particulier du Tonkin;

MM. le *chef de bat.* Vitart et les *capit.* Coste et Schwartz sont affectés au 2^e tonkinois.

Sont désig. pour servir au Tonkin :

MM. les *capit.* Michaut, Hubin, Verhaeghe, Deveney, Maupin, Crotte et Lacroix; les *lieut.* Hanne, Barberot, Braine et Loche; les *sous-lieut.* Fournier et Soubra;

M. le *lieut.* Bahus est affecté au 10^e rég.;

MM. les *lieut.* Dutech et Boidard sont désig. pour le 18^e rég. et le *lieut.* Michel, pour le 5^e tonkinois.

Nouvelle-Calédonie. — M. le *capit.* Roulot est désig. pour servir en Nouvelle-Calédonie.

ARTILLERIE

Chine. — MM. le *lieut.* Gouin et les *sous-lieut.* Le Gall et Calvez sont désig. pour servir au corps d'occupation.

Indo-Chine. — M. le *lieut.-col.* Bernard et M. le *capit.* Douchet sont désig. pour servir en Indo-Chine.

Cambodge. — M. le *capit.* Cazenave est affecté aux travaux du chemin de fer du Cambodge.

Cochinchine. — M. le *chef d'escad.* Besançon est désig. pour servir en Cochinchine;

MM. le *capit.* Labasque et les *sous-lieut.* Verniolet et Defaut sont affectés au 5^e rég.;

MM. le *lieut.-col.* Gautier et le *capit.* Strickler sont placés à la direction de Cochinchine;

M. le *capit.* Delbecq est placé à l'état-maj. de la 2^e division.

Tonkin. — Sont désig. pour servir au Tonkin :

MM. le *colonel* Fournier; le *chef d'escad.* Robbe; les *capit.* Chassagnette et Welly et le *lieut.* Gauthier;

MM. les *lieut.* Gérard, Darribes, Chaulard et le *sous-lieut.* Lavarde sont affectés au 4^e rég.;

M. le *lieut.-col.* Bonaccorsi est nommé chef d'état-maj. de l'artill. de l'Indo-Chine;

MM. les *capit.* Barbier et Lavit sont désig. pour servir aux travaux publics.

Nouvelle-Calédonie. — M. le *chef d'escad.* Husson est désig. pour servir en Nouvelle-Calédonie.

Officiers d'administration.

Indo-Chine. — M. l'*offic. d'admin. de 3^e cl.* Connes est mis à la disposition du général command. supérieur.

Cochinchine. — M. l'*offic. d'admin. de 2^e cl.* Gourmanel est désig. pour servir en Cochinchine.

Tonkin. — MM. les *offic. d'admin. de 1^{re} cl.* Huart et Charbonnier; de 3^e cl. Gazier; les *stagiaires de 1^{re} cl.* Jacob et Maynard et de 2^e cl. Vandenbroucke sont désig. pour servir au Tonkin.

Nouvelle-Calédonie. — M. Dupas, *offic. d'admin. de 2^e cl.*, est désig. pour servir en Nouvelle-Calédonie.

CORPS DU COMMISSARIAT

Cochinchine. — M. le *commiss. de 1^{re} cl.* Croll et M. le *commiss. de 3^e cl.* Menvielle sont désig. pour servir à Saïgon.

Tonkin. — M. le *commiss. de 2^e cl.* Tixier est désig. pour servir à Hanoi.

Officiers d'administration.

Indo-Chine. — MM. l'*offic. d'admin. ppal* Vergé; les *offic. d'admin. de 1^{re} cl.* Sombardier et Bigault de Fouchères et l'*offic. d'admin. de 3^e cl.* Drevel sont désig. pour servir en Indo-Chine.

Cochinchine. — MM. les *offic. d'admin. de 3^e cl.* Boirard et Séverin sont désig. pour servir à Saïgon.

Nouvelle-Calédonie. — M. l'*offic. d'admin. de 1^{re} cl.* Da-guerre est désig. pour servir en Nouvelle-Calédonie.

SERVICE DE SANTÉ

Indo-Chine. — MM. Normet, Tardif et Bernard, *méd.-maj. de 2^e cl.*, sont désig. pour servir en Indo-Chine.

Tonkin. — M. Poumayrac, *méd.-maj. de 1^{re} cl.*, est désig. pour servir à la brigade de réserve de Chine;

M. Cognacq, *méd.-maj. de 1^{re} cl.*, est désig. pour servir hors cadres à Hanoi.

Nouvelle-Calédonie. — M. Thomas-Derevoige, *méd.-maj. de 2^e cl.*, est désig. pour servir en Nouvelle-Calédonie.

MINISTÈRE DE LA MARINE

ÉTAT-MAJOR DE LA FLOTTE

Extrême-Orient. — M. le *capit. de fréq.* Bertaud est nommé au command. du *Vauban*;

M. le *lieut. de vaiss.* Maurin est désig. pour embarq. sur le *Montcalm*;

M. le *lieut. de vaiss.* Rolland est nommé au command. d'un torpilleur des mers de Chine;

M. le *lieut. de vaiss.* Martel est nommé adjoint au command. de la 2^e flottille des torpilleurs des mers de Chine;

M. l'*enseig. de vaiss.* Letourneur est désig. pour embarq. comme second sur un torpilleur des mers de Chine;

M. le *mécanic. ppal de 2^e cl.* Tisserand est désig. pour embarq. sur le *Vauban*.

Levant. — M. le *mécanic. ppal de 2^e cl.* Landelle est désig. pour embarq. sur le *Vautour*.

CORPS DU COMMISSARIAT

Extrême-Orient. — M. le *commiss. de 2^e cl.* Boyer est désig. pour embarq. sur le *Vauban*.

SERVICE DE SANTÉ

Extrême-Orient. — M. le *méd. de 2^e cl.* Hénault est désig. pour embarq. sur le *Vauban*.

Bibliographie

Kong-Kong : Le passé et le présent, par Ed. CLAVERY, consul de France. Une brochure in-8^o de 58 pages. Chevalier et Rivière, éditeurs. Paris, 1905.

L'auteur rappelle succinctement les origines et les principales phases du développement de la colonie et expose ensuite la situation actuelle au point de vue de l'organisation administrative, économique et financière. Il souligne l'importance des relations commerciales établies entre l'Indo-Chine française et le vaste port franc de Victoria.

Le Gérant : A. MARTIAL.